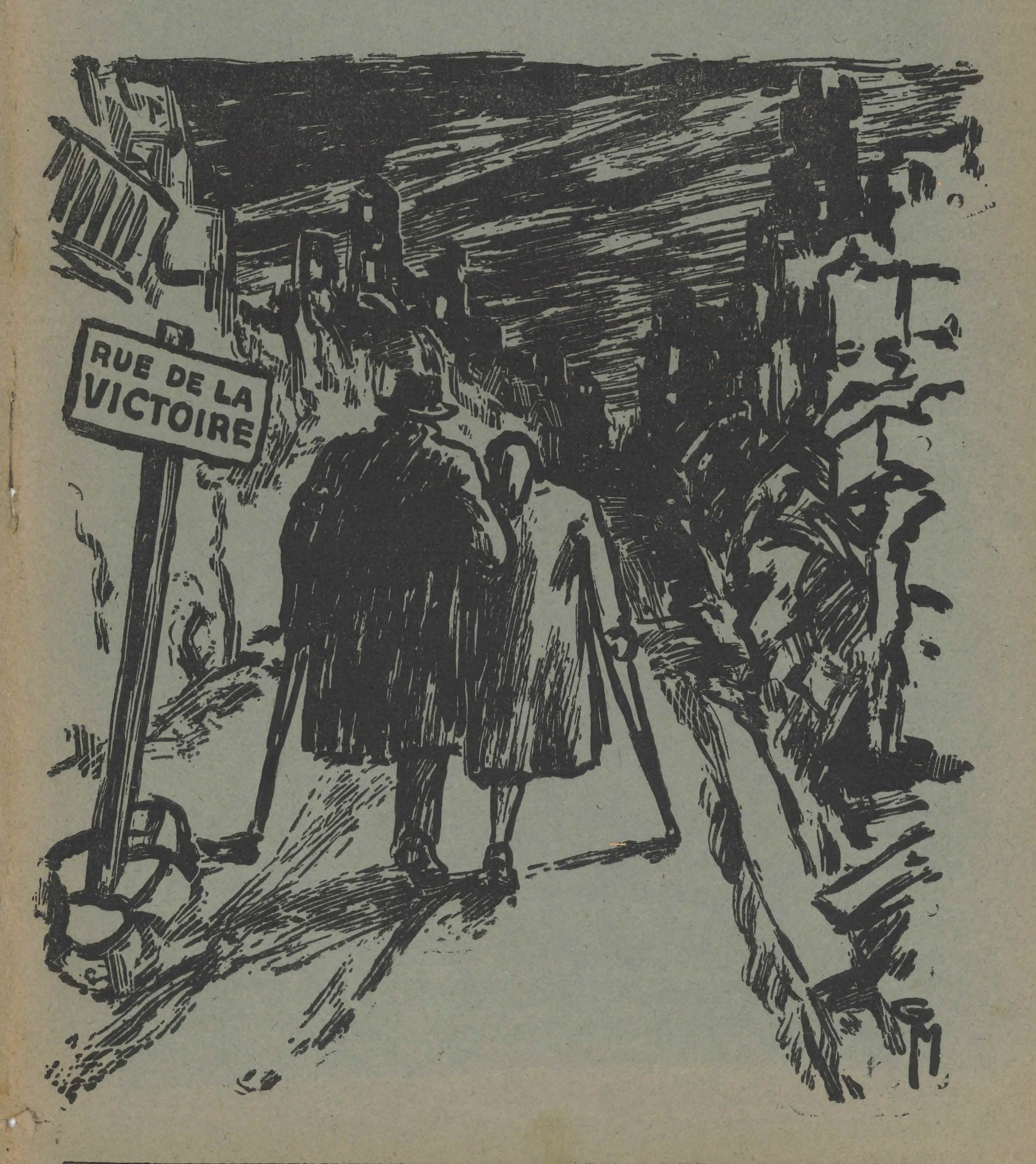
# DEFENSE DE L'HOMME




1re année. — N° 6 REVUE MENSUELLE Mars 1949. — Prix : 40 francs

# DÉFENSE DE L'HOMME

Revue mensuelle
paraissant toutes les fins de mois

**CONDITIONS D'ABONNEMENT**

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Six mois ........................ 250 fr.
Un an ........................... 400 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois ........................ 300 fr.
Un an ........................... 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant l'administration et la rédaction à Louis Lecoin, 73, rue Camille-Pelletan, Antony (Seine). Lui téléphoner, au besoin, à Berny 08-63.

Utiliser, autant que possible, pour tous les envois de fonds, le compte chèque postal : Mme Lecoin (même adresse que ci-dessus) N° 4.504-77 - Paris.

**Prix de l'exemplaire : 40 fr.**
**50 fr. pour l'extérieur**


## SOMMAIRE N° 6



## Nous préférons plus de lecteurs

**Nous devrions porter à 50 francs le prix du numéro de « Défense de l'Homme », à 500 francs le montant annuel de l'abonnement, et nous serions moins cher encore que tous les périodiques analogues au nôtre — de beaucoup même.**

**Constatez la matière que nous vous donnons. Comparez.**

**Nous laissons la revue au prix déjà fixé afin de ne pas nuire à son développement, afin d'aider à la montée des abonnements, et dans l'espérance de retrouver dans le nombre des lecteurs ce que nous perdons autrement.**

**Dites que nous n'avons pas tort, camarades, et ne tardez point à nous le prouver.**

# Garry DAVIS et nous

NOUS avons essayé, déjà, d'éclairer les lecteurs de cette revue sur le « mouvement » Garry Davis.

En effet, à la suite de ses gestes du Trocadéro, nos amis, et particulièrement ceux de province, nous accablaient de demandes de renseignements et nous pressaient de leur communiquer ce que nous, sur place, pouvions glaner comme indications précises.

Le meilleur moyen de savoir — c'est du moins ce que nous supposions au « Cartel de la Paix » — c'était de rencontrer Davis et de lui poser quelques questions.

Nous ne savions pas, à l'époque, que rencontrer Davis constitue une entreprise difficile, tant son entourage apporte de bonne volonté à le soustraire à ce genre de conversations.

Après quelques tentatives infructueuses, une lettre avait été envoyée au professeur Girard — dont j'ai dit ici les interventions remarquables à Pleyel et au Vél' d'Hiv'. Cette lettre étant susceptible d'éclairer nos amis sur notre état d'esprit, je crois utile de la reproduire intégralement :

MONSIEUR LE PROFESSEUR,

*C'est à vous que je m'adresse de préférence au nom d'un grand nombre de camarades, parce que nous reconnaissons en vous une haute valeur humaine, ainsi qu'un esprit véritablement révolutionnaire.*

*Nous vous apportons, M. le Professeur, l'expression de notre surprise chagrinée devant la page : « Peuple du Monde », publiée dans le numéro de Noël du journal* Combat.

*A côté d'articles excellents, comme votre réponse à François Mauriac, comme la déclaration de Garry Davis, comme celui d'Henry Osborne ou « Point de Départ », nous trouvons dans l'article « Et maintenant », de Sarrazac, par ailleurs excellent, la phrase suivante :*

« Entre l'inefficacité dangereuse des objecteurs de conscience et le bureaucratisme totalitaire qui guette les passifs assoiffés de mots d'ordre, la porte est étroite pour les constructeurs attentifs. »

*Nous trouvons également un article d'Emmanuel Mounier dénigrant le pacifisme, ainsi qu'un article intitulé « Etonnement d'un jeune chrétien » (qui ferait bien de relire les Evangiles : Matthieu V, versets* 1 *à* 10 *et* 38 *à 47) qui part également contre l'objection de conscience et en profite pour justifier la guerre défensive.*

*Ces camarades, qui ont écrit des lignes destinées au grand public, ne semblent pas s'être rendus compte de la portée de celles-ci, car :*

1° *L'objection de conscience, au sens véritable du terme, c'est, à notre avis, la plus noble expression de la conscience humaine, comme de la conscience chrétienne.*

*Nous dirons plus : elle est la manifestation de la nouvelle conscience, synthèse de la conscience humaine et de la conscience chrétienne, que nous proposent Sarrazac et ses amis eux-mêmes ;*

2° *Si Garry Davis qui, quoi qu'on en discute, est un objecteur de conscience dans la plus haute acception du mot, a eu la chance que nous connaissons, et si le Comité de Solidarité a pu exercer son action avec fruit, c'est parce que, depuis des lustres, le terrain a été défriché par des pacifistes et des objecteurs de conscience obscurs qui ont travaillé de toutes les manières, donné souvent leur liberté et même leur vie, dans tous les pays du globe, tels ces objecteurs de conscience allemands qui se sont laissé décapiter par Hitler, plutôt que de prendre les armes pour le nazisme.*

*C'est parce que des milliers de pacifistes ont cherché à faire non seulement la paix dans le monde, mais en eux et autour d'eux, inlassablement, que l'action spectaculaire de Garry Davis a pu trouver un terrain favorable.*

*C'est grâce aussi au concours matériel et dévoué d'un grand nombre de pacifistes et d'objecteurs de conscience que le succès de réunions comme Pleyel et le Vél' d'Hiv' a pu être assuré.*

*Alors que Winston Churchill, en pleine guerre* 1939-1944, *a admis que les objecteurs de conscience se livrassent à des travaux*

*complètement étrangers à la guerre, au moment où une ligue internationale pour la liberté de conscience, présidée par Mme Roosewelt, et dans laquelle figure M. Edouard Herriot, s'efforce de faire admettre universellement l'objection de conscience, au moment où des sectes religieuses, se conformant strictement à l'enseignement du Christ, recommandent à leurs membres le refus des armes, et ont fait admettre l'exemption pour ceux-ci dans la plupart des pays, vous admettrez, monsieur le Professeur, que les pointes poussées par Sarrazac et ses amis contre l'objection de conscience sont, pour le moins, inopportunes.*

*Par ailleurs, un jeune Français* (1), *s'étant déclaré* citoyen du monde, *a refusé le service des armes. Il est actuellement au Val-de-Grâce, son dossier a été soumis à M. Ramadier. Il est à la veille d'être envoyé à son corps et, de là, en prison, si une mesure spéciale n'intervient pas.*

*A la demande du ministre de la Guerre, le pasteur Roser, qui appartient, comme vous, au Comité de Solidarité, prépare actuellement un dossier sur la manière dont est considérée l'objection de conscience dans différents pays.*

*Nous vous laissons penser, dans ces conditions, les conséquences possibles de la position publique prise par Sarrazac et ses amis.*

*Il ne peut pas être dit :*

*Pour le citoyen du monde d'origine américaine, ancien pilote de guerre, l'audience du grand public, la renommée et les honneurs : réception chez le Président de la République.*

*Pour le citoyen du monde d'origine française, qui a refusé de prendre les armes, répondant ainsi à l'appel de sa double conscience d'homme et de chrétien : l'oubli et la prison.*

*Nous croyons, quant à nous, qu'une action qui broyerait sur son chemin, parce que sincères et obscurs, les plus honnêtes et les plus purs, est déjà condamnée.*

*Vous remerciant d'avance, monsieur le professeur, du sort que vous ferez à nos suggestions, nous vous prions de croire à toute notre sympathie humaine.*

*Signé :* René BROCHON.

Le professeur Girard et quelques membres du Comité pour la défense de Garry Davis nous répondirent qu'ils étaient parfaitement d'accord avec notre position et se déclaraient, en outre, prêts à défendre le point de vue des pacifistes intégraux où que ce soit.

Naturellement cela devait créer quelques troubles dans l'entourage de Davis où on n'apportait jusque-là guère de bonne volonté pour une explication franche.

J'ai indiqué déjà qu'après ses manifestations de l'O.N.U., Davis avait été... (comment dire ?) pris en charge — je ne dis pas accaparé — par M. Sarrazac, fondateur d'un groupement ayant pour but la formation d'un « parlement du monde ».

Or, Sarrazac nous avait accordé un rendez-vous où devait se trouver également Davis.

Le jour venu, ni Sarrazac ni Davis ne s'étaient dérangés.

C'est alors que le Cartel de la Paix décida de leur poser une série de questions écrites.

Environ trois semaines plus tard, nous étions informés que Sarrazac et Davis avaient décidé de nous rencontrer.

Sarrazac fut exact au rendez-vous.

Davis, lui, n'était pas là... « On » avait oublié de lui rappeler la réunion...

Nous en profitâmes néanmoins pour causer quelque peu avec Sarrazac.

Nous apprîmes qu'il était lieutenant-colonel de la Résistance et que, pour poursuivre son action en faveur du Parlement mondial, il avait quitté sa situation.

J'eus l'indiscrétion de lui demander quelle était cette situation et quels étaient ses antécédents dans le pacifisme militant.

— J'étais lieutenant de carrière.

Des explications qu'il donna ce soir-là aux membres du Cartel, il résulte qu'il n'y a pas de mouvement Garry Davis, que simplement on note les noms et adresses de tous ceux qui adhèrent à l'idée d'un « Parlement mondial », et que, plus tard, auront lieu des élections pour désigner les délégués à cette assemblée.

Certains membres du Cartel de la Paix, ayant manifesté l'intention d'orga-

(1) Jean-B. MOREAU, objecteur de conscience chrétien.

niser un meeting sur ce thème : « Ce que Garry Davis n'a pas dit », Sarrazac se rendit compte qu'il lui était impossible d'éviter la rencontre que nous souhaitions avec Davis s'il ne voulait pas que les « obscurités », les lacunes, voire même les contradictions de son mouvement fussent dénoncées publiquement par les « anars » et les pacifistes.

Rendez-vous fut donc pris, et cette fois Davis vint.

Hâtons-nous de dire que le « petit homme » — ce qui nous le rend plus sympathique encore, si c'est possible — est lui-même obsédé par les mille problèmes posés par son attitude à l'O.N.U. et les obligations qui en découlent. Il pèse très exactement l'immense responsabilité morale qu'il a assumée et son désir est total de ne pas décevoir ceux qui lui ont fait confiance.

Mais tant de problèmes se posent à lui qu'il n'avait pas même soupçonnés, alors que dans un magnifique élan instinctif, il se dressait seul, face aux « politiciens » de l'O.N.U., pour hurler sa révolte contre la guerre encore possible demain, qu'il demande maintenant quelque répit pour méditer sur ce qu'il devra faire pour continuer sa tâche immense et magnifique.

*
**

J'ai aimé que Davis réfléchisse longuement avant de répondre aux questions qui lui étaient posées et cela même donne plus de poids à ses paroles.

Quand il lui fut demandé quel était son sentiment envers l'objection de conscience, il répondit tranquillement :

« Ne suis-je pas maintenant, moi aussi, objecteur de conscience ? »

C'était net. Et pourtant dans « l'entourage » de Davis, on refuse de prendre nettement position pour la défense des objecteurs actuellement emprisonnés. Il y a même des adversaires, voire des détracteurs de l'objection de conscience et du pacifisme intégral.

Et c'est là, à notre avis, que réside l'équivoque de ce mouvement.

D'une part, l'idéaliste Davis qui sent bien que les répercussions mondiales de son attitude lui imposent d'agir et qui médite longuement sur le « statut du citoyen du monde » qu'il projette d'élaborer.

D'autre part, un mouvement qui, profitant de l'affaire Davis et marchant sur la lancée de ce dernier, réunit des signatures (sans se préoccuper de la qualité) et des adresses, en vue de la formation d'un gouvernement du monde.

On n'attend pas que le « statut du citoyen du monde » soit prêt pour recruter, on recrute « à la grouille » et le recruté, lui, n'en demande pas plus long, ce qui prouve qu'il n'est guère curieux.

Car enfin, c'est facile, même un peu trop facile, je le dis sans ironie, de réunir des millions de signatures sur un seul mot : la paix.

Du monde entier, elles vont venir les pétitions, et en tas !

Le patriote peut très bien signer à côté du pacifiste intégral, le général mélanger son paraphe avec la croix de l'illettré du village. Qui oserait s'inscrire en faux ? Tout le monde est pacifiste !

Staline va signer, et Truman déposer son bristol, et aussi Churchill, et Thorez, et Daladier, et de Gaulle, et Franco, et le Pape, et puis tous les autres, qui nous parlent de la paix avec d'attendrissants trémolos dans la glotte... entre les guerres.

La paix, bien sûr. Tout le monde est d'accord sur le mot.

Reste à définir, ensuite, de quelle paix il s'agit et la manière dont on l'entend.

C'est là que commencent les difficultés.

Voilà pourquoi nous pensons qu'il eût été préférable de définir « d'abord » ce qu'est, ce que doit être un « citoyen du monde », avant d'entamer le recrutement au petit bonheur.

*
**

Pour ma part, j'ai une idée précise de ce qu'est un citoyen du monde.

Je l'ai même été, figurez-vous, et cela à une époque où c'était assez mal vu, même dans les pays « neutres »...

C'est pourquoi, en ma qualité d'ancien, et fort de ma petite expérience de la question, je me suis cru qualifié pour faire une suggestion à Garry Davis. Je lui ai proposé de demander à tous ceux qui voudraient s'inscrire comme « citoyens du monde » de prendre l'engagement, quelles que soient les circonstances, de ne jamais tirer sur un autre citoyen du monde. Ça me paraît vraiment un minimum...

Et j'illustrais ma proposition par ceci : Figurez-vous qu'un conflit idéologique se déchaîne et que, par exemple, deux de vos amis qui se réunissent aujourd'hui autour d'un tapis vert sous votre égide se trouvent d'un côté et de l'autre de la barricade ; prenons, si vous voulez, Mounier, d'une part, qui est pacifiste nuance patriote et chrétien, et Vercors, d'autre part, dont les sympathies pour le communisme ne sont plus à démontrer, ne croyez-vous pas que s'ils prenaient cet engagement solennel de ne jamais s'entre-tuer, cela serait une garantie de leur bonne foi pacifiste ?

Et ce geste aurait une signification.

Davis m'a répondu que ce problème le préoccupait, qu'il était entièrement d'accord avec moi et qu'il était décidé à travailler à son « statut du citoyen du monde » dans ce sens.

Il me paraît donc indiqué d'attendre, avant de se prononcer définitivement, que le « petit homme » nous dise, enfin, ce qu'il entend exactement par « citoyen du monde ».

Pour le moment, nous pouvons nous contenter de continuer à l'être, sans que notre nom figure sur un registre spécial.

**Roger MONCLIN.**

---

# *Nous et Garry Davis*

Mon ami Roger Monclin, qui représentait « Défense de l'Homme » à ces réunions et à ces entretiens, a parfaitement rempli sa mission. Le compte rendu qu'il en donne éclairera tous les camarades et les fixera sur la personnalité si sympathique de Garry Davis — qu'on avait tendance à vouloir exécuter un peu vite.

Que lui reprochait-on ? D'être pacifiste de fraîche date; de n'avoir pas encore des idées très nettes sur certains points et de se laisser guider par un entourage incertain.

C'est plus notre faute que la sienne s'il a eu cet entourage — nous qui n'avons pas su créer un mouvement pacifiste homogène et l'avons divisé, éparpillé à l'infini, le rendant ainsi inopérant. Ah ! c'eût été remarquable, au contraire, si un mouvement pacifiste uni avait été appelé à recevoir Garry Davis et à organiser les manifestations dignes de ses beaux gestes.

Ce pays serait déjà bouleversé de fond en comble par des lames de fond qu'une telle propagande aurait soulevées. Et les échos de cette agitation pacifiste auraient gagné le monde entier.

Pour ne pas prendre une part active à la croisade pacifiste que Garry Davis à l'honneur d'amorcer nous laissons le champ libre aux Sarrazac et permettons les louches tractations qui ruineront à leur naissance les efforts si méritoires, si pleins d'avenir, du « petit homme ».

Et nous nous trouvons peut-être à la veille de la guerre. — L. L.

# Citoyens, oui ; soldats, non !

GARRY DAVIS a beaucoup d'amis. Un double danger menaçait, à l'origine, l'indésirable « squatter » du territoire international d'Onusie : d'une part, le ridicule, cette arme suprême des ennemis de l'Idéal ; d'autre part, l'isolement et, partant, l'impuissance et le découragement.

Grâce à la sympathie instinctive du peuple de Paris pour celui qu'une presse décadente affublait déjà du sobriquet de « fol de Chaillot » cette double menace a été écartée. Garry Davis est devenu, d'emblée, plus qu'une idole : le symbole du pacifisme réaliste opposé au pacifisme utopique balayé par les deux plus gigantesques conflits que l'histoire universelle ait jamais enregistrés.

Ces périls évités, un troisième obstacle ne devait pas tarder à apparaître. L'afflux massif d'adhésions recueillies en certains endroits par les comités de soutien du cas Garry Davis, à l'appel d'organisations politiques ou syndicales oublieuses de leur trahison permanente des intérêts vitaux du prolétariat, ne laisse d'inquiéter ceux qui n'ont attendu ni Pleyel ni le Vél' d'Hiv' pour se joindre au « premier citoyen du monde ». Ne viserait-on pas plutôt à « noyer le poisson » ?

J'ai, dans un récent article, exprimé mon scepticisme quant à l'efficacité du remède proposé par Garry Davis pour sortir de l'entre-deux-guerres actuel. Je ne nourris, on s'en doute, aucune hostilité à l'encontre d'une Assemblée des Peuples. Mais la Constituante dont l'élection est prévue pour l'année prochaine aura-t-elle ce caractère ?

Diplomates et gouvernants se font habituellement la guerre... par personnes interposées. La paix que nous voulons ne sera pas l'œuvre de députés dotés d'une immunité privilégiaire, mais sera gagnée par les peuples eux-mêmes, bien décidés à ne plus s'en laisser conter par les éternels parlementeurs, nationaux ou internationaux. C'est ce que j'ai appelé : l'action directe contre la guerre.

Puisque je dénonce aujourd'hui tous les faux amis de la paix, camouflés ou non dans les comités de solidarité de Garry Davis, je m'en voudrais de passer sous silence les compliments fielleux autant que mielleux qu'adressait à la foule des « aspirants à la double nationalité » le citoyen d'un « Monde » assez particulier — j'ai nommé M. Pierre Audiat — dans le grand quotidien vespéral des 2 et 3 janvier dernier.

M. Pierre Audiat, dans un discours qu'il qualifie lui-même « logique et pertinent » (ce qui indique le haut degré de sa spéciosité et de son insolence) découvre que, toute citoyenneté conférant, en même temps que des droits, des devoirs, les partisans de l'Etat mondial devraient immédiatement « endosser l'uniforme flambant neuf de l'O.N.U. » et s'en aller « soldats du monde », défendre leur nouvelle patrie jusque « dans les déserts palestiniens ou dans la jungle indonésienne » ! Aussi souhaite-t-il que la campagne par le recrutement de citoyens du monde attire de nombreux volontaires.

Que le dernier vœu de M. Pierre Audiat soit exaucé, mais aussi que son auteur se méfie. La patrie mondiale n'a nullement besoin de soldats, mais simplement de citoyens. Et si une guerre est encore possible, ce ne sera certes par la lutte fratricide des peuples enfin réunis dans cette « Sainte Alliance » que chanta un jour le bon Béranger. Sinon, il y aurait encore place, dans l'Internationale pacifique du genre humain, pour un nouveau « couplet de généraux »...

La seule guerre que nous concevons, nous, pacifistes, qui croyons à l'inéluctabilité de la lutte pour la vie, est celle qu'exige la défense de l'Espèce contre ses ennemis naturels qui sont : le cancer, la tuberculose, la syphilis et tous les autres fléaux dont nous aurait gratifiés un prétendu créateur auquel, s'il existait, je jetterais sans hésiter cet anathème proudhonien : « Dieu, c'est le mal ! »

**Eugène MERSER.**

# JUGES ET ACCUSÉS

Les procès qui ont eu lieu en U.R.S.S. avant la guerre, et dont les modalités bien connues se répètent avec une continuité monotone derrière le rideau de fer, passionnent toujours l'opinion publique. Après le cardinal Mindszenty, voici les pasteurs bulgares. Le même scénario se répète : dès l'interrogatoire, « tous les accusés ont déclaré qu'ils se repentaient des crimes qu'ils avaient commis et qu'ils étaient prêts à les réparer dans la mesure où la Cour les y aiderait (1). » Et les mêmes réactions se dénombrent ici : approbation aveugle des militants staliniens ; indignation et colère de leurs adversaires ; complicité des misérables cryptos qui usent des plus évidents sophismes ou du silence le plus obstiné quand il s'agit de trahir les valeurs dont ils se réclament avec des trémolos dans la voix.

Est-ce à dire que le siège de chacun étant fait définitivement, il devient désormais inutile d'examiner de plus près le mécanisme des procès à la manière stalinienne ? Je ne le pense pas. L'indignation la plus communicative ne perd jamais à s'appuyer d'une argumentation solide. Et il me semble qu'on peut employer en l'occurrence la méthode scientifique qui n'établit une loi qu'après avoir étudié des séries de faits offrant une base de généralisation suffisante. En procédant ainsi, on peut trouver la cause de cette attitude invraisemblable de l'accusé en face du juge, au lieu d'invoquer banalement la psychologie russe et de se trouver pris de court puisqu'elle gagne des Hongrois et des Bulgares.

Si l'on examine le déroulement des grands procès religieux ou politiques individuels et collectifs à travers l'histoire, on distingue deux périodes durant lesquelles ils se déroulent de façon absolument opposée. Depuis les Templiers jusqu'à Damiens, les accusés de toute nature, hérétiques, comploteurs et régicides en viennent presque toujours à résipiscence. La plupart du temps, leur attitude est étrangement semblable à celle des hommes qui, depuis l'accession au pouvoir de Staline, passèrent devant les tribunaux de l'U.R.S.S., puis devant ceux des « démocraties populaires » : aveux, contrition, étalage de remords allant jusqu'au masochisme intellectuel. A partir du XVIII$^{e}$ siècle, c'est le phénomène exactement inverse qui se produit. Qu'il s'agisse des aristocrates, des girondins, des hébertistes, des dantonistes, de Robespierre et de ses amis, des victimes de la réaction thermidorienne, des babouvistes, les hommes qui passent devant les tribunaux, et qui vont mourir pourtant mais qui pourraient peut-être se sauver par des palinodies, gardent leur dignité, se défendent avec énergie, se dressent avec une agressivité souvent redoutable contre leurs accusateurs. Il en sera de même par la suite, quel que soit le régime, le pays où le procès se déroule, la nature des faits reprochés aux hommes qui auront combattu le pouvoir et auront été vaincus : démocrates et socialistes quarante-huitards, communards, terroristes russes, tous ont âprement tenu tête à leurs juges et sont allés à la mort sans se renier. Les anarchistes lanceurs de bombes laissèrent le souvenir d'irréductibles qui se payaient le luxe, avant d'entendre la sentence, de lire des déclarations vengeresses. Même constatation en ce qui concerne les régicides de l'époque. En Amérique, les accusés de Chicago clamèrent leur mépris d'une justice de classe. Enfin, depuis 1940, nous avons vu juger par les tribunaux français des hommes de tendance politique fort différentes, communistes, résistants, collaborateurs, des milliers furent condamnés à mort dont l'attitude fut à peu près identique. Sans doute, dans la plupart des cas, on constate une marge de jeu dans laquelle l'accusé ergote, minimise certains faits, et utilise au maximum la ruse que commande sa position en face de la machine à broyer l'être humain. Mais jamais il ne va jusqu'à s'abaisser et renier son idéal.

Voilà donc deux attitudes absolument opposées de l'accusé devant le juge, ces

(1) *Combat*, 2 mars.

deux protagonistes d'un duel qui se renouvelle constamment depuis qu'il y a des hommes. Dans le premier cas, l'accusé s'humilie, s'effondre, ce n'est plus qu'une loque humaine prête à toutes les renonciations ; dans le second, vaincu d'avance mais indompté, il fait front et demeure maître de lui-même. Et puisque les innombrables procès peuvent être groupés en deux séries qui se succèdent historiquement, c'est donc qu'un élément capital a modifié profondément, dans le cours du XVIII[e] siècle, la position de l'accusé en face du juge à partir de cette donnée, il est facile de retrouver, à la ligne de partage, LA SUPPRESSION DE LA TORTURE. Le siècle des lumières, dont le lourd passif augmente chaque jour, le compensera peut-être entièrement par cette humanisation de l'appareil judiciaire. Et l'impulsion qui fut alors donnée dans ce sens, qui dura jusqu'à la naissance des totalitarismes, qui dure encore dans les démocraties occidentales, nous a fourni une expérience suffisante pour que l'on puisse expérimentalement établir une loi : *tout régime où, dans la plupart des cas, le rapport entre le juge et l'accusé rappelle les procès antérieurs à celui de Damiens, use fréquemment de la torture*. Et comme c'est ce qui se produit dans les « démocraties populaires », non pas généralement mais dans tous les cas, c'est qu'elles usent constamment de la torture contre les opposants au régime.

J'imagine qu'un individu absolument insensible, détaché des humaines contingences, jugeant du point de vue de Sirius mais fidèle aux méthodes de la déduction scientifique, parviendrait exactement aux conclusions qui précèdent. Ce qui n'empêcherait pas de polémiquer certains cryptos de plus en plus mal camouflés, ou ce quarteron de tartufes spiritualistes prétendant amalgamer la morale chrétienne et le stalinisme, les uns et les autres professionnellement obligés à une discussion que leurs maîtres refusent. Aussi je crois devoir répondre par avance à leurs objections.

« Les condamnés des procès de Moscou ont fait preuve d'esprit révolutionnaire en avouant leurs erreurs, disent-ils, dès qu'ils en prirent conscience. » Et l'on reste stupéfait de voir que les des individus intelligents sont encore sensibles à de tels sophismes qu'on décortique avec facilité.

D'abord, si erreur il y avait, pourquoi les révolutionnaires abusés ne la dénoncèrent-ils pas avant l'arrestation ? Quoi, parmi ces hommes assez détachés d'eux-mêmes pour se donner en pâture au mépris unanime, pas un ne s'est jamais aperçu de sa déviation avant d'être mis à la disposition du N.K.V.D., pas un ne l'a confessée auparavant ?

Même remarque en ce qui concerne les oppositionnels qui réussirent à s'enfuir. Comment se fait-il que pas un seul de ces exilés n'ait eu l'honnêteté de dire, pour libérer sa conscience de révolutionnaire : « Je me suis enfui pour sauver ma peau, mais je reconnais que mon action était néfaste. » Il est par trop invraisemblable que le remords et la confession coïncident toujours avec l'emprisonnement, et l'entêtement avec la liberté.

L'histoire de la Révolution française nous donne une preuve supplémentaire que l'argument stalinien n'est qu'un sophisme. Tous les jacobins — les bolchevicks de l'époque — passant devant les tribunaux de la Convention, se transformèrent en accusateurs : Clootz, Ronsin, l'atroce Hébert lui-même... puis Danton et Camille Desmoulins, tinrent tête aux juges. Il en fut de même pour tous leurs compagnons. Pourtant la République, dont ces hommes étaient les fanatiques défenseurs, se battait contre toute l'Europe.

Enfin, pour donner plus de force à l'argumentation s'il en était besoin, on pourrait démontrer qu'en aucun cas les socialistes et chrétiens, dans les « démocraties populaires », n'avaient, eux, aucune raison de s'abaisser pour soutenir un régime que toute leur doctrine condamnait. Si la position des vieux bolchevicks exécutés s'apparentait à celle des hébertistes et des dantonistes, les oppositionnels démocrates sont sensiblement dans le même rapport moral, à l'égard des staliniens hongrois, bulgares, etc., que les Girondins en 93 avec la Montagne. Et les éléments de la psychologie ne se sont pas transformés, que je sache, au gré des impératifs de la dialectique.

Des hommes de bonne foi restent parfois songeurs devant l'unanimité du processus maintenant bien connu. « Ce que

je ne conçois pas, me disait récemment un camarade, c'est que jamais un seul de ces hommes ne se ressaisisse à un moment donné pour dénoncer la supercherie. » Il est vrai que, dans la longue histoire des hérésies, on constate des sursauts, des reprises de conscience qui galvanisent l'accusé et lui font renier son abjuration. C'est sans doute que la torture a trouvé de nouveaux modes d'application. Autrefois, le corps seul était martyrisé ; dans la souffrance l'esprit faiblissait, et tout aveu était vite obtenu qui faisait cesser le supplice. Mais celui-ci terminé, un mouvement de révolte impulsive restait possible. D'autre part il est vraisemblable qu'à partir d'un certain degré, au moins chez certains êtres, l'aiguillon de la douleur s'émousse et que les facultés combatives retrouvent leur force. Or il semble bien, sans qu'on puisse d'ailleurs encore en connaître les techniques, que la torture moderne s'attache surtout à briser les ressorts de la contradiction en ruinant le système nerveux. Nous pouvons trouver la confirmation de cette thèse dans certains phénomènes causés par la peur. Par exemple, dans beaucoup de cas, une blessure dangereuse ne fera pas d'un soldat cet animal traqué, prêt à toutes les abdications, qu'il devient au cours d'un bombardement prolongé. Le visage du cardinal Mindszenty restera comme le symbole inoubliable d'une nouvelle horreur, complétant dans notre mémoire les masques violemment contractés des victimes de l'Inquisition.

Tout cela ne fera pas frémir les orthodoxes pour lesquels importe seulement le but à atteindre. Pour nous, il n'est guère besoin d'aller plus loin dans l'examen d'un système. Ne disons pas que, même parfait, de tout autre point de vue, il est inacceptable à cause de cette tare, mais que cette tare serait suffisante pour nous permettre de préjuger du reste si nous n'étions suffisamment renseignés sur ses autres aspects. On peut savoir ce qu'est un arbre par un seul de ses fruits. Il est de mode, dans une certaine couche néo-bienpensante, de renvoyer les U.S.A. et l'U.R.S.S. dos à dos en prenant des airs de Salomon qui dissimulent en réalité, le plus souvent, une psychologie trouble, faite de la crainte de l'Armée Rouge si proche de nos frontières et d'un gauchisme infantile. Ou bien on déplore que d'un côté soit la liberté seulement, de l'autre la justice sociale. Comme s'il pouvait y avoir de justice sociale sans liberté tant que les hommes ne seront pas gouvernés par des anges ! Par contre un régime de liberté assez large peut fort bien exister sans justice sociale, l'histoire de la d é m o c r a t i e parlementaire en France suffit à le prouver. Le capitalisme libéral régnant, la liberté d'expression et d'association était suffisamment sauvegardée pour que son ennemi le plus dangereux à ce moment, le communisme, ait pu se développer alors au maximum. Un tel régime est cent fois plus favorable à des révolutionnaires ou à des réformateurs, ce n'est même pas une question de degré mais de nature, que le régime dit soviétique par habitude et antiphrase. Cela vaut-il la peine de le défendre les armes à la main ? C'est une question qui a divisé, divise et divisera longtemps. Des hommes comme Koestler se sont battus en pensant qu'ils défendaient, suivant son expression « une demi-vérité contre une erreur totale », et les anarchistes eux-mêmes, ces pélerins de l'absolu, se sont divisés sur ce sujet. Quoi qu'il en soit, il est trop facile, quelque peu pharisien et je dirai même profondément malhonnête, si l'on veut bien reconnaître justes les conclusions qui précèdent, de mettre sur le même plan, en fonction d'un idéalisme abstrait, une démocratie parlementaire qui laisse certaines possibilités et une dictature de fer ou l'individu n'a plus d'existence propre.

Je trouve un exemple de cette confusion d'esprit dans *Combat* du 5 mars. Répondant au nom de quelques intellectuels à l'enquête de ce journal sur la portée de l'affaire Kravchenko, Hervé Bazin met en balance les procès des « démocraties occidentales populaires » avec ceux de Sacco et Vanzetti et des communistes américains. Le procédé est habile, et d'usage courant, d'évoquer les deux anarchistes et leur calvaire ; il n'en reste pas moins que, s'ils furent victimes d'une de ces infâmies dont l'histoire des Etats et des sociétés humaines est jalonnée, jamais ils ne présentèrent cette apparence d'automate que l'on a mis en cause ici. Quant aux communistes américains, ce n'est pas en tant que tels qu'ils ont été poursuivis — et suivant des méthodes qui ne paraissent guère les avoir amoin-

dris — mais en qualité de staliniens. Aux U.S.A., s'il y a eu le procès Sacco et Vanzetti, les anarchistes n'en ont pas moins continué à publier leurs organes et à vivre en liberté, et les marxistes non-staliniens, trotzkystes ou autres, sont logés à la même enseigne. Il faudrait peut-être réfléchir à cela, monsieur Bazin, c'est un minimum qu'exige la probité intellectuelle avant de développer des paradoxes au nom de la liberté. Si les communistes poursuivis avaient été indépendants du Kremlin, ils pourraient continuer leur propagande en paix, l'exemple du parti de Wallace, aussi dangereux qu'eux pour les Etats-Unis, ne le prouve-t-il pas ? A mon sens, les Américains ont eu doublement raison : d'un point de vue national, il est inadmissible de tolérer une cinquième colonne qui ne dissimule même pas sa véritable nature ; et si les lecteurs de « Défense de l'Homme » refusent de se placer sous cet angle, disons qu'il est légitime, pour tout régime libéral, de neutraliser les agents déclarés d'un système ou la torture est réintégrée dans l'arsenal judiciaire. On me dira que les communistes encrassés de foi aveugle ne peuvent croire cette ignominie. J'en tombe d'accord, mais cela n'empêche qu'ils en sont les propagateurs de la façon dont un individu porteur de bacilles et qui se croit bien portant vous transmet la tuberculose. Et à ceux qui m'accuseront de donner dans l'antibolchevisme classique, je poserai une question : au XIIe siècle, l'Inquisition fut créée au sein de l'Eglise, et tout croyant en devint un zélateur plus ou moins fervent ; imaginons qu'à la même époque, dans un pays ou eut régné une tolérance religieuse très grande, des catholiques aient tenté d'implanter leur doctrine, donc d'apporter les germes d'une intolérance effroyable. Au nom de la liberté, eût-il été raisonnable de les laisser lutter contre la liberté ? Rien n'est absolu de ce qui est humain, tout ce qui nous concerne doit être apprécié en fonction d'une dialectique vivante, notre liberté comme le reste. Et, s'il existe une circonstance où l'intolérance est parfaitement fondée, c'est quand il s'agit de neutraliser les intolérants. Si les hommes de la IIIe République avaient compris cette vérité de La Palice au lieu de s'aligner sur les « grues métaphysiques », la classe ouvrière française n'aurait pas été empoisonnée jusqu'à l'âme par le stalinisme, les forces révolutionnaires européennes ne se seraient pas divisées, et le capitalisme se serait peut-être effondré en 1936 au lieu de repartir pour une nouvelle carrière.

Aujourd'hui, l'immense majorité des catholiques abominent l'Inquisition. Il est vraisemblable que le socialisme qui s'instaurera inéluctablement sur la planète verra dans la phase stalinienne une déviation funeste sur laquelle il sera bon de jeter un voile. Aujourd'hui, si l'on considère le régime libéral comme un moindre mal, on trouvera parfaitement logique, et désirable, qu'il se défende partout contre la boulimie d'un système qui est, par rapport à lui, ce que la pleurésie est à la bronchite. Pour moi, refusant désormais les positions faciles qui permettent de jeter dans le même sac des fruits dont une partie est encore saine et des ordures inassimilables, je jugerai ainsi tant que les U.S.A., l'Angleterre et la France, malgré les tares des régimes qui les mènent et que nous combattrons toujours, ne nous donneront pas le spectacle de procès où l'on trouve des juges, des accusés, des avocats, mais jamais un homme. Et je me rencontre ici avec des révolutionnaires qui, en face de la réalité, viennent enfin de mesurer leur aveuglement. Je veux parler des militants du *Parti communiste libre* de Berlin, dont la lettre ouverte aux communistes français n'a pas été suffisamment commentée. « Nous, communistes allemands, ont-ils déclaré, nous avons eu suffisamment d'occasions jusqu'à présent de connaître l'Armée Rouge aussi bien que les communistes russes dirigés par Staline et nous nous sommes détournés d'eux, car leurs conceptions ne sont supportables pour aucun pays. Tout peuple aimant la liberté ne peut qu'aller aux désastres sous la domination russo-stalinienne ». Ces hommes connaissent sans doute mieux la question que des esthètes parisiens. Eux aussi, malgré leur déformation léniniste, ont sans doute réfléchi à la signification profonde des procès, et décidé que nul système ne valait d'être défendu qui aboutissait à la négation totale de l'homme.

**Alain SERGENT.**

**Quand chacun s'aide, personne ne souffre. — Louis BERTONI.**

## CEUX D'HIER

# Pierre RUFF

Qui parmi nous ne se souvient encore de la haute silhouette de bohème impénitent de Pierre Ruff ? Il allait par les rues, les mains nouées au dos, cheveux au vent sous la coupole de feutre sans forme et sans couleur, le regard doux et lointain, absent, au delà des contingences de ce monde. Et quand on le rencontrait, aussitôt, ce bon sourire lumineux pour vous accueillir...

Pierre Ruff était né à Alger, en 1877, d'un père libraire et d'une mère institutrice. C'était elle qui l'avait fait ce qu'il était, disait-il, et il avait pour elle une extrême tendresse. Il m'a conté souvent sa petite enfance, dans la claire maison de Mustapha, au milieu des champs et des jardins. Déjà solitaire, il avait pour ami un petit âne gris, compagnon de ses jeux et de ses rêves, et souvent on devait aller le chercher dans l'étable, endormi dans les pattes du doux animal.

Quand il eut grandi, on le mit au lycée. J'avais un vieux camarade avocat, Raphaël Adad, qui fut son voisin de classe bien des années, et qui m'a dit quel élève prestigieux il était toujours. Il s'évada cependant de cette existence facile pour venir parmi nous commencer l'aventure. Et ce fut le début de cette vie de combat, pénible et pauvre, qu'il mena jusqu'à la fin. Au grand désespoir de ses frères, d'ailleurs, dont l'un « dans la finance », un autre dans la politique — en passe de devenir ministre — ont toujours tremblé pour ses « écarts ». Ils ont dû respirer quand il est mort...

Une fois qu'il avait été condamné pour un article assez violent à propos de la mort de Clemenceau, la police vint le chercher au petit jour, contrairement aux habitudes. Il obtint de m'envoyer un pneu : je travaillais dans un quotidien en sa compagnie, et je l'attendais. Il me demandait de protester contre cette arrestation, contre son séjour au Dépôt, comme un malfaiteur. Je m'en fus trouver Victor Méric, qui fit aussitôt un grand papier généreux. Nous avions oublié que, parmi les pontifes de la rédaction, il y avait le frère « politique ».

Il s'opposa, bien entendu, à la parution du papier : le scandale pouvait rejaillir sur lui, pensez donc ! Comme je contais l'histoire à Eugène Merle, celui-ci, de sa voix tout enrouée, fit cette boutade : « Eh bien, voyons, il est le seul honnête homme de la famille, elle ne veut pas qu'on le sache ! »

Ses frères l'avaient découvert à l'imprimerie, à la table des correcteurs. Ils décidèrent d'en faire un homme « présentable ». Par ruse, ils l'assirent sur la chaise du coiffeur, le firent tondre, lui firent tailler une gentille petite barbe en pointe, puis le fourrèrent dans un taxi et l'emportèrent chez le tailleur, chez le chemisier, chez le marchand de chaussures. Quand j'arrivai le lendemain au travail, je vis de dos, à sa place, un élégant gentleman. Je me penchai, inquiète : c'était Ruff, méconnaissable. Je ne sus retenir ma stupéfaction, à sa grande colère. Pour se venger de cette « mésaventure », il se laissa voler tout ça en huit jours (sa porte était toujours ouverte) et il fit un petit poème en prose où il faisait parler le petit chat de la maison, qui lui reprochait d'être désormais un bourgeois, de mettre son chapeau et son pardessus à la patère, au lieu de les laisser traîner sur le divan, où ils étaient un si bon coussin.

⁂

Ça, c'était le Pierre Ruff pittoresque et charmant. Mais il y avait l'autre, celui qui se battait comme un don Quichotte pour nos idées, pour son idéal, pour ses amis. Celui qui fit tant d'années de prison, tant de grèves de la faim — pour tout le monde et pour n'importe qui. On ne voyait plus que lui à la Santé. Il avait trouvé le moyen de conquérir même les gardiens, et j'en savais un qui avait pour lui une fervente admiration.

⁂

Et puis il y avait un troisième Pierre Ruff, à peu près inconnu, extrêmement intelligent, extrêmement cultivé, extrêmement sensible, extrêmement bon.

Nous donnerions beaucoup pour retrouver toute une masse de documents, poèmes en prose, essais littéraires, papiers politiques, qui doivent dormir chez un copain que nous ne connaissons pas, du côté de Belleville, chez qui Pierre Ruff s'était pris de grande amitié pour un tout petit enfant. On y trouverait de véritables trésors, dont il est grand dommage qu'ils ne voient pas le jour.

Et qui dira la façon tragique dont il vivait ! Avec un bon salaire, il n'avait jamais rien, bien entendu, toujours dépouillé dès que pourvu, vivant de poisson et de pommes de terre achetés à la petite friterie de la rue Vilin. Si peu habitué aux bonnes choses qu'il ne savait jamais ce qu'on lui servait à table, et qu'il pouvait repasser votre porte sans savoir s'il s'était sustenté.

Voici encore une esquisse de ce Ruff inconnu :

Vers 1918, au moment de la scission importante dans la rédaction de *l'Humanité,* quand les communistes voulaient mettre à la porte les tenants de Jaurès, Frossard et Cachin étaient allés faire une petite balade en Russie. Et c'étaient chaque jour des batailles épiques dans les colonnes du journal. Un jour, Mayéras écrivit un grand article où il démontrait que les communistes étaient des bandits, et, à l'appui de ses dires, il terminait à peu près en ces termes : « Et la preuve que ce régime est abominable, c'est qu'ils ont, parmi leurs plus importants propagandistes, Victor Serge, *un forçat doublé d'un mouchard.* » Ruff tombe sur ce papier, se précipite chez moi, en fureur, et me communique vite sa fureur. Forçat, nous voulions bien, mais mouchard, oh ! monsieur Mayéras, vous alliez payer ça. Nous partîmes dare-dare, Ruff, un autre ami et moi, et M. Mayéras reçut une bonne correction. Naturellement, il avait appelé tous les laquais au secours, ils nous tombèrent dessus à bras raccourcis, et quand nous arrivâmes sur le trottoir de la rue Montmartre, deux agents nous prièrent poliment, mais fermement, de les accompagner au commissariat de police de la rue du Mail. Là, on nous demande nos papiers (n'oublions pas que c'était en pleine guerre). Notre ami s'exécute, je donne les miens... et Ruff cherche désespérément les siens. En vain. Je pense bien : il les avait distribués je ne sais combien de fois (livret militaire, acte de naissance, duplicata successifs, etc.). Je commence à m'inquiéter sérieusement, je le secoue. Toujours en vain. Tout à coup, victorieusement, il sort d'une poche et tend au policier un carton du plus beau rouge. C'était une carte du syndicat des correcteurs. Ce n'était pas très bien vu à ce moment-là, et tout à fait insuffisant. Le commissaire le foudroie déjà, et moi je le supplie : « Cherchez encore, Ruff, ce n'est pas possible. » Enfin, d'un geste court, modeste, tout confus, il donne un bout de papier tout frangé, sans couleur. Le commissaire le déplie du bout des doigts et, stupéfait, interroge Ruff : « C'est à vous, ça ? » Et lui de s'excuser, un peu rougissant : c'était un diplôme de licencié ès lettres. Je crois bien que ce jour-là, le diplôme nous valut la liberté.

⁂

Et puis la guerre vint. Comment cet être d'élite eût-il pu supporter cette abominable chose : l'occupation, les tickets d'alimentation, le chômage, l'attente à la porte des restaurants des indigents ? Tout ça n'était pas dans le domaine du possible pour lui. Il ne savait pas s'occuper de lui. Il n'avait que soixante et un ans, mais il était usé par des privations sans nombre, des luttes sans merci. Ses amis étaient dispersés, ou impuissants. On avait essayé de le faire admettre dans des réfectoires où il aurait pris au moins un repas par jour. Il ne pouvait s'astreindre à la discipline élémentaire imposée, il ne pouvait respirer dans cette atmosphère misérable. Il se laissait tout doucement mourir de faim. Un jour que, absente de Paris, j'avais réussi à « passer la ligne », ma première visite fut pour lui. Je fus horrifiée par ce spectre vivant. On ne voyait plus que ses yeux, immenses dans son visage si mince, si décoloré, ses yeux tristes et toujours si bons. Il trébuchait en marchant. Il m'accueillit avec un pauvre sourire navré, et prit mes petits présents avec une joie d'enfant. Je ne savais comment me tenir devant lui. Il était pour moi comme un remords vivant. J'aurais voulu l'emmener, afin qu'au moins il eût un peu de paix dans mon logis modeste et amical. Mais comment passer en sa compagnie parmi toutes les

embûches ? N'était-ce pas le jeter dans la gueule du loup ? Je le lui proposai pourtant, mais il refusa. Et je m'en retournai avec la certitude que je ne le reverrais pas.

En effet, quelques semaines plus tard, on l'arrêtait. On le mit d'abord à Pithiviers, je crois, d'où il m'écrivit assez souvent. Et puis, de camp en camp, il échoua en Allemagne. Et là, plus de nouvelles.

Quelques jours après la Libération, nous apprîmes qu'il était encore vivant au moment de l'entrée des Alliés en Allemagne. On l'avait rencontré dans un cortège de déportés comme lui, qui était dirigé, à pied, vers la France. Puis ce fut le silence définitif.

Nous sommes quelques-uns qui n'oublierons jamais cet ami hors toute mesure, ce destin hors série.

**Rirette MAITREJEAN.**

*Rirette Maitrejean me prie d'ajouter quelques mots au portrait si juste, si émouvant, qu'elle vient de tracer du pauvre disparu, afin d'indiquer le nombre d'années durant lesquelles notre ami a été incarcéré.*

*Pour sa propagande libertaire et pacifiste, Ruff demeura, je crois, près de dix années en prison. Nous en vécûmes cinq ensemble, parfois dans la même cellule. C'est à lui que je dois le peu que je sais. Je me vois encore, aussi nettement que si c'était hier, prenant ma leçon de grammaire dans le réduit des condamnés à mort de la maison d'arrêt de Saintes, à la pâle lueur d'une veilleuse à huile. Il me rendait relativement facile cette ingrate besogne par ses explications si personnelles. Un jour, comme j'osais lui signaler que Voltaire écrivant au roi de Prusse « mettait son âme* AUX PIEDS *de la sienne », il me répondit : « Que veux-tu, le soleil a ses taches. » Et je me rappelai maintes fois cette réponse — au bon moment.*

*Pierre Ruff était ce que le monde a fait de meilleur. Il était le modèle des camarades et sa délicatesse vous confondait. Doux comme une femme, ferme comme un roc, jamais mesquin, il a passé dans l'existence les yeux haut levés ou plongés en lui-même. —* L. L.

---

# RÉUSSITE du GALA

*OUI, réussite, même si notre ami Lecoin ne se montre pas complètement satisfait parce que la vaste salle n'était pas archipleine.*

*C'était la première fête organisée en faveur d'une revue qui n'est pas tellement connue puisqu'elle ne compte guère que neuf cents lecteurs dans la région parisienne. Aussi, les connaisseurs, ceux qui savent les difficultés qu'on éprouve à remplir une enceinte de cette dimension, ne craignent pas d'affirmer que ce fut un succès, un grand succès même.*

*Bien qu'il nous soit difficile de chiffrer exactement les résultats financiers — les camarades n'ayant pas encore réglé les cartes vendues à l'avance — nous pouvons déjà écrire que le bénéfice de cette matinée dépassera* 100.000 *francs.*

*Le bénéfice moral, lui, est incalculable et il dépassera nos espérances si nous nous basons sur la satisfaction si visible des spectateurs, contents de ce qui se passait sur scène et heureux de se reconnaître, de se retrouver. Car, si la jeunesse était nombreuse, tous les « vieux » de l'entre-deux guerres étaient là, cachant mal leur émotion et la découvrant tout à fait lorsque Odette Mercœur, cette belle jeune femme au chant si pur, termina le spectacle par* Heureux Temps, *de Paul Paillette.*

*Nous ne pouvons nous étendre sur le talent des artistes, sur leurs interventions souvent magnifiques, nous nous bornons — faute de place, hélas ! — à les citer tous : Rocca et Grello, Charles d'Avray et Odette Février, Jane Hugon, André Lymen, Lysiana, Léo Campion, les animateurs de la Vache Enragée, Edmond Roumanet, Carmen de Granada, René Lagrange, Anny Gould, Julien Bertheau, Solange Schwartz, Damia, et nous les remercions tous également, très chaleureusement, pour le beau programme qu'ils exécutèrent. Nous remercions aussi très vivement : Marc Berthomieu, le pianiste ; Maurice Monnier, le présentateur, ainsi que Robert François, le régisseur de scène.*

# Petites nouvelles, grands crimes

Les nouvelles les plus significatives ne sont pas celles que la presse publie sous les plus gros titres. Certes, chaque jour les caractères emphatiques s'étalent aux diverses pages des quotidiens et des hebdos pour aguicher notre œil saturé, émoustiller notre curiosité blasée, solliciter notre indignation émoussée ou provoquer notre enthousiasme devenu réticent. Mais la répétition et la monotonie engendrent la lassitude et les rengaines de la politique et du fait-divers restent sans effet. Que ce tapeur forcené qu'est devenu l'Etat trouve une formule inédite pour appâter les prêteurs, que Maurice Thorez, dans une déclaration solennelle, dévoile son nouveau prétexte pour couper à la mobilisation, qu'on nous révèle que le faux policier voleur d'automobiles se fournissait en carburant chez le vrai policier trafiquant de faux bons d'essence, tout cela, quels que soient l'ampleur des capitales, la proportion des gras et le dosage des italiques soulignées, laisse le lecteur impassible. Les journalistes se battent les flancs et les typographes portent la révolution dans leurs casses sans parvenir à accrocher un public amorphe. Plus sûrement, d'autres spécialistes de l'information sensationnelle et objective réussissent à capter l'intérêt sur le terrain croustillant des drames passionnels, des folâtreries hétérodoxes de notables tourangeaux, de la capacité d'absorption de Mme Fréhel, des frasques du boxeur en vogue ou du diamètre des cuisses de Mme Annabella. Entre filons d'une rentabilité certaine, l'intimité des vedettes est inusable et on est sûr du succès en ouvrant le chapitre de l'amour qui n'ose pas dire son nom du moment qu'on imprime celui de ses adeptes.

Pour tempérer le caractère un peu faisandé de cette littérature et se défendre de cantonner leur inspiration dans des sujets peu moraux, nos rédacteurs réservent quelques colonnes à des thèmes édifiants. On a, ces jours derniers, exalté à propos de sa mort la carrière d'un grand soldat. Pour avoir, lui aussi, cherché ailleurs qu'en Regulus le critère de l'honneur, ce général n'en est pas moins une gloire nationale. Fait prisonnier au cours d'une de ces brillantes opérations où s'illustra notre armée, il donna aux Allemands de son oflag une parole d'officier qu'il leur reprit habilement pour la porter à Pétain. Le vieux maréchal, voué par une étrange fatalité à recueillir tant de serments qui, malgré le haut rang des feudataires, crevèrent à l'usage comme de vagues « tuyaux » d'hippodrome, ne garda pas longtemps cette foi jurée. Sa main droite avait à peine regagné les parages réglementaires de sa couture de pantalon que le brave général reprenait sa parole et courait la céder à prix coûtant aux Anglo-Saxons. Les paroles s'envolent. Le résultat seul compte. La morale contemporaine admet qu'on sacrifie la solennité des engagements à la fin pratique. Foin des principes périmés, désuets comme les pertuisanes et les casques à panache. Tout est gagné, fors l'honneur. La France éternelle compte une gloire de plus.

Les gens chagrins regretteront que les distinctions honorifiques habituelles n'aient couronné qu'un peu tardivement une si éclatante destinée et qu'au lieu d'avoir été décoré en grande pompe sur le front des troupes un instant pétrifiées, ce fut finalement dans le décor peu suggestif d'une infirmerie, à proximité d'une seringue de Pravaz et d'un prosaïque thermomètre, qu'un ministre barbu aux bretelles incertaines vint épingler les symboles du mérite guerrier sur un banal pyjama. Mais ces réflexions sont marquées d'un esprit trop suspect pour valoir d'être retenues par un bon citoyen.

***

Sans tenir compte de l'ampleur qu'on leur donne dans les journaux, ce ne sont

pas ces événements et leurs commentaires qui peuvent nous fournir les plus précieux éléments de jugement sur la société actuelle. Des textes plus discrets, des nouvelles en quelques lignes sont souvent plus instructifs.

C'est par un simple entrefilet que fut annoncée dernièrement la mise à sac d'une librairie par des « anciens de la Résistance ». Si peu de temps après la conclusion d'une guerre idéologique, ce haut fait nous plonge dans l'indécision. Nous croyions savoir que l'esprit totalitaire, le monde pour lequel la liberté ne saurait exister hors de l'orthodoxie, avaient été vaincus et que le régime triomphant reconnaissait le droit à la discussion et autorisait les opinions à s'exprimer. L'exploit de cette bande de frénétiques conduite, paraît-il, par M. Jean Marin, ex-navigateur sur les ondes de la B.B.C., remet tout en question et jette le doute sur la réelle identité du vainqueur.

Livres brûlés, boutiques défoncées, individus molestés étaient l'apanage du parti nazi. De même le barbouillage des vitrines au goudron que pratiquent d'intrépides fanatiques ne présente guère le caractère d'un procédé démocratique.

Si tant de sang versé dans la lutte titanesque qui opposa l'esprit de liberté à la dictature brutale n'aboutit qu'à consacrer la toute-puissance de la matraque et la supériorité du coaltar sur l'encre d'imprimerie, cette guerre libératrice n'était qu'un règlement de comptes.

⁂

Ne voulant demeurer en reste, et comme pour donner son aval à cette expédition épuratrice, le gouvernement a fait arrêter M. Maurice Bardèche. Je n'ai pas lu *Nuremberg, terre promise,* raflé par la vigilance policière aux vitrines des librairies. Je ne connais pas M. Maurice Bardèche. Je sais qu'il est le parent de feu Robert Brasillach et l'auteur d'une *Lettre à François Mauriac* où tout le monde a trouvé beaucoup à dire et le destinataire rien à répondre. Les arguments que M. Bardèche présentait dans un style admirable étaient difficiles à réfuter pour un académicien et il apparut à notre démocratie que seule le préfet de police était armé pour la discussion.

Que *Nuremberg* contienne la glorification des chambres à gaz et l'apologie des fours crématoires, j'en douterai tant qu'on ne me permettra pas d'en juger par moi-même. M. Bardèche ne m'a pas fait, jusqu'à présent, l'impression d'un déséquilibré et l'étouffement de son livre prouverait plutôt qu'il s'agit d'autre chose que de stupidités de ce genre.

Quoi qu'il en soit et faute de pouvoir en connaissance de cause raisonner sur le fond, du moins pouvons-nous disserter sur la procédure. Elle est simple, d'ailleurs. On poursuit un auteur pour délit de plume. On l'arrête avant jugement. On l'emprisonne au droit commun.

Aujourd'hui c'est M. Bardèche. Demain ce sera un communiste, un pacifiste, un chrétien, qu'importe !

Que dans un pays de liberté d'expression il existe des lois pour restreindre cette liberté, au besoin par l'incarcération, c'est déjà paradoxal. Mais que le contrevenant coupable d'exprimer un point de vue aujourd'hui hérétique, demain peut-être officiel, soit traité par l'administration pénitentiaire sur le même pied que voleurs et assassins, voilà qui est monstrueux. Nous devons cela aux pleins pouvoirs, si bénéfiques d'autre part, qu'exerça en son temps M. Edouard Daladier. De Clemenceau à Napoléon III, personne n'avait jamais contesté la légitimité du régime politique. Il a fallu ce cuistre obtus qu'on compare au taureau (à cause du front, si l'on s'en réfère à Flaubert) pour que l'écrivain et l'orateur fussent assimilés au gangster et au maquereau.

Le plus piquant est que ce personnage, appelé par Vichy aux honneurs de la prison, bénéficia d'un traitement de faveur dans sa détention. Bourrassol et Le Portalet, s'ils n'étaient pas des villégiatures, n'avaient aucun rapport avec les cellules du droit commun.

⁂

Mais si révoltants que soient ces faits et ces procédés, une infamie chasse l'autre et le journal, qui est quotidien, nous en rapporte chaque jour une nouvelle.

Pour se réduire à quelques lignes, la dernière en date est de taille.

« Le Tribunal militaire d'Alger a jugé huit tirailleurs, appartenant à la 2e section de la 1re compagnie du 21e R.T.A., qui, le 23 mai 1940, passa tout entière dans les lignes ennemies dans la région de la Meuse. Les sergents-chefs Abdelhamid Checkli et Seghir Ben Ballabes ont été condamnés à mort et à la dégradation militaire. Les autres inculpés, simples soldats, ont été condamnés à des peines variant de cinq à vingt ans de travaux forcés, à l'exception d'un, qui a été acquitté. »

Ainsi, près de dix ans après, il se trouve un tribunal militaire, composé, j'imagine, d'officiers, pour condamner si durement de malheureux soldats. Mais où donc étaient-ils, ces champions du devoir, en 1940, dans la région de la Meuse? Nous nous souvenons tous d'avoir vu déferler des troupes sans chefs et fuir des chefs qui plantaient là leurs soldats.

Les galonnards prenaient du champ sur la route de Luchon, s'ouvrant le passage au clakson impérieux de leurs voitures affolées. L'impudeur de ces chefs si pressés de montrer à leurs subordonnés, non le chemin de l'honneur, mais celui du salut, dépasse les limites du concevable quand ils viennent aujourd'hui rendre de semblables verdicts.

On a amnistié Maurice Thorez et on en a fait un ministre, on a acquitté des généraux qui avaient sollicité des Allemands la faveur de combattre à leurs côtés. Quel motif invoque le Tribunal d'Alger pour sanctionner avec cette rigueur de malheureux tirailleurs ?

Bien sûr, ce ne sont que des Arabes, des « bicots », et comme tels incapables de retenir l'attention des Français. On ne s'intéresse à eux, dans notre pays, que quand ils prétendent reconquérir le leur. Alors on parle d'ingratitude et on évoque le grand effort de civilisation accompli par nos pionniers. On énumère les écoles, les hôpitaux, les routes. On oublie que cette médaille comporte pour eux un revers et que trop souvent les murs de la caserne les empêchent d'apercevoir le sana. Il en faudrait des bâtisseurs pour effacer le jugement du tribunal militaire !

Et si demain, en terre d'Afrique, le ministre de la France célèbre dans un morceau d'éloquence l'amitié franco-musulmane et les bienfaits de notre occupation, comment nos gouvernants peuvent-ils croire que les bravos officiels qui cloront son discours seront assez forts pour couvrir les salves qui coucheront dans la mort Seghi Ben Ballabes et Abdelhamid Checkli ?

**Maurice DOUTREAU.**

## DÉFENSE DE L'ENFANT

# De la non-violence dans l'éducation

L'ATTITUDE des éducateurs est primordiale dans l'établissement de la paix.

La paix se construit. Et on ne la conçoit que dans la mesure où l'on conçoit la communauté mondiale qui se prépare.

Actuellement, faire œuvre d'éducateur, ce n'est pas adapter un enfant à une société bien assise, ou à un monde utopique, c'est l'adapter à un monde en mouvement. C'est en ce sens qu'une éducation pour la paix est une éducation véritablement révolutionnaire.

L'homme du XXe siècle se présente à la fois en vainqueur et en vaincu : il semble très en avance sur le chemin de la découverte scientifique. Cependant, dans le monde entier, les hommes revivent les angoisses des primitifs et pour eux se posent les problèmes de la nourriture, du logement, du vêtement. Comment aider ces vaincus à reprendre courage ?

Pour cette œuvre d'éducation révolutionnaire, il peut sembler paradoxal d'affirmer que le principe directeur doit en être la *non-violence*.

De même que l'idée de charité apportée par le christianisme a été révolutionnaire au moment de la désagrégation du monde antique, de même l'idée de non-

violence est l'idée révolutionnaire des temps modernes que nous vivons.

Analysons cette notion de non-violence dans le domaine de l'éducation.

Elle repose sur un axiome — affirmation qui n'est pas gratuite, mais étayée par les observations et les conclusions des psychologues contemporains — à savoir qu'il existe dans un être deux groupes de forces : d'une part, celles qui le poussent à la satisfaction de besoins élémentaires, d'autre part celles qui l'entraînent à la poursuite de buts spirituels. C'est le « ni ange ni bête », aussi éloigné d'un rousseauisme dangereux que d'un fatalisme pessimiste.

Etre un éducateur non-violent, c'est se faire l'allié des forces exaltantes dans la lutte contre les forces avilissantes. « C'est unir la plus ferme résistance au mal à la plus grande bienveillance pour le malfaiteur » (Gandhi).

Cette attitude suppose une vigilance constante, une patiente observation pour s'expliquer le comportement de l'enfant, et le respect absolu de sa personnalité.

Chaque enfant a une originalité propre. Au cours de son évolution, il se développe selon sa loi propre. Il devient ce qu'il doit être. Inutile de vouloir lui imposer une autre direction. La violence appelle la violence. A vouloir couler tous les individus dans le même moule, on forme des esclaves et des révoltés, des sujets pour régime de dictature et non des hommes libres. La violence crée des refoulements alors que la non-violence facilite des sublimations.

L'éducateur ne considère pas l'enfant comme un esclave et lui-même ne se considère pas comme l'esclave d'un petit roi.

Il est un ami qui veut le bien de son ami. Là, à côté de la connaissance intellectuelle, intervient la sympathie, l'amour intense, « au feu duquel la fibre la plus dure doit fondre. Si elle ne fond pas, l'amour n'est pas assez fort. »

Il n'est pas si facile d'atteindre à cet amour éclairé, de s'ouvrir à cette communion fraternelle, car chaque individualité semble enfermée dans son cercle d'égoïsme. Il faut beaucoup d'humilité pour lutter contre l'instinct de propriétarisme accaparateur, l'orgueil, la conviction de détenir la vérité, la peur de perdre ce qui est cher.

La violence semble donner des résultats plus rapides. Mais le profit éducatif est nul : à la hâte, on ne construit rien de solide. La non-violence a sur elle cette infériorité et cette supériorité qu'elle demande du temps pour agir, une longue patience entretenue par la flamme de l'enthousiasme.

Conçue ainsi, elle n'est pas un laisser-faire, une passivité, c'est une activité constante de l'esprit et du cœur. L'enfant prendra peu à peu l'habitude de faire non ce qu'il veut, mais ce qu'il faut, et peut-être alors sera-t-il capable de vouloir et d'organiser un monde plus humain.

Utopie ?

Au fond du gouffre où nous nous débattons, nous ne risquons rien en levant les yeux vers la lumière, et en utilisant pour nous sauver d'autres cordes que celles qui se sont rompues dans la chute.

La volonté de survivre se confond avec l'élan vital. Elle est la Vie même. Elle ne capitule que lorsque les dernières forces sont épuisées et que la Mort est là.

Que ceux qui ne veulent pas mourir se penchent sur des visages d'enfants et ils comprendront.

Denise **ROMAN-MICHAUD.**

---

## POUR LES ABONNEMENTS GRATUITS

N'oubliez pas cette souscription, amis, la seule que nous ouvrirons dans ces colonnes, si vous désirez que nous augmentions le nombre des abonnés gratuits. Jusqu'ici nous avons répondu favorablement à toutes les demandes et nous voudrions bien satisfaire à toutes celles à venir.

Nous ont envoyé :

Rofo, 150 francs ; Mme G. Demartial, 600 ; Mlle Yény, 100 ; Henriette Le Séhédic, 150 ; Chapey, 100 ; Le Loéch, 100 ; Thérèse Collet, 150 ; Léon Métaut, 300 ; Arthur Fasciaux, 100 ; Emilie Carles, 50; Jean Girardin, 100 ; camarades de l'établissement Sadir, 500 ; Cloiseau, 50 ; Basset, 50 ; Emile Poirson, 100 ; Guy Martin, 100 ; Gaston Rouxel, 100 ; Eugène Dufêtre, 100 ; Robert François, 100 ; Bruno, 100.

## La délinquance juvénile

# Court historique des dispositions légales

Il n'est pas déplacé dans un tel problème, dont nous avons déjà noté la gravité et l'urgence, de tenter un résumé sommaire des mesures légales ou autres prises par les pouvoirs publics en matière de protection de l'enfance.

Nous ferons un choix.

Longtemps les jeunes délinquants se sont trouvés mêlés aux adultes et on leur appliquait, avec des atténuations variables, « la loi des hommes ».

Il faudra attendre la fin du siècle dernier pour que le problème de l'enfance coupable soit « posé en soi » et qu'un commencement de législation particulière lui soit consacré.

La loi du 24 juillet 1889 peut prétendre au titre de première loi de protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. Ce qui la caractérise, c'est qu'elle vise beaucoup plus à organiser la protection de ces enfants qu'à édicter des peines contre les auteurs des délits.

C'est en particulier cette loi — souvent modifiée depuis — qui définit les conditions dans lesquelles les tribunaux prononcent la déchéance paternelle.

Nous passerons rapidement sur la loi du 11 avril 1908 concernant la prostitution des mineurs et résumant les dispositions prises à l'égard de ceux qui s'y livrent habituellement, pour parler de l'importante loi du 22 juillet 1912.

Depuis des années, un homme, celui qu'on appelait « le bon juge Rollet », bataillait inlassablement, renonçant à tout avancement personnel, en faveur d'un tribunal spécial et autonome, doté d'une législation particulière, pour les enfants et adolescents.

Cette loi, embryonnaire à l'origine, de juillet 1912, lui donnait enfin raison et créait ce qu'on appelle depuis les T.E.A. (Tribunaux pour enfants et adolescents).

C'était là, franchie, une longue et décisive étape.

Depuis, cette loi a subi bien des modifications qui l'ont assouplie, allégée, enrichie, mais sans toucher à son principe essentiel, à savoir : les délinquants de moins de dix-huit ans relèvent du T.E.A., c'est-à-dire de tribunaux où il convient moins de sévir que de comprendre, moins de punir que de rééduquer.

Parmi les enrichissements apportés à cette loi, notons un décret de 1927 qui fait place aux médecins, enfin accrédités auprès des tribunaux. On le devait, à Paris, à l'action persévérante de deux psychiatres en renom : MM. les docteurs Paul-Boncourt et Roubinowitch. On se rendait compte, enfin, que le délinquant est surtout et avant tout un malade qu'il convient de soigner et de guérir.

Une importante circulaire du 16 mai 1934, relative à la protection de l'enfance coupable, insiste sur la nécessité pour le magistrat d'exercer une action préventive. Elle allait jusqu'à engager ce magistrat, avant d'avoir recours aux sanctions, à épuiser les tentatives conciliatrices intermédiaires.

Elle rappelait, en outre, que des enquêtes familiales et sociales devaient être effectuées avec les secours divers des assistantes d'hygiène ou des assistantes d'usines ou des visiteuses scolaires.

C'était un timide prélude aux mesures ou dispositions actuelles.

Signalons encore la loi du 26 août 1942 qui charge le chef du gouvernement d'assurer la liaison entre les différentes administrations ayant dans leurs attributions les questions concernant l'enfance en danger moral, lequel chef de gouvernement peut déléguer ses pouvoirs à un secrétaire d'Etat qui l'assiste, pour regretter que, malgré la loi, cette coordination demeure encore lettre morte et que la disparité des services et surtout des méthodes conduit le plus souvent à l'inefficacité.

Il nous faut ici faire place, à part, à

l'importante loi de février 1945. Depuis longtemps déjà une commission compétente rassemblant magistrats, médecins, éducateurs, fonctionnaires spécialisés du ministère de la Justice, compte tenu des résultats acquis, des critiques faites, des insuffisances constatées, des expériences à l'étranger, travaillait à l'élaboration d'un texte nouveau.

Ce fut la loi de février 1945, qui constitue incontestablement un pas décisif en avant, comblant le retard que nous accusions sur les législations étrangères.

Si l'étude d'un texte de loi ne constituait pas un effort sévère et quelque peu fastidieux, propre aux dimensions et à l'esprit d'une revue spécialisée et non pas de notre éclectique *Défense de l'Homme*, nous en ferions volontiers, ici, l'analyse.

Disons, pour nous résumer, que sans abandonner tout ce qui était acquis et avait en quelque sorte fait ses preuves, la loi nouvelle se caractérisait par deux initiatives :

1° Nul adolescent ne pouvait plus être traduit devant le tribunal sans avoir bénéficié d'une observation prolongée ou tout au moins sans être nanti d'une sérieuse enquête sociale adressée au tribunal préalablement à tout jugement ;

2° Le tribunal comprendrait désormais, assistant le président, magistrat de carrière, deux « civils » — si j'ose ainsi dire — personnalités morales reconnues compétentes et désignées par le ministère de la Justice lui-même.

Ainsi, d'une part, cette observation à laquelle est soumise l'adolescent constitue la reconnaissance explicite de cette vérité que nous exprimions précédemment : « Le problème de l'enfance coupable n'est pas un problème de délit, c'est un problème de délinquant. »

Et, d'autre part, la présence auprès du juge de père ou de mère de famille, d'éducateurs qualifiés, de personnalités compétentes, conseillers consultés et écoutés, donne à la comparution tout son sens : il ne s'agit pas de frapper, mais d'apprécier et de sauver si possible.

La société n'a pas en effet à se venger sur l'enfant de ses tares dont il porte la responsabilité et la marque infamante ; elle n'a pas à lui reprocher d'avoir trébuché dans une ornière creusée par notre incapacité ou nos fautes passées ; la société — et ces présences amies l'attestent — doit refaire à cet adolescent une âme neuve et le réinstaller le plus rapidement possible dans un milieu qui le comprenne, soutienne son effort et consolide rapidement sa santé morale.

Hors de là, il n'y a que cruauté et injustice.

**Robert JOSPIN.**

---

# LE TEMPS DES FURIEUX

*L'haleine de l'aurore est baume à nos douleurs :*
*Respire ce matin les senteurs végétales,*
*L'arome forestier du chèvrefeuille en fleurs*
*Et l'odeur des blés mûrs aux plaines céréales.*

*Aux secrètes forêts sous les feuilles légères*
*Viens oublier ce monde exalté de fureur :*
*Il fera bon dormir sur un lit de fougères,*
*Loin des clameurs de haine et des cris de terreur.*

*L'averse d'une nuit ravive les feuillages*
*Et fait renaître l'herbe aux pâtis désertés...*
*Ne louange point tant la vertu des orages :*
*Maigres sont les regains dans les champs dévastés.*

*L'abeille de septembre erre encor sous le ciel*
*Et cherche son butin aux pâles fleurs du lierre.*
*Si l'amère saison t'offre son peu de miel*
*Reçois pieusement ces larmes de lumière.*

**Jean CLOSRY.**

# L'école rationaliste

# Un facteur de l'évolution

L'IDÉE qu'il y a de la catastrophe « dans l'air » commence à s'imposer à tout le monde. Bien peu nombreux cependant sont ceux qui ne s'accrochent au passé et qui comprennent que nous ne pourrons plus jamais vivre dans les normes traditionnelles qui nous ont conduits au bord de l'abîme. Bien moins nombreux encore sont ceux qui comprennent exactement le sens des responsabilités que nous encourons envers une jeunesse qui pourrait encore remonter la pente si nous ne l'accablions point du fardeau grotesque de nos défaites et de nos contradictions.

Le philosophe allemand Leibniz concevait admirablement le rôle de la jeunesse et l'importance de son orientation quand il disait : « *Confiez-moi l'éducation de deux générations et je transforme le monde.* » Ces paroles n'ont pas été perdues et, depuis Leibniz, de puissantes tentatives ont été faites dans le but de « passionner » les jeunes cerveaux et de créer ainsi de nouvelles conditions d'évolution sociale. Ces tentatives n'ont d'ailleurs pas toujours été couronnées de succès. Tant et tant d'obstacles ont surgi inopinément sur la voie du progrès que nous sommes encore bien loin de cette libération réelle de l'homme que de nombreux utopistes avaient entrevue dans leurs rêves généreux. Nous pouvons même dire qu'il coulera encore beaucoup d'eau sous les ponts avant que soit infirmé ce témoignage de Samuel Bailey qui disait : l'humanité en est dans la philosophie mentale à cette période où, en physique, on parlait de transmutation des métaux, d'élixir de vie, d'influence des étoiles, d'existence d'une légèreté substantielle, d'une horreur de la nature pour le vide et autres choses semblables...

## La famille et l'école

En matière d'éducation, la grande querelle de notre temps oppose les partisans des écoles religieuses à ceux des écoles laïques. Les uns comme les autres entendent démontrer l'évidence de leurs droits exclusifs à enseigner la jeunesse.

Les « religieux » dépensent beaucoup de papier et beaucoup de salive pour revendiquer des droits acquis par un catholicisme qui sauve le monde plusieurs fois tous les jours. Le Révérend Père Ponsard disait, dans une conférence donnée à l'Institut catholique, sur la pédagogie oratorienne : « La formation chrétienne est liée à toute la culture générale. C'est pourquoi nous défendons notre droit d'enseigner avec la même ardeur que nous défendons notre droit d'enseigner la parole de Dieu... Nous revendiquons seulement le droit devant le lamentable échec des morales scientifiques en matière de fraternité, de bonheur et de paix, de travailler à l'élévation des âmes de nos jeunes Français par l'enseignement de tout ce que l'humanité doit à la civilisation issue de l'Evangile... » (Avril 1945.)

Mais l'argumentation du bon père est spécieuse et prête trop visiblement le flanc aux dures ripostes des adversaires qui ont la partie belle sur ce terrain. L'Eglise ne saurait maintenir le débat à pareille altitude. Elle préfère l'abaisser de quelques crans sur une plate-forme plus solide et elle se réfugie solennellement derrière la conscience du père de famille.

En invoquant le droit des pères de famille, l'Eglise utilise une arme de choix. Elle invoquait déjà ce droit en 1848, quand les républicains de l'époque prétendaient arracher de l'atelier *l'enfant de huit ans* pour l'introduire dans leur école de « pestilence ». A entendre l'Eglise les pères de famille sont au-

jourd'hui violemment indignés et affirment qu'il est indispensable, pour le salut de la jeunesse et du monde, de faire alterner les divins orémus et les insipides devoirs de grammaire !

C'est ainsi que la *Semaine Religieuse* du diocèse de Nevers insiste sur ce point : « Que la question est d'abord familiale et n'intéresse la religion qu'en second lieu car ce qui est en cause directement ici, c'est la famille avec les droits qu'elle tient de la nature ; et parmi ces droits se trouve en premier lieu celui d'élever ses enfants et de choisir leur école. Or qu'elle soit catholique, protestante ou juive ne lui parlez pas d'une éducation sans Dieu ; elle l'a en horreur et elle réclame son droit d'avoir des maîtres qui apprennent à prier et à aimer le Père qui est dans les cieux. » (28 juillet 1945.)

Bien curieuse d'ailleurs cette prétendue levée de boucliers familiaux tout de suite après la guerre et l'occupation. Fallait-il donc conclure à la fructueuse fermentation de ce bon levain que certains pasteurs dispensaient à plaisir, comme M. le doyen de Pougues-les-Eaux qui disait aux obsèques de son collègue l'abbé Tenaille, en février 1942 : « Une paroisse sans prêtre c'est une paroisse livrée et abandonnée au matérialisme. Au point de vue national nous en constatons les résultats : la défaite, l'occupation, les restrictions... » Le matérialisme de l'école sans Dieu étant responsable de tous les maux y compris le typhus et le choléra, il était possible que le public se passionnât pour une question qui ne rencontrait qu'indifférence avant la guerre, même dans les familles catholiques. Le bulletin *Nos Œuvres* du diocèse déjà cité ne signalait-il pas, le 11 février 1939, cette irrémédiable abstention : « Il faut bien conclure qu'un trop grand nombre de catholiques se tiennent à l'écart de notre effort et qu'ils oublient le grand devoir de soutenir notre enseignement chrétien... »

Mais, après examen approfondi, il faut bien admettre que cette effervescence familiale n'existait guère ailleurs que dans l'imagination des promoteurs du mouvement qui ne comptait que quelques dizaines de milliers d'adhérents à travers le pays en y convoquant le ban et l'arrière-ban des catéchumènes. La *Semaine Religieuse* du 6 avril 1946, situe les proportions du raz de marée familial en admonestant une fois de plus « les catholiques qui s'obstinent à ne saisir qu'imparfaitement l'importance de la question scolaire ».

Pour la justification de leur cause les bons pères savent à merveille pratiquer le bluff, donner le « pieux » coup de pouce quand besoin est, et jongler avec l'arithmétique, montrant une virtuosité qui approche celle des pratiquants bolcheviques. Pourtant ils ne réussirent pas à cacher le lamentable fiasco d'une tentative de référendum qui leur montra, dans l'ensemble, la parfaite indifférence des populations à l'égard de l'enseignement libre.

## Les droits de l'enfant

Les adversaires politiques de l'enseignement congréganiste arc-bouté sur le solide terre-plein familial ne lui opposent que des raisons assez faibles quant à la légitimité de ce consensus qui paraît inattaquable. Le politicien professionnel, qui ressemble fort à un personnage échappé à quelque comédie de Molière, se soucie peu lui-même de vérité. Il sait que cette dernière est « contingentée » et d'un maniement difficile. Comment contesterait-il les droits de ce père de famille qui se trouve détenteur de la magique carte électorale, objet de tant de convoitises ? Le père de famille peut trôner en paix parmi les tabous, il ne saurait être question de mettre en doute la valeur du critérium sentimental qui le pousse à opter dans un sens plutôt que dans un autre.

Dans les doctrines autoritaires, c'est un sophisme courant de considérer comme indiscutables les droits du père de famille qui doit ajouter une tutelle moral à l'appui matériel qu'exige sa progéniture.

Pourtant, cette liberté inconditionnelle du père de famille ne s'est exercée que trop longtemps au détriment de la « personne morale » de l'enfant en portant atteinte à son développement et, par con-

séquent, à l'évolution du groupe social tout entier.

Ce fameux droit encore tant invoqué, n'est qu'une survivance de l'antique tyrannie du « paterfamilias » battue en brèche par les hérésies et les utopies successives et enfin considérablement restreinte par les légistes qui élaborèrent les droits de l'enfant, enregistrés aujourd'hui dans l'article 203 du Code Civil qui, tout imparfait qu'il soit, prévoit que l'enfant peut être protégé contre son tuteur et contre son père même.

L'enfant ne saurait donc plus être considéré comme un simple objet de propriété et, si les géniteurs assument une responsabilité en le mettant au monde, c'est bien celle de veiller en lui à l'épanouissement de l'homme futur. De même qu'ils ont le devoir impérieux de ne pas lui déformer le corps par des travaux trop lourds ou par des mauvais traitements, ils ont aussi le devoir de ne pas rebuter ni fausser son esprit par des impératifs qui font, comme le dit Rauh, adorer à l'homme la trace de ses pas.

## Croître et multiplier !

Le progrès dans l'éducation consiste à aider l'enfant à prendre conscience de sa personnalité naissante. Il importe de ne pas le considérer comme un moyen mais comme une fin. Or, l'Eglise le considère comme un simple moyen. C'est ce qui ressort indubitablement d'un discours que fit Mgr Patrice Flynn, évêque de Nevers, le 25 janvier 1945 : « L'absence de vocations est d'abord la conséquence directe de la diminution du nombre d'enfants. La France en général n'accepte pas tous les enfants que Dieu lui destine... Nous ne saurons qu'au ciel quels vides affreux ont été ainsi creusés par avance dans les rangs du clergé et des Congrégations religieuses. Faute d'enfants nous manquons de prêtres... Quant à l'école (j'entends l'école officielle) même si les maîtres observent la neutralité légale comme c'est habituellement le cas, elle offre un terrain trop ingrat pour la culture des vocations... »

Il serait trop facile d'agrémenter de commentaires égrillards la harangue de Monseigneur qui termine son propos par un appel pathétique à la repopulation. Seigneur, gémit-il, inspirez aux familles de France et du Nivernais l'amour du devoir et le courage de l'accomplir ; et parmi leurs enfants prenez à votre service beaucoup de bons prêtres, beaucoup de saints prêtres !

Bien des esprits portés à la raillerie verraient dans cette savoureuse incitation au lapinisme une excellente occasion d'ouvrir toute grandes les vannes de l'humour. Bien au contraire, nous sommes atterrés en constatant l'immense inconscience d'un de ces grands dignitaires de l'Eglise dont l'influence, pour relative qu'elle soit, n'est tout de même pas niable. Il faut, en effet, être aveugle comme la reine des taupes pour prêcher la « repopulation » dans un monde en proie à la misère et au chaos. Des laïcs, comme le grand écrivain Aldous Huxley, manifestent plus de prescience — et sûrement plus de conscience — en jetant un cri d'alarme contre cette politique de « natalité » qui menace de tourner rapidement à la catastrophe. Son Eminence, avec toute l'Eglise, ne considère le pullulement humain qu'en fonction du recrutement sacerdotal comme elle considère l'école sous l'aspect d'une fabrique de séminaristes, de moinillons et de nonnettes...

L'Eglise parle bien haut des prétendus « droits naturels » du père de famille. Elle ignore les « droits naturels » de l'enfant. C'est pourtant au nom de ces droits qu'on devrait lui refuser, à elle, une liberté d'enseigner qui constitue une dangereuse hypothèque sur le « devenir social ». Qu'elle se contente donc de la large tolérance dont elle bénéficie et qu'elle ne prétende pas convertir la France en un vaste séminaire subventionné par l'Etat.

Par la forme de ses interventions dans le « temporel » l'Eglise prend incontestablement figure de grand parti politique. Elle se trouve donc impliquée dans cette exclusive de Monseigneur Flynn à laquelle nous applaudissons, pour une fois, très volontiers :

« Partout où l'on travaille avec mé-

thode au progrès de l'enseignement et de l'éducation, on s'efforce de les soustraire aux influences politiques. Partout où l'on impose une doctrine d'Etat et la domination d'un parti, l'école en souffre ; l'œuvre éducatrice est faussée dans son principe... » (*Semaine religieuse* du 11-5-46.)

### L'école rationaliste

Sommes-nous donc les admirateurs béats de cette école laïque dénoncée, bien à tort, par l'Eglise comme l'école des libres penseurs ?

Il est évident que nous préférons l'école laïque à l'école religieuse, ne serait-ce que pour la conscience dépouillée de sectarisme avec laquelle ses maîtres envisagent généralement leur tâche.

Mais cette préférence est loin d'être sans réserve. Nous voudrions que l'enseignement s'inspirât davantage de cette idée qu'exprimait déjà Pétrone voici dix-neuf siècles quand il disait que l'école doit être une représentation exacte de la vie même. Nous voudrions voir diminuer le rôle de l'Etat dans l'éducation, afin qu'une initiative plus large des éducateurs puisse opposer un individualisme vital aux tendances agressives de l'esprit troupeau.

L'école laïque s'attarde encore à célébrer des mythes — comme le mythe patriotique — qui n'ont plus guère de sens à l'ère de l'atome et du radar. Il serait souhaitable que l'enseignement s'élève véritablement à l'échelle humaine par une refonte générale de l'Histoire qui n'offre qu'un dérisoire aliment aux jeunes imaginations tendues vers la lumière. N'oublions pas que l'historien devrait s'inspirer de cette apostrophe de Volney : « Modernes Lycurgues, vous parlez de pain et de fer ; le fer des piques ne produit que du sang ; c'est le fer des charrues qui produit du pain ! »

**S. VERGINE.**

---

# Plaidoyer pour Mr Thorez

Je m'élève avec la dernière énergie contre les prétentions exagérées de ces individus qui réclament la levée de l'immunité parlementaire de M. Maurice Thorez, sous prétexte que ce dernier s'est livré *coram populo* à des manifestations oratoires déplacées.

Je proteste, d'abord, parce j'estime que tout le monde a droit à la parole, *les salauds comme les autres*. Il n'appartient pas aux plaignants de provoquer le jugement d'un individu comme M. Thorez, sous le prétexte fallacieux qu'il est plus salaud qu'eux...

Je proteste ensuite, parce que je prétends que les paroles de M. Thorez ne lui sont pas personnelles. Elles sortent du cerveau de Staline, comme son livre *Fils du Peuple* sortait jadis de la plume de cet infortuné Paul Nizan qui, pour n'avoir point voulu adhérer en 1939 au pacte soviéto-hitlérien, fut classé parmi les policiers et les vipères lubriques...

Nous n'admettons pas que l'on touche à un seul des poils que M. Thorez a dans la main. Il doit lui être tenu compte de l'aide qu'il apporta aux mineurs à l'époque des manche retroussées. Il faut aussi noter à son actif ce « libéralisme » qu'il a toujours montré dans l'expression des idées... des autres. N'a-t-il pas été tour à tour antifrançais, superpatriote, antinazi, pronazi..., sans compter multiples cabrioles qui en font un acrobate de classe...

Quoi qu'il en soit, nous sommes loin d'être hostiles au thème de fraternisation qui tourne sur le gramophone de M. Thorez. Pour ma part, j'aime beaucoup les fraternisations. En 1940, j'aurais fort aimé suivre les sages avis des tracts communistes qui invitaient à la fraternisation avec les nazis. Mais, hélas ! pour fraterniser il faut être plusieurs. Faute de partenaires complaisants, je dus accomplir un voyage, en peu fraternelle compagnie, jusqu'aux confins d'un pays si triste que les corbeaux eux-mêmes y poussaient « des cheveux blancs »...

Je sais que l'évangile bolchevique est de qualité et que sa « pénétration » doit ap-

porter le bonheur à tous les peuples. Mais je me méfie singulièrement de ces étranges missionnaires qui prétendent nous l'apporter entre deux petites rafales de mitraillettes. Comme j'ai peu de goût pour les longs voyages et que je ne tiens pas à manier la barre à mine dans les champs de topinambours de Sibérie, il me semble fort prudent de différer le contact avec toute sorte d'armée, émancipatrice ou non. Knoutophiles ou lyncheurs de nègres ne méritent pas qu'on leur sacrifie une peau de banane, à plus forte raison la peau d'un citoyen qui estime qu'on ne saurait apprendre à vivre en se faisant perforer la figure.

Je m'obstine cependant à protester en faveur de M. Thorez. La levée de son immunité serait d'un fichu exemple pour ses collègues de la Caverne Bourbon, cet antre d'Ali-Baba hanté par des gens qui finiraient au bagne si le droit commun leur était appliqué. Je propose un moyen terme : il a un poste d'ambassadeur à Moscou et il faut un couillon quelconque pour l'occuper. Qu'on y foute donc M. Thorez.

**Louis DEY.**

---

# Futur

*Les barbares métaux et les lourdes pensées*
*Accablent cette terre où peinent des démons.*
*Avare ambition aux entrailles glacées*
*Envieux nivellement qui renverse les monts.*

*Vous avez abattu le temple aux portes closes*
*Où rêve le passé dans l'air doux des beaux soirs,*
*Dévasté le jardin où fleurissaient les roses*
*Hommes amers courbés sous le joug du ciel noir.*

*Demain vous secoueront des colères puissantes.*
*Assez d'oppression aux sanglants étendards.*
*A l'horizon monte l'aurore éblouissante*
*De temps nouveaux et se dissipent les brouillards.*

*Dans l'air serein s'élèvera un hymne auguste,*
*Un hymne frémissant de paix et de bonté.*
*Soyez comblés, espoirs patients et robustes !*
*Les blés roux germeront sous de chaudes clartés.*

*O révélation ! Le jour sacré se lève.*
*Vers toi, Beauté du monde, effervescent désir,*
*Partout s'agite et croît l'ascension des sèves.*
*Dans un même frisson les êtres vont s'unir.*

*Enlacement rieur qui mélange les forces :*
*L'œuvre des bras noués s'érige comme un fût*
*Vigueur enracinée. Les souples branches torses*
*Balancent en caresse un fraternel salut.*

*Sous le rayonnement des forces généreuses,*
*Baignés de soleils d'or aux vivantes clartés*
*Nous nous élargirons en ondes amoureuses*
*Nous atteindrons le ciel des calmes vérités.*

*Chères effusions, profondes, infinies,*
*Nos fronts levés auront des couronnes de fleurs,*
*Dans nos cœurs monteront de vastes harmonies*
*Et notre âme sera douce comme les pleurs.*

**Louis SIMON.**

# Ethique et sadisme

DEUX faits saillants dans les annales actuelles de la criminalité attirent l'attention de ceux qui s'intéressent à cet aspect de la vie humaine. En France, de tout jeunes gens, des étudiants, ont assassiné un de leurs camarades. Le crime a été longuement, soigneusement prémédité, avec un plan tracé, simulacre de suicide, préparation d'un alibi détournant les recherches. Les auteurs sont une jeune fille de dix-sept ans et deux de ses camarades encore mineurs. Tous étaient amis de la victime. Ni la question sexuelle, ni la jalousie d'aucune sorte, ni l'antipathie ou la moindre rivalité ne semblent avoir été la ou les raisons de cet acte. Aucune explication plausible ne peut être donnée. Aucune ne le sera probablement, si l'on cherche uniquement dans l'arsenal ordinaire des impulsions criminelles.

Autre cas en Angleterre. Un homme, presque un vieillard, avoue avoir tué six personnes. Cela lui a rapporté cent cinquante millions. Mais il s'est étendu complaisamment sur les détails, a expliqué avec quel plaisir il buvait le sang de ses victimes et semble avoir été poussé plus par le désir de tuer que par celui de se procurer de l'argent.

Ce genre de crimes inexplicables est-il très rare ? Non pas. On se souvient du vampire de Dusseldorf, de Jack l'Eventreur, monstres qui, eux aussi, tuaient pour le plaisir de tuer. Je me souviens d'un autre crime commis par deux étudiants des Etats-Unis, instruits, intelligents, appartenant à des familles aisées, et qui déconcerta les spécialistes de la criminologie et les commentateurs de la presse.

Il est certain que si nous pouvions dresser une statistique complète de tous les assassinats dont les mobiles échappent aux explications ordinaires, la plupart en seraient effarés. Car, dans leur immense majorité, ceux qui s'occupent de l'être humain n'en ont ni compris ni sondé toutes les possibilités.

Cette méconnaissance vient d'une généralisation excessive des qualités sociales de l'individu. Et d'une application non fondée d'un gabarit moral unique. Réagissant contre la thèse religieuse, qui proclame l'homme fondamentalement mauvais et justifie en conséquence le besoin d'une croyance qui impose une discipline, l'humanisme libéral du dix-huitième et du dix-neuvième siècles a divinisé l'homme, un peu aveuglément. Il a fait de lui un dieu, exempt d'imperfections ou en ayant si peu qu'elles ne comptaient pas.

Cette généreuse illusion, qui se rattache au romantisme, a empêché d'approfondir l'analyse de l'âme humaine. Tout au plus a-t-on affirmé que les défauts de l'homme ne sont pas inhérents à sa personnalité, que les actes antisociaux de certains individus ne prennent pas leur source dans leur nature même, mais sont le résultat de l'influence, du milieu, du déterminisme de la société.

Pour qui analyse l'histoire, pour qui enregistre les faits dont il est le contemporain, pour qui observe ceux qui l'entourent ou se livre à une impitoyable introspection, rien n'est plus faux. Le crime est une des facultés naturelles de la plupart des individus. Il y a, chez presque tout homme normal, un criminel en puissance. Mais le dire détruit le bel édifice de la perfection humaine élevé par les idéalistes. Le reconnaître fait honte aux uns et peur aux autres. Et, pour ignorer pieusement cette réalité, on n'édifie pas les normes morales susceptibles de refréner, sinon de faire totalement disparaître, les penchants criminels qui sont si fréquents.

L'homme n'est ni la quintessence du bien ni l'incarnation du mal. Mais il est à la fois, et simultanément, l'un et l'autre. L'homme possède, poussées à l'extrême, toutes les possibilités, bonnes et mauvaises, de la nature. A ceux qui ne voient que sa capacité de mal, je réponds par l'exemple des saints, laïcs et religieux, et tous les dévouements admirables dont aucune autre espèce vivante ne donne d'exemples. Et je mets en garde ceux qui ne voient que sa bonté, en leur rappelant toutes les horreurs que l'on peut accumuler.

C'est un fait qui semble prouvé que l'anthropophagie a eu la famine pour point de départ. Mais c'est aussi un fait que les tribus qui l'ont pratiquée ont continué de le faire par goût, sans que le besoin physique le justifie. C'est un fait que la torture du prisonnier, les sacrifices humains des religions barbares, qui souvent livraient au couteau du prêtre les enfants les plus beaux de la communauté, ne s'expliquent que par un sadisme individuel et collectif, naïf ou voilé, primitif ou raffiné, qui caractérisait des peuplades et des peuples entiers.

A toutes les époques, on retrouve cette même faculté de cruauté. Et le degré de culture et de civilisation ne fait, trop souvent, qu'en altérer les formes. Les massacres de gladiateurs avaient pour spectateurs passionnés les hommes les plus civilisés de leur époque. Et les continuateurs de ceux qui protestaient au nom du Christ dressèrent à leur tour des bûchers et firent de la torture une réjouissance publique.

Dans tous les grands événements brutaux de l'histoire, le goût du sang, le goût du meurtre sont apparus. Il a suffi d'une secousse pour faire naître chez un grand nombre d'hommes et de femmes la joie de tuer ou de voir tuer, de torturer ou de voir torturer. Ce qui console est que cette tendance diminue, mais elle est loin d'avoir disparu.

Voyez les supplices chinois, les messes noires du moyen âge, les horreurs commises par la Gestapo. Hitler était végétarien par sentimentalisme, et avait horreur de la chasse. Presque tous les grands massacreurs, presque tous les bourreaux, les tueurs, les tortionnaires ont eu des femmes et des enfants envers qui ils ont été bons, doux, sensibles et bienveillants.

Nous n'aurions jamais cru que d'un grand peuple cultivé, civilisé, chez lequel est né le romantisme, passionné de musique et dont l'élite intellectuelle était férue de métaphysique supérieure, pût sortir une minorité capable de commettre les abominations dont se sont rendus coupables les séides hitlériens. Nous n'aurions jamais pensé que des faits semblables puissent se commettre dans la Russie libérée du tsarisme.

Et tous ceux qui croient que le progrès moral est un fait biologique inéluctable ne sont pas prévenus contre ces retours aux joies savoureuses du sadisme déchaîné.

Ce sadisme existe, plus ou moins atténué, plus ou moins camouflé, plus ou moins enchaîné dans notre subconscient, dans le tréfonds de nos instincts et de nos perversions millénaires qui ont prolongé l'anthropophagie sans justification logique. Et, en dehors des événements brutaux, d'autres facteurs peuvent, à tout instant, et chez ceux qu'on soupçonne le moins, le réveiller. Tout éducateur sait que nombre d'enfants ont plaisir à battre les plus faibles et à torturer les animaux. Cultivez cette tendance, et infliger des sévices devient un plaisir. Il l'est même pour nombre de parents envers les êtres qu'ils ont engendrés.

Mais chez l'homme civilisé, le facteur qui le met en branle n'est pas seulement l'instinct de cruauté primaire. L'imagination froide, le démon pervers de la curiosité malsaine sont des facteurs dont nous ne comprenons pas suffisamment toute la portée. La curiosité qui fait jouir du spectacle de la torture infligée ou qu'on inflige occupe, dans les méandres du monde psychique de beaucoup d'hommes normaux, une place infiniment plus grande que nous ne supposons.

Contre cette réalité génératrice de monstruosités, la morale religieuse a été impuissante, puisque toutes les religions ont servi de prétextes à des monstruosités nouvelles. Mais la morale de la bourgeoisie libérale et athée fut aussi insuffisante. Et la morale de l'Etat l'est au même degré.

La morale bourgeoise reposait sur deux concepts contradictoires. Le premier prétendait nous faire trouver en nous-mêmes, par la condamnation de notre conscience, un frein efficace contre les actes antisociaux. On nous affirmait à l'école que, lorsque nous avions commis une mauvaise action, *une voix intérieure* nous en faisait le reproche. En réalité, quand nous volions du chocolat, nous n'entendions pas cette voix, même si nous nous efforcions de l'écouter, et nous trouvions le chocolat savoureux, plus savoureux même que si on nous l'avait donné. Il en était ainsi, il en est toujours ainsi, pour ceux qui commettent des actes antisociaux prohibés dont ils bénéficient.

D'autre part, la lutte pour la vie dressant tous les hommes les uns contre les

autres, et chacun contre tous, pour résoudre les difficultés de tous les jours, devait forcément, dans ce monde qui l'érigeait en principe et en loi du progrès, non seulement faire taire le soi-disant impératif catégorique de la conscience si souvent absente, mais encore tuer les penchants naturels de sympathie, d'affection, de solidarité, d'amour qui sont les meilleurs garants contre l'irruption des forces antisociales sommeillant en nous. Nulle en son aspect positif, corrosive en son aspect pratique, la morale bourgeoise ne prédispose pas l'individu à devenir meilleur.

Aujourd'hui, l'Etat étend la sienne. Il parle un peu moins de la voix intérieure réprouvant notre mauvaise conduite, mais il tend à pousser les individus, chaque individu pris isolément, à agir d'après ses instructions, parce qu'il est le représentant, ou l'incarnation supérieure, de la société.

Mais, en réalité, son langage est inintelligible pour la plupart des gens. L'Etat est une chose qui les dépasse, qui est au-dessus d'eux, qu'ils ne comprennent pas, ou qu'ils voient sous l'aspect du percepteur et du bureaucrate, et pour lequel ils n'ont aucune sympathie. Leur demander une attitude morale au nom de l'Etat, c'est les pousser à l'immoralité. Jamais l'éthique individuelle et collective n'est si basse que dans les régimes étatisés, et si les hommes font ce qu'on leur demande, ce n'est pas par amour du bien, mais par imposition.

Non ! nous ne serons jamais assez en garde contre la réapparition du sadisme, de la cruauté, de toutes les possibilités de mal qui somnolent chez tant d'individus, de par les caprices de l'hérédité ou du hasard des conformations biologiques, psychologiques et psychiques. Mais le seul grand frein que nous puissions leur opposer, le seul élément de résistance efficace est celui qui nous a empêchés, qui nous empêche si souvent de faire un geste irréparable : le respect de la vie d'autrui, l'amour de l'humanité, la profonde solidarité qui nous unit à l'espèce à laquelle nous appartenons, qui nous fait communier avec ses joies et ses souffrances, vivre en elle, et en partie pour elle.

C'est par le développement du sentiment qui unit chaque individu à ses semblables, par la fusion de son être dans tous les êtres humains, par la joie qu'il ressent en les rendant heureux, la douleur qu'il éprouve en les voyant malheureux, que l'irruption de la brutalité peut être de plus en plus limitée. Hors l'amour de l'homme pour l'homme, qui limite même, nécessairement, nos colères les plus justes contre les bourreaux, il ne reste que la dignité individuelle. Mais bien peu peuvent y atteindre, et aussi se prête-t-elle à des interprétations souvent contradictoires.

Aussi cela ne suffit pas. La morale ne découle pas seulement des conseils et des exhortations, les sentiments ne naissent pas uniquement de la prédication. C'est surtout la pratique de la vie qui doit les former, la solidarité active, appliquée quotidiennement dès l'école, et ensuite dans les fonctions de l'homme, comme travailleur et comme citoyen.

C'est par le travail de chacun pour tous, par l'incorporation matérielle, consciente et joyeuse de l'individu au groupe de producteurs, et à tous les groupements l'intéressant et qui sont autant de maillons entre lui et le tout social, directement compris et senti, qu'on élèvera chacun au-dessus de lui-même. C'est par l'émulation continuelle, dans les services rendus, la distribution des biens, la diffusion de la culture et des jouissances supérieures à l'échelle mondiale, qu'on créera ce sentiment d'universelle solidarité. Il faut organiser la vie matérielle sur ce principe fraternel d'où peut jaillir une morale nouvelle. Et cela implique, d'une part, la négation des principes bourgeois et de la mécanisation étatique, et, d'autre part, l'avènement d'une vie sociale où l'entr'aide constituera la base, le moyen et le but de toute attitude individuelle.

L'amour du prochain, la mystique de l'espèce, la pratique quotidienne de la solidarité matérielle constituent les éléments les plus efficaces du respect de la vie et du bonheur d'autrui. Et plus que les religions, les lois, les codes, les constitutions, c'est à mesure que ces éléments se sont développés que les instincts ou la fantaisie sadiques ont été enchaînés. C'est par eux, et par eux seulement, que, sauf les cas graves de déformation innée, ils pourront disparaître à jamais.

**Gaston LEVAL.**

# Technique et " Science "

JE viens de lire une étude, sur les possibilités de la science moderne, qui m'a laissé rêveur.

Les « anticipations » de Jules Verne qui confondirent jadis d'une agréable stupeur nos imaginations enfantines sont déjà dépassées. Nous sommes à la veille de pénétrer dans le monde bizarre que le romancier Wells avait situé dans le domaine de l'utopie pure.

On envisage très sérieusement de construire des îles interplanétaires. Il est à croire que les Américains ont repris le projet allemand qui consisterait à établir de gigantesques sphères d'acier à 30.000 kilomètres de notre globe. Ces sphères tourneraient en vingt-quatre heures autour de la terre, ce qui leur permettrait d'équilibrer leur pesanteur par la force centrifuge et de poursuivre leur « ronde » sans discontinuer.

Ces « planètes artificielles », dans l'esprit de leurs créateurs, pourraient servir, paraît-il, d'observatoire idéal pour déceler les troubles atmosphériques. Il serait par là même possible de les utiliser pour dissiper des « blocs » nuageux, des « formations » de neige et, par conséquent, de modifier les climats dans un sens favorable à de meilleures conditions de vie humaine...

Mais, il paraît aussi que ces fameuses sphères pourraient être munies d'un miroir concave capable de concentrer les rayons de soleil sur un point quelconque du globe terrestre et de mettre en cendres villes, campagnes, forêts, d'assécher complètement les cours d'eau et naturellement de faire disparaître en un clin d'œil toute trace d'êtres vivants...

Ce sont d'ailleurs ces perspectives terrifiantes qui nous font hésiter entre l'admiration et une désapprobation impuissante, mais chargée de mépris.

Observant le phénomène en soi, nous ne pourrions qu'admirer.

Il n'en reste pas moins qu'en face des formidables réalisations de la science, qui a supprimé les distances et les grands obstacles naturels, se posent des questions qui restent irrésolues comme au temps des dominations barbares. L'angoisse des foules est toujours la même lorsqu'il s'agit de la recherche élémentaire de la liberté, du pain et du vêtement...

Et la science connaît un discrédit croissant auprès des masses pauvres qui n'en recueillent guère que les maléfiques applications.

Les partisans des « doctrines révélées » sont enchantés de cet état d'esprit qui leur fait espérer un renouveau mystique. Ils affirment que la science n'a qu'une valeur pratique, qu'elle peut nous fournir des moyens commodes pour nous diriger dans l'Univers, mais qu'elle est impuissante à régler les rapports des hommes entre eux.

Cette assertion repose sur une confusion fort répandue entre la science et la technique. Si la technique s'est développée formidablement aux mains d'une élite qui s'en est réservée les privilèges, la « science » dans le domaine social et « individuel » n'en est encore qu'aux balbutiements.

La science, comme son nom l'indique, a surtout pour but de nous faire « savoir », de nous enseigner. Son application aux problèmes de la société implique la possession de vérités au moins relatives. Ces vérités sont faussées, tronquées, dénaturées par les bénéficiaires de la technique.

La technique, qui repose sur la pratique du raisonnement mathématique, nous vaut, comme l'a démontré Mach, une économie d'efforts intellectuels, donc de pensée. Elle ne peut donc aboutir à une libération qui se situe avant tout sur le plan intellectuel et moral.

Quand la science sera vraiment entrée en lice pour déterminer l'évolution des phénomènes de la vie sociale, agir sur les lois de la conscience ou des institutions, il sera temps d'en proclamer les résultats négatifs ou positifs.

**SERGE.**

# Valeur et vanité de la Liberté

La Liberté est faite pour être aliénée », me confiait un célibataire qui allait se marier. Il était libre de le faire, et tant qu'il demeurait célibataire, cette liberté subsistait, jusqu'au jour qu'il la perdit.

Si l'on creuse le sujet, on arrive à cette conclusion : que la liberté n'est au fond qu'une double attitude mentale, celle de la possibilité personnelle et celle de la disponibilité.

Dans la mesure où je sais qu'il m'est possible d'accomplir un acte, je suis libre, mais encore cette liberté conceptuelle doit-elle être accompagnée de la disponibilité en vue de l'accomplissement éventuel de cet acte. *Et le drame est qu'il y a des engagements qu'on est libre d'accepter, mais par lesquels la liberté même disparaît.*

Il est des libertés qui ont d'ailleurs disparu sans le consentement de leurs anciens bénéficiaires. Parmi celles-ci, il faut citer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que n'ont pas les territoires sous tutelle. C'est pourquoi je consacrerai cette étude aux colonies.

⁂

Les indigènes de partout n'attendent qu'une chose : la libération de leur territoire, et ils y parviennent peu à peu depuis quelques années. Nous sommes en pleine actualité. De plus, nous avons, nous aussi, connu l'occupation puis la libération ; le sujet nous touche donc d'une manière sensible, à vif pour certains.

Tout le monde sait comment les grandes métropoles se sont taillées des empires coloniaux. Ce fut la conquête commerciale, la prise de possession symbolique, la pénétration « pacifique », la guerre ouverte ou l'accord diplomatique. Le traité de Berlin de 1878, entre les principales puissances européennes pour le partage de l'Afrique en zones d'influence, demeurera justement célèbre. Dans tous les cas, un double désir a conduit les gouvernements : accéder aux matières premières et occuper des points stratégiques.

Etant donné que la très grosse majorité des domaines coloniaux étaient habités, la colonisation a été une occupation. La justification de ce procédé s'est trouvée exprimée juridiquement par « la mise en valeur au profit de la communauté, d'un domaine en friche », comme quoi le plus fort trouve toujours le moyen d'avoir raison.

Du fait que des puissances « majeures » prenaient la terre qui ne leur appartenait pas, elles se devaient d'introduire dans leur vocable le terme méprisant ou simplement péjoratif de « peuples mineurs ».

C'est sur ces notions élémentaires que s'est développée une institution aujourd'hui en passe de sérieuses transformations. Sans doute, dès l'origine, et déjà du temps de Montesquieu, les esprits libres avaient-ils dénoncé la colonisation comme une exploitation, ce qu'elle est bien en réalité.

Les idées qui sont des forces non négligeables, firent leur chemin jusqu'à la Conférence de San Francisco qui marque une étape dont les intellectuels d'outremer estiment l'importance égale pour eux à celle de la Révolution de 1789 pour nous.

A San Francisco, en 1944, s'est trouvé posé le principe de l'autonomie des territoires actuellement sous tutelle. L'Angleterre quitta l'Inde ; la Hollande lâcha du lest en Indonésie, en dépit d'hostilités odieuses ; la France construisit l'échafaudage de l'Union Française.

La Liberté, au nom de laquelle les « agitateurs » noirs ou jaunes avaient connu la mort ou le bagne (Poulo Condor, Analalava) devenait — trop théoriquement encore il est vrai — un article d'exportation.

An nom de cette Liberté, nous fîmes cadeau aux peuples de couleur, de députés et de conseillers de la République. Le suffrage universel — avec beaucoup de

restrictions — s'introduisait chez les colonisés.

N'ironisons pas. Des réformes locales donnaient parallèlement un contrôle élargi aux autochtones ; la carte de citoyen de l'Union Française permettait *enfin* des déplacements sans visa administratif.

Si, dans la pratique, la réforme est loin d'être complète, un esprit nouveau autorise quelques espoirs.

⁂

Ce que je voudrais souligner ici, ce ne sont pas les insuffisances notoires, mais espérons le temporaire, qui marquent incontestablement le début d'une ère nouvelle, c'est le caractère de la liberté qui les anime et celui qui résultera de leur application. Les administrateurs chargés d'appliquer un régime plus libéral, n'ont pas toujours accepté de s'adapter ; les colons qui bénéficiaient d'une main-d'œuvre facile et bon marché, ont dénoncé les tendances qui menaçaient leur autorité et leur profit. La généreuse liberté des textes tend à se minimiser au contact de la réalité. De là les actes de rébellion, de violence parfois, de la part de populations déçues et impatientes.

Je pense, en tout cas, que la Liberté de léguer ses pouvoirs à des députés, constitut la Liberté tout court. Mais elle est, pour une population habituée au régime de l'Exécutif, une mesure appréciable de détente, et les premiers députés sont toujours populaires, parce qu'ils représentent l'ordre nouveau.

Je pense, en tout cas, que la Liberté de ces députés doit être respectée. Or, Madagascar nous offre l'exemple du territoire le plus maltraité à cet égard. Là, une population, évoluée dans une large proportion, n'a pas donné ses voix aux tenants du colonialisme, ni aux candidats soudoyés par l'Administration. Le Parti Démocratique de la Rénovation Malgache, parti indépendant quoi qu'on en ait dit, a recueilli les suffrages unanimes. De là, l'acharnement déployé lors du procès de Tananarive, il y a quelques mois, pour abattre non seulement un mouvement victorieux, mais surtout pour décapiter l'avant-garde de la liberté politique, représentée par des hommes tels que Raseta et Ravoahangy ou Raherivelo, qui ont connu le bagne pour « délits politiques » en 1916 et depuis ; par un homme tel que Jacques Rabemananjara, le plus bel intellectuel sensible de Madagascar depuis l'occupation française. J'ai le droit de défendre personnellement ces hommes, *parce que je les connais.*

Non seulement, on le voit, la Liberté a plusieurs visages, mais il est permis de se demander ce que feront de la Liberté ceux-là qui en sont aujourd'hui privés et en faveur desquels nous luttons ?

Tout d'abord, remarquons que, psychologiquement, la Liberté politique est acquise lorsqu'on croit ne pas ou ne plus subir une pression ou une oppression. Sociologiquement, le départ des autorités européennes d'occupation, dénoncées depuis cinquante ans ou plus suivant les territoires, par la rumeur publique, constitue bien une libération. Mais c'est une libération illusoire, en ce sens que l'oppression sera de nouveau sentie, individuellement et collectivement, dès que la vie publique normale aura créé des obligations nouvelles et que le bloc national s'effritera, en partis majoritaires et minoritaires.

On assiste donc, en définitive, à une mutation du sentiment de Liberté.

Certes, pour que la liberté sociale soit atteinte, il faudrait que chaque individu sente combien son agrégation à un groupe est utile, combien ses efforts sont fructueux, et que chaque servitude n'est que la juste contrepartie de sa liberté même.

Malheureusement, la centralisation politique et l'industrialisation, auront tôt fait de détruire ce sentiment-là. L'homme moderne est une unité perdue dans la masse, un matricule utilisable, une matière première et c'est tout.

Pour que la libération nationale des territoires coloniaux ait un sens, il faudrait que la civilisation originale existant au moment de la conquête soit restaurée, que les traditions soient préservées et que, seules, quelques améliorations soient apportées, en un mot ce qu'il y a de meilleur chez nous, Européens. C'est l'idée maîtresse des intellectuels indigènes, de ceux qui devraient pouvoir guider la vie publique, tels les Sages antiques. Car, les territoires qui s'ouvrent à la vie indépendante ont une chance à courir dans le

sens de la novation et de la rénovation, cela est certain.

Je suis fatigué d'une civilisation, d'un mode de vie, qui ne satisfont profondément ni mon cœur, ni mon esprit. Il me semble qu'il y a autre chose dans la vie que d'aligner des chiffres, d'édifier des usines, de faire marcher au pas et d'émettre des emprunts.

Or, si nous nous penchons sur le berceau des nouveaux états constitués depuis 1944 : Inde, Israël, par exemple, nous constatons que nous sommes en face d'enfants monstrueux, venus au monde bardés de fer, un glaive à la main et déjà « corrompus ».

Le cadre du monde moderne grève leur liberté d'une lourde servitude. Les obligations de la vie internationale pèsent sur leurs épaules et l'on parle le même langage à New-Delhi ou à Jérusalem qu'à New-York ou à Paris. Langage de la Diplomatie, de la Stratégie, de l'Economie, de la Finance. Demain ce sera le tour de Hanoï, de Tananarive et de Dakar. Le monde va devenir uniformisé *et la Liberté, hier en laisse, marchera toute seule, mais au pas.*

Ainsi, quelque nobles que soient les efforts de libération de ceux qui souffrent d'un complexe d'infériorité par rapport à l'occupant européen, ils sont fondamentalement vains. Que servira-t-il aux hommes de lutter demain contre leur propre gouvernement, après avoir goûté la traître euphorie d'une liberté qui durera un jour pour être aussitôt aliénée ?

⁂

Cette perspective me hante souvent, et d'autant plus que je me suis posé très tôt en défenseur de la liberté des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes. Elle me poursuit avec un acharnement d'autant plus grand que je demeure convaincu qu'il est nécessaire de faire cesser l'hypocrisie de la colonisation et non moins convaincu de la fatalité qui enchaîne les hommes à une autorité qui les exploite.

Mais je veux placer la question sur un autre terrain. Je laisse aux dogmatiques le soin d'instruire des procès d'intention. Une chose seule importe : que la Liberté en même temps que toutes les libertés soit restaurée. Ensuite, la responsabilité individuelle ou collective sera en face de sa conscience propre. *Les décisions, les engagements qui seront pris ne nous regardent pas.*

Notre seule raison d'être, c'est de défendre l'Homme, mais non d'intervenir dans ses décisions, sinon, à quoi servirait la Liberté au nom de laquelle nous luttons pour qu'il en jouisse ?

**Edouard ELIET.**

# A UN ÉLÈVE

Tu as bravé le froid d'un matin d'hiver pour parcourir en chemin de fer les vingt kilomètres qui séparent ta maison de la ville où se trouve notre école et et pendant que tu plaquais ton visage contre la vitre du wagon et que tu contemplais la campagne glacée, je donnai un dernier coup d'œil à cette leçon que j'avais préparée la veille et qui serait la tienne en même temps que celle de tes camarades. Alors que tu franchissais le seuil de la gare, j'ai, de mon côté, fermé la porte de la maison, doucement, pour ne pas réveiller mes deux enfants qui dormaient encore.

Et une fois de plus, nous avons été, tous deux, fidèles au rendez-vous de l'école.

En vérité, quand nous nous sommes retrouvés là-bas, toi, assis sur un banc, moi sur une chaise (en ce monde, la hiérarchie se traduit aussi par des différences dans le confort des fesses), nous avons été bien mal les types que la société exigeait que nous fussions, toi l'élève et moi le maître — j'entends par là un bon élève et un bon maître.

Tu devais être interrogé, tu le fus au sujet d'une vague leçon, sur l'Enéide ou la conjuration de Catilina, à laquelle j'avais, à mon gré, donné le plus d'attrait possible dans un cours précédent. Quelques questions m'ont prouvé que tu n'avais pas appris cette leçon et comme c'était la deuxième ou troisième fois que semblable fait se produisait, je t'infligeai un zéro et une retenue pour le jeudi suivant.

Tes bonnes joues de jeune paysan, tes cheveux embroussaillés, ton air innocent ont plaidé ta cause auprès de moi et m'ont poussé à rechercher des excuses à ta paresse. Je te dis tout de suite que je ne les ai pas trouvées ailleurs qu'en la contrainte qui t'était faite d'accomplir quelque chose qui te répugnait.

Tu étais en classe parce que tes parents t'obligeaient à y être. L'étude ne te plaît point, comme elle n'a pas plu à ton paysan de père et tu préférerais travailler dans les champs plutôt que « bailloter sur la grammaire ». En vain a-t-on fait miroiter à tes yeux les avantages d'une situation de fonctionnaire avec peu de travail et une paye régulière — tu aimerais mieux la vie au grand air et la charrue. Tu l'auras, sans doute, et ce jour-là je t'envierai. Mais en attendant, toi, l'enfant, l'inférieur physique, tu dois de plier aux exigences de l'adulte, auquel notre société accorde tout pouvoir sur toi, jusqu'au jour de tes vingt et un ans.

A cela tu vas objecter, j'en suis sûr, qu'entre l'homme mûr et toi, il n'y a de différence que du volume des muscles, du poids, de la grandeur et du système pileux ; que dans le domaine de la morale, la pureté de l'enfant est légendaire ; qu'il ne le cède en rien, pour ce qui est du courage à l'adulte. Mais tout cela a depuis longtemps été admis par celui-ci ; nous savons, nous les grands, que les « physiquement faibles » sont capables de prendre des décisions qui étonnent par leur hardiesse quand il s'agit de défendre leur dignité. Nous connaissons l'importance du nombre des enfants disparus du logis familial parce qu'ils avaient été vexés par un châtiment certainement injuste ; nous avons tous cruellement ressenti la perte de ces jeunes êtres qui n'hésitaient pas devant la mort quand l'honneur de l'homme avait été outragé en eux et nous avons entendu l'appel de ces innombrables « Poil de Carotte », qui suscite en nous, en même temps que la fierté des aînés, de l'angoisse et de la honte pour n'avoir pas encore su apporter une solution à ce problème crucial.

Tu aurais, certes, beau jeu, mon cher élève, de faire valoir d'autres arguments, d'ordre physique ou intellectuel, qui viendraient corroborer cette justification de l'émancipation des enfants. Le rapport Kinsey sur le comportement sexuel de l'homme apporte des précisions étonnantes sur les possibilités amoureuses des jeunes garçons, précisions qui indiquent qu'il ne convenait pas d'établir de différence entre l'adolescent et le jeune homme, dans ce domaine. Tu pourrais ajouter que l'adresse de certains enfants, leur habileté, n'est pas tant négligeable qu'on ne les ait jugés aptes à certains travaux dans l'industrie ou à la campagne et, dans cette argumentation, tu ferais sans doute valoir que leur intelligence et leur sensibilité leur a souvent permis de surpasser l'adulte dans la création artistique. Tu serais d'ailleurs si bien servi d'exemples que tu aurais le bon goût de nous épargner les citations.

Mais dans tout cela, comme dans bien d'autres cas, l'apport de preuves, la justice que l'on pourrait te rendre, l'évidence même, n'auraient aucune efficacité ; il s'agit, non pas de démontrer le bien-fondé de tes revendications d'enfant (depuis longtemps reconnu d'ailleurs), mais de dire pourquoi on ne leur a donné aucune suite : c'est parce que dans notre organisation sociale, la puissance de combat et de destruction l'emporte sur les forces de paix et de construction — parce que la brute ignorante a des droits sur l'être pensant et pacifique, que le citoyen-soldat est le type d'homme le plus utile à l'Etat et pour cela le plus favorisé par ce dernier. De par sa constitution physique débile et sa répugnance à faire le mal, l'enfant ne réalise pas ce type d'être social et on envisagerait difficilement d'en faire un soldat. On se conduit donc à son égard comme à l'égard d'un vaincu perpétuel et on le charge de contraintes et de devoirs sans contrepartie.

Si j'ai éprouvé le besoin de te dire toutes ces choses, mon cher garçon, c'est parce que je désirais que tu saches que ton maître n'était pas la créature obtuse et cruelle qu'elle semblait t'être à tes yeux par moments. De ces leçons peu intéressantes, il ne te restera rien dans dix ans et je n'ai pas voulu, orgueilleusement, n'avoir rien été pour toi : à cause de cela, j'ai précisé en ces quelques lignes mon attitude réelle à ton égard et ce que je ne pouvais te dire dans un cours, je te l'ai dit ici, librement et volontairement. Mercredi prochain, quand tu te mettras sur les rangs, en attendant le surveillant qui distribue les odieux « billets de colle », il n'y en aura pas pour toi de ma part. Ainsi, j'aurai été, comme je le disais plus haut, un type social aussi répréhensible qu'un mauvais élève, j'aurai été un mauvais maître.

**Paul JOLY.**

**L'égalité consiste pour tous les hommes dans l'égal développement de leurs facultés inégales. — Louis BLANC.**

# Egoïsme et héroïsme

C'est une erreur commune de croire que l'intérêt mène le monde. L'homme a mauvaise opinion de lui-même ; il se plaît à chercher des mobiles intéressés aux actions de ses semblables ; mais s'il lui fallait expliquer ainsi ses propres actions, il serait bien embarrassé. On entend souvent dire que les ouvriers n'ont rien à gagner dans l'instauration d'un régime communiste ; et l'on s'étonne que pourtant ils soient communistes. Mais cela devrait ouvrir les yeux et faire comprendre que les opinions d'un homme ne dépendent nullement de ses intérêts, mais plutôt de ses passions. Il y a chez l'ouvrier communiste une passion de la justice sociale qui n'est pas méprisable ; je puis discuter la conception que le communiste se fait de la justice sociale et refuser les moyens grâce auxquels il prétend la réaliser, mais je ne puis nier que cette passion soit noble et désintéressée. Toute passion est noble et désintéressée. Même dans l'amour d'Harpagon ou du père Grandet pour l'argent, il y a de la grandeur ; car ce n'est pas son propre intérêt que l'avare cherche ; il est dur pour lui-même autant que pour les autres ; les sacrifices qu'il impose à sa famille, il se les impose à lui aussi. L'argent est pour lui ce qu'est la justice sociale pour le communiste, l'autorité royale pour le monarchiste ou le triomphe de Dieu pour le chrétien. Il y a peut-être des hommes qui ne vivent que pour satisfaire leurs désirs et sans souci des autres ; mais il faut avouer que ces hommes sont rares. Que chacun compte, autour de soi, parmi ceux qu'il connaît bien, les égoïstes authentiques. Le compte sera vite fait ; l'égoïste est un personnage de mythe. On n'a d'autres raisons de croire à son existence que la conscience d'une tendance, commune à tous, qui nous pousse à l'égoïsme. Parce que nous sentons que nous pourrions être égoïstes, nous croyons que l'égoïste existe quelque part. Mais cette tendance à subordonner tout à notre propre intérêt, elle est, en réalité, bien faible ; elle n'est rien à côté de cette autre tendance qui nous fait nous dévouer, nous sacrifier. Les communistes sincères sont des hommes qui se sacrifient à une grande cause, qui se dévouent au Prolétariat comme les martyrs se dévouaient à l'Eglise ou les soldats de l'an II à la République.

L'homme a besoin de se dévouer, de participer à quelque chose de grand, à quelque chose qui le dépasse. Il se sent misérable dès qu'il est limité à lui-même et n'a pas hors de lui sa raison de vivre. L'homme est naturellement généreux et héroïque. S'il a de lui-même mauvaise opinion, c'est qu'il se sent toujours inférieur à ce qu'il devrait être. La médiocrité lui est insupportable. Salazar se vantait d'avoir permis aux Portugais de « vivre quotidiennement » ; c'est se vanter d'avoir rendu un peuple malheureux. Si les Italiens ont aimé Mussolini ou les Allemands Hitler, c'est parce qu'on leur promettait autre chose que la monotonie d'une vie quotidienne, d'une existence tranquille et banale. L'homme méprise ce qui est trop facile. Il n'est heureux que d'affronter les difficultés et de les vaincre. On voudrait croire que l'homme aime la Paix, mais cela n'est point. Ce qu'il aime, c'est la lutte. « Ceux qui vivent, proclame Victor Hugo, ce sont ceux qui luttent. » Toute lutte est bonne qui permet à l'homme de s'affirmer, de s'éprouver, d'exercer son courage.

Il est important de bien comprendre que les hommes, par nature, ne détestent pas la guerre. La paix serait facile si les hommes étaient égoïstes et ne songeaient qu'à leurs intérêts. Car s'il est possible qu'autrefois certaines nations se soient enrichies par la guerre, il est assez clair aujourd'hui, que la guerre ne paie pas. Aucun des peuples qui ont participé aux deux derniers conflits mondiaux n'a vu son sort amélioré par la guerre. On dira que c'est une minorité qui profite de la guerre et que les marchands de canons sont seuls responsables. Mais d'où vient que les peuples fassent si volontiers la guerre dans l'inté-

rêt des marchands de canons ? Certes, la propagande est puissante et elle est bien capable de pousser les hommes à agir contre leur propre intérêt. Toutefois il faut remarquer que cette propagande serait moins puissante, et même sans puissance aucune, si elle ne faisait vibrer en l'homme certaines cordes sensibles. Ceux qui conduisent les peuples à la guerre connaissent bien l'homme ; ce n'est pas de notre intérêt qu'ils nous parlent, mais de notre grandeur, de notre indépendance, de notre dignité, de notre honneur. Ils nous disent qu'il serait humiliant d'accepter certaines conditions pour que règne la paix. Et nous pouvons tout supporter, sauf l'humiliation. L'égoïste serait indifférent à l'humiliation ; il accepterait n'importe quoi où il trouverait son avantage ; mais qui a vu un homme sans honneur, j'entends un homme qui ne fasse passer au-dessus de son intérêt une certaine conception qu'il se fait de l'honneur ? Il existe sans doute des gens qui s'humilient, mais regardez-les bien : ordinairement c'est l'orgueil ou la vanité qui les y poussent.

Alain a écrit dans *Mars ou la Guerre jugée* que « l'honneur est le ressort des guerres ». Les marxistes peuvent se moquer de cette psychologie qu'ils croient disqualifier en la qualifiant d'idéaliste. Mais comment ne voient-ils pas que toute leur action est inspirée par la conception qu'ils se font de l'honneur humain ? Eux qui donnent souvent un si bel exemple de dévouement et de désintéressement, ils voudraient nous faire croire que l'homme est incapable de se dévouer et de sacrifier son intérêt propre. Les révolutions et les guerres n'iraient pas loin si elles ne mettaient en jeu que des sentiments intéressés. Car l'homme n'agit guère que par passion — et plus l'action est difficile, plus il faut que les passions soient fortes. Et de toutes les passions, la plus forte est sans doute cette générosité qui pousse l'homme à tout subordonner à ce qu'il croit être son honneur.

Ainsi l'homme ne déteste pas la guerre parce que la guerre est pour lui une occasion de manifester son honneur d'homme. La guerre, c'est la misère et la souffrance, mais l'honneur de l'homme est précisément de pouvoir supporter et surmonter la misère et la souffrance. Le malheur est comme une épreuve à laquelle nous aspirons pour prouver aux autres et surtout à nous-mêmes notre courage. « Rien ne nous rend plus grands qu'une grande douleur », disait le poète, et ce romantisme est en chacun de nous. Romantisme non point littéraire mais profondément humain, et c'est la même exigence que satisfont la guerre et la lecture d'un roman, l'exigence d'héroïsme. Lorsque Nietzsche écrit que « l'homme est quelque chose qui doit être surmonté », il ne fait que traduire ce mépris commun de la médiocrité. Le surhomme est un besoin de l'homme — et c'est en ce sens que la guerre est naturelle : elle satisfait au désir humain du surhumain. On répète que la guerre est inhumaine, mais c'est pour cela précisément qu'elle plaît à l'homme. C'est une mauvaise méthode de vouloir amener les peuples à la paix en leur décrivant les horreurs de la guerre. Si l'homme était égoïste, il suffirait de lui dire ce qu'est la guerre pour lui faire aimer la paix. Mais l'homme est d'abord héroïque : il suffit de lui dire où est le danger pour qu'il y courre.

Tous les mouvements pacifistes viennent buter contre ce profond et secret dédain de la paix. En revanche, toutes les excitations à la guerre éveillent en chaque homme un écho puissant. Il faut d'abord comprendre cela si l'on veut agir efficacement pour la paix. En dénonçant les fauteurs de guerre, on lutte contre des moulins à vent ; c'est l'esprit de guerre qu'il convient de dénoncer, et cela en chacun de nous. Il n'y aura d'espoir de voir régner la paix que lorsque les hommes auront compris que la guerre est liée aux passions humaines et non aux nécessités extérieures. « Du jour où tu commenceras à comprendre, écrit André Gide, que le responsable de presque tous les maux de la vie, ce n'est pas Dieu, ce sont les hommes, tu ne prendras plus ton parti de ces maux. Ne sacrifie pas aux idoles. »

Georges **PASCAL.**

---

**Les enfants et les vieillards se trouvent plus susceptibles de religion, comme si elle naissait et tirait son crédit de notre imbécillité. — MONTAIGNE.**

# ATTITUDES

Ainsi, mon cher Lecoin, ton article sur l'amnistie a fait du bruit. Je n'ai pas été seul à avoir une réaction un peu vive. (Elle l'eût été beaucoup moins si j'avais lu d'abord l'article par lequel tu m'as répondu.) Et je crois observer une nouvelle fois cette étrange chose : entre gens de bonne volonté et également sincères, également dévoués, j'en suis sûr, à la défense de l'être humain, partageant souvent depuis des années un commun idéal, combien il est difficile de s'entendre !

Je ne sais trop ce que pense la masse des lecteurs de cette revue de la controverse déjà si passionnée qui vient de s'élever au sein de l'équipe qui la rédige. Je parierais pourtant que les positions sont dès maintenant prises chez la plupart et qu'il serait facile de constituer deux camps antagonistes, prêts — qui sait ? — à se livrer à toutes les extrémités. C'est contre cette attitude « absolutiste » que je voudrais m'élever.

Mais, d'abord, un mot personnel.

Non, mon vieux Lecoin, je ne suis pas inaccessible à la pitié. Non, cher camarade Joannel, je ne suis pas communiste. J'entends par là que je n'ai pas ce fanatisme étroit qu'une certaine forme de propagande politique a développé chez tant de braves types, comme j'en connais et en estime beaucoup, malgré cette tare qu'ils partagent avec les fanatiques de toutes sortes, quelle que soit la secte dont ils se réclament.

Du moins — soyons prudent ! — *je ne crois pas* être inaccessible à la pitié. *Je ne crois pas* avoir fait preuve d'étroitesse d'esprit en prenant la position que j'ai prise et en criant « Casse-cou ! »

Ceci dit, j'essaie de me mettre à la place de ceux qui t'ont fait confiance, Lecoin, et qui, par voie de conséquence, font confiance à tous ceux dont tu t'es entouré pour mettre sur pied cette *Défense de l'Homme*. J'imagine donc que la plupart, passée la première réaction et nonobstant la position prise, fermement et après mûre réflexion, se disent en retrouvant sous d'autres signatures des échos de l'« opposition » qui règne entre ta façon de voir et la mienne : « Suis-je sûr d'être dans le vrai ? Jusqu'à quel point mon attitude est-elle humaine ? La plus humaine possible ? J'ai de sérieux arguments pour — ou contre — l'amnistie. Mais n'y en a-t-il pas qui m'échappent et pourraient m'amener à changer d'avis ? Faut-il lutter pour une amnistie totale ? Faut-il exiger une amnistie plus ou moins limitée ? Faut-il se désintéresser du problème et laisser aller les choses ? »

C'est donc parce que je crois que les camarades qui nous lisent voient dans l'expression de nos divergences un moyen de chercher la vérité que je reviens aujourd'hui sur le problème de notre attitude en face de l'amnistie.

Je dis : le problème de notre attitude. Car le problème de l'amnistie est une chose, et celui de notre attitude en face de l'amnistie en est une autre. Il en est de même des problèmes du pacifisme intégral et de celui de notre attitude en face du pacifisme intégral. Qu'on le veuille ou non, ces problèmes ne sont pas simples, surtout si l'on y ajoute cette idée que, se déterminer pour une attitude en face d'un problème, c'est en même temps se donner la tâche d'éduquer, autant que faire se peut, tous ceux qui n'adoptent pas la même attitude, soit pour les amener à revenir d'une erreur (ou de ce qu'on suppose être tel), soit pour les conquérir à une juste cause (ou à ce que l'on suppose être tel). En outre, pour peu que le temps presse, et qu'on croie nécessaire de rallier beaucoup de monde autour de soi, l'éducation cède le pas à la propagande et à la tactique, dont on sait combien usent et abusent tous les politiciens.

Or, il est deux attitudes possibles, et deux seulement, qui parfois peuvent n'avoir aucun point de contact, mais parfois en ont tant qu'on a bien de la peine à les isoler l'une de l'autre. C'est d'une part l'attitude rationnelle ou objective, d'autre part l'attitude passionnelle ou subjective.

La première peut se définir comme celle du physicien ou du naturaliste, disposés à accueillir toutes les données de l'observation ou de l'expérience avec la même sérénité. C'est un peu l'attitude

— s'il pouvait en avoir une — de l'appareil enregistreur qui inscrit fidèlement les faits, sans en tirer autre chose que des conséquences de fait, et qui est par lui-même indifférent au déroulement des phénomènes qu'il enregistre. Quoi qu'on en puisse penser, cette attitude est extrêmement rare. On a pu constater chez les savants les plus pondérés, les plus sagaces, les plus éloignés de tout ce qui n'était pas leurs travaux, une forme très particulière de la subjectivité : c'est la passion intellectuelle qui les liait profondément à leurs recherches.

C'est qu'en effet ce qui caractérise la deuxième attitude, c'est son lien étroit avec la vie de l'individu. Qu'on le veuille ou non aussi, chaque être humain peut se considérer comme le nombril du monde. Chacun ne voit, ne sent, ne connaît ses semblables, la nature et la société, qu'à travers des organes et des sens qui lui sont fondamentalement personnels. Chaque être humain est son propre prisme à travers lequel filtre toute la lumière qu'il est capable de recevoir par la surface qui lui est particulière, et en raison de l'orientation même de cette surface. Chacun n'agit sur le monde extérieur qu'en fonction de ce qu'il est et non en fonction de ce que les autres croient qu'il est. En outre, comme disent les mathématiciens, chaque membre de la société est une variable plus ou moins indépendante si on considère ses changements dans le temps.

Le monde des idées n'est pas moins subjectif, en fait, que le monde des sensations. Pour chacun, il est aussi intérieur, aussi incommunicable que le monde des sensations. C'est par comparaison avec ce que l'on a pu éprouver soi-même que l'on se représente le plaisir, la peine, la colère que peuvent éprouver autrui. C'est par référence avec ses propres pensées que l'on peut déduire les pensées probables de son prochain.

Cette seconde attitude peut se présenter d'une manière aussi absolutiste que la première — et beaucoup plus fréquemment. Ce qui caractérise l'égocentrisme, c'est justement cet instinct si violent chez certains êtres humains de tout ramener à eux-mêmes de ce qui les entoure, de croire que tout dépend d'eux de ce qui les touche : cela peut aller jusqu'à constituer une véritable « maladie de la personnalité ».

Entre ces deux extrêmes : le « point de vue de Sirius » et celui de l'« homme engagé » (au sens large, et non au sens étroit qu'on lui donne politiquement), l'éventail des nuances est d'une richesse infinie. Cette considération suffirait à expliquer, mon cher Lecoin, non seulement que nos positions puissent être dissemblables, mais encore qu'en dehors de celles qui viennent de se manifester dans cette revue, il puisse y en avoir bien d'autres, comme celles qui s'expriment ou se sont exprimées dans les colonnes du *Figaro* et, sous la signature d'Henri Noguères, dans *Le Populaire*.

Je crois pouvoir dire que celles-là sont des attitudes de gens « engagés ». *Le Figaro* plaide pour la libération des collaborateurs encore emprisonnés : mais il semble bien qu'il plaide pour ses amis. Henri Noguères exige que ces mêmes prisonniers soient jugés, mais c'est qu'il pense, à son corps défendant peut-être, que la Justice, entité idéale, et la justice humaine seront d'accord et que des ennemis seront condamnés.

En ce sens, je crois pouvoir te dire que, personnellement, je ne suis pas « engagé », c'est-à-dire pris à ce point par mes haines ou par mes amours que j'en puisse venir à souhaiter que mes amis triomphent et que mes ennemis périssent, dût la Justice être foulée aux pieds, et la Pitié, et l'Honneur, et toutes les vertus ensemble. Certainement, ton attitude est pareille à la mienne à cet égard : je n'en veux pour preuve que ta générosité à accueillir mes premiers propos. Nos attitudes respectives me semblent donc plus voisines qu'il n'y paraît de prime abord.

Par suite, c'est ici qu'il faut faire intervenir, autant que possible, les éléments rationnels qui peuvent entrer dans nos points de vue. Car nos premiers arguments ont été surtout d'ordre passionnel.

Ta pitié s'est émue aux souffrances des collaborateurs emprisonnés depuis plus de quatre ans. Ma colère s'est animée à l'idée de pardonner aux crimes commis par le nazisme triomphant. Je te l'ai dit en commençant : je n'aurais sûrement pas répondu de la même encre si j'avais lu d'abord ton second article. Tout simplement parce que, là, tu as fait dominer

les arguments rationnels en faveur de l'amnistie. Je ne veux pas les reprendre ici. J'aimerais mieux demander à ceux qui ont été troublés de te relire, de te méditer. Toutefois, si j'étais déjà sûr que tu aies *entièrement* raison, je le crierais ici. Si j'étais sûr que, dans ton attitude, le sentiment et la raison suivent vraiment la même route, je ferais sans hésiter amende honorable. Mais je n'en suis pas sûr. Je reste encore, après ton second article, après la lettre de Ch.-A. Bontemps, après l'article de Laurent Joannel « Les loups entre eux », *profondément troublé.* Je ne veux pas me réfugier derrière l'idée que la solution du problème de l'amnistie ne nous appartient pas : tu as prouvé, maintes fois, et ne serait-ce que par les campagnes passées, qu'une idée pareille était fausse et ne t'avait d'ailleurs jamais effleuré. Je ne veux pas me réfugier derrière l'idée que ce sont les Allemands qui ont déclaré la guerre (comme après la guerre de 1914-1918, l'enseignement officiel, dans dix ou vingt ans, admettra peut-être la thèse contraire).

Non. Puisqu'il y a eu la guerre que nos efforts n'ont pas réussi à éviter (en 38 j'ai répandu des tracts pour la paix, mais qu'est cela à côté de ce que tu as fait en 39 ?), ce que je veux retenir de ses conséquences, c'est que l'Homme y avait été broyé avec un cynisme sans égal dans le passé. Avec un sadisme qui fait relever les crimes allemands de la maison de fous plus que de la politique. Mais le fait est là : sans les complices qu'ils avaient trouvés, auxiliaires de la Gestapo, miliciens, dénonciateurs, bourreurs de crâne de tout acabit (et de ceux-là, il y en avait déjà *avant* septembre 1939), *les occupants n'auraient jamais pu faire autant de mal.* La plupart des gens, étrangers à toute idée de résistance, continuaient à vivre, bien sûr, mais dans quelle atmosphère, même pour les moins menacés ? Si les nazis l'avaient emporté, combien de prisonniers de guerre auraient retrouvé la liberté ? Et au bout de combien d'années ? Toutes les mesures prises « en faveur » des prisonniers par les Allemands ne l'ont été que dans l'intérêt de leur industrie de guerre.

Je ne nie pas que des exactions ont pu être commises au moment de la Libération. Elles n'ont été connues qu'une fois accomplies, comment dès lors auraient-elles pu être évitées ? Ont-elles approché, numériquement, et pour tous les pays occupés, le millième des exactions commises, de sang-froid, par les occupants ? N'est-il pas probable que bien des gens ont eu la vie sauve parce qu'ils ont été enfermés et non jugés sommairement ?... Du moins, ayant la vie, ils peuvent espérer recouvrer la liberté...

Supposons maintenant, mon cher Lecoin, que les événements aient tourné autrement, que les Allemands soient depuis plusieurs années maîtres de notre destin, et qu'il y ait encore des milliers de gens emprisonnés — pour avoir écouté la radio anglaise, pour avoir laissé filtrer un rai de lumière à leur fenêtre, pour avoir tenté de franchir la ligne de démarcation, que sais-je, ou pour toute autre raison très grave que je te laisse le soin d'imaginer.

Ta pitié s'animerait pour tous ces malheureux. Tu voudrais faire quelque chose, afin de les tirer de là.

Sincèrement, le pourrais-tu ?

LAUMIÈRE.

---

## ABONNÈS DE SIX MOIS

## REABONNEZ-VOUS TOUT DE SUITE

**Avec cet exemplaire, nous aurons servi tous les abonnés de six mois, dont l'abonnement part du premier numéro. Ils voudront bien nous rendre le service de se réabonner sans retard s'ils désirent, comme nous voulons le croire, continuer à nous lire tous les mois.**

**Nous ne pouvons, les tarifs postaux étant trop élevés, nous adresser séparément à chacun d'eux, et nous le regrettons. Mais nous comptons sur l'esprit de camaraderie de nos lecteurs pour qu'ils accomplissent immédiatement les formalités nécessaires.**

**Prière de rappeler son adresse et d'indiquer : REABONNEMENT.**

**Merci.**

# Une attitude : la bonne

Il me plaît, mon cher Laumière, de n'être pas mis, cette fois, personnellement en cause. J'en serai plus à l'aise pour répondre à ton article si minutieusement établi, si parfaitement étudié, mais que tu gâtes, que tu affaiblis, à la fin, par des considérations germanophobes inopportunes.

Que tout de suite je te rassure en t'affirmant que l'équipe qui rédige cette revue n'est nullement divisée à ce point. Vous n'êtes que deux à vous élever contre la mesure générale de pitié, de justice que je préconise. Et toi, encore, le fais-tu sans rompre avec nous, en cherchant même à rétablir cette harmonie si désirable. Je suis très sensible à tes efforts et j'y rends volontiers hommage. Je m'abstiendrais même de répliquer à tes arguments — montrant ainsi une tolérance égale à la tienne — si le problème débattu n'était si grave. Sais-tu qu'il est question de 30 millions d'êtres (hommes, femmes, enfants, vieillards) qui de par le monde attendent dans les prisons et dans les camps que les sentiments d'humanité aient cours à nouveau sur la terre ?

Et *Défense de l'Homme* aurait tort de s'attaquer aux prisons et d'en vouloir libérer les hôtes ?

Qui le croirait ? Pas nos lecteurs, en tout cas.

Un autre rédacteur a pris, lui, une position intermédiaire. Il m'a écrit : « Je me croyais indulgent, mais tu l'es beaucoup plus que moi : seras-tu compris, toutefois ? » Et, sous cette forme, j'ai deviné le blâme.

J'ai reçu en tout six lettres d'abonnés n'approuvant pas ou désapprouvant en partie ma position sur l'amnistie. Six seulement : deux de Nice, une de la Haute-Savoie, une de la Normandie, la cinquième de Colombes, la sixième de Paris, 18e arrondissement. Et ai-je bien de la peine encore à considérer comme une lettre de copain celle de Vérola, de Nice, qui me demande à la solde de qui je suis à présent.

Il a eu, le pauvre bougre, un neveu qu'il aimait bien tué par les miliciens.

C'est là au fond que gît le drame : la guerre continue.

Les résistants ne pardonnent pas aux collaborateurs les morts dont ils les rendent responsables ; les collaborateurs rongent leur frein et, à l'occasion, ne pardonneraient pas les morts que les résistants leur ont faits.

Une nation entière en veut à une autre nation qui n'était pas dans la guerre de même côté qu'elle.

Ainsi, sur tout le globe, une lutte sauvage persiste, déshonorant les hommes et leur causant le plus grand mal.

Au moins l'armistice de 1918 avait obtenu que le feu cesse, que les haines s'éteignent. La vie avait repris tout de suite son cours. On s'apitoyait sur les Autrichiens aux prises avec la famine. On laissait même tranquille le Kaiser, en Hollande.

Ah ! l'histoire se répète des petits chiens que l'on fourre dans un sac, que l'on secoue ensuite, les amenant à se mordre entre eux, les malheureux, parce qu'ils ne voient pas la main de leur ennemi véritable.

Je m'en excuse auprès de Georges Pascal, mais c'est à la guerre qu'il faut s'en prendre, c'est elle qu'il faut haïr, honnir, c'est elle qui désaxe les humains. C'est elle la seule coupable des crimes épouvantables et des calamités effroyables qui nous font tant souffrir et nous ravalent si bas.

L'Allemand n'est pas plus responsable que le Français, que l'Américain, que le Russe. Ils le sont tous pareillement, pantins désarticulés dont les maîtres obtiennent le maximum en temps de guerre. Assurément, le pays envahi pâtit toujours plus que le pays des envahisseurs. Mais tous les hommes en guerre se valent, question de circonstances. C'est vrai pour hier, c'est vrai pour avant-hier, c'est vrai pour les époques les plus reculées de l'histoire. C'était vrai pour les Turcs décimant les Arméniens au début de ce siècle. C'était vrai pour les soldats français ou anglais conquérant colonies ou dominions. C'était vrai pour les armées napoléoniennes — en Espagne, no-

tamment, où le civil leur résista. C'était vrai pour les armées de Louis XIV — qu'on se souvienne des massacres du Palatinat. C'était vrai dans les Flandres — les Espagnols y sévissant. C'était vrai du temps des légions romaines, partout où elles portèrent leurs pas.

Preuves à l'appui, *Défense de l'Homme* publiera — bientôt, je l'espère — une étude situant les hommes en guerre. Vous les verrez, après la conquête d'une province, le siège heureux d'une ville, se ruant sur les femmes, les enfants, violant et égorgeant — pillant par surcroît. Vous en aurez la nausée et vous apprendrez, ou réapprendrez, ce qu'ont été les guerres et vous conviendrez que celle-ci n'a rien inventé en fait de cruauté.

Mais sous prétexte de fascisme ou d'antifascisme elle a obnubilé jusqu'au propre entendement des meilleurs esprits. Les simples soldats ont fait chorus avec les généraux, les salariés avec leurs patrons, les gueux avec les capitalistes. Jamais les fauteurs de guerre n'avaient été suivis aussi servilement — les bolchevistes, toujours eux, frayant la voie au troupeau bêlant.

Mieux encore — plus triste, veux-je dire — on a vu des pacifistes renier vingt années de propagande justifiée ; on a vu des anarchistes, beaucoup trop, emboucher le clairon des Seize. Et les mille et une attitudes que nous pourrions déplorer proviennent, mon vieux Laumière, du fait qu'on n'a su conserver la bonne : RESTER PACIFISTE ENVERS ET CONTRE TOUT.

Un jour, j'écrirai ce que je pense des collaborateurs et des résistants qui, dans le même moment, se prétendaient anarchistes, voire pacifistes. Et, m'efforçant de ne faire de peine à personne — j'essaie trop de tout comprendre — j'espère leur démontrer leur détestable attitude.

Mais revenons plus près de notre sujet. Et, laissant de côté les 29.910.000 emprisonnés et internés hors de France, occupons-nous plus spécialement des 90.000 qui ont motivé cette polémique.

Oh ! j'aimerais fort que nous nous en occupions sérieusement et que nous aboutissions à leur rendre au moins la liberté dont nous jouissons. Car, à quoi cela t'avance-t-il, Laumière, qu'ils végètent en prison, puisque leur emprisonnement ne ressuscite pas les victimes ni ne répare les torts causés ?

Puis, pour quelques centaines de condamnés dont le crime est patent et odieux, abandonnera-t-on à leur triste sort tous les autres — la grâce amnistiante individuelle n'étant qu'une parodie du pardon dont seul un Thorez peut profiter ou quelques anciennes grosses légumes disposant de relations et d'avocats célèbres largement approvisionnés ?

En écrivant mon premier article, j'avais une idée derrière la tête que je regrette de révéler publiquement, car elle apparaîtra un peu comme une espèce de maquignonnage, alors qu'elle n'est qu'une manifestation de mon esprit pratique qui va souvent de pair avec mon idéalisme. Je voulais profiter que la bourgeoisie française s'intéressait à l'amnistie pour faire avec elle, tacitement, sans entente préalable, une sorte de marché : amnistier les siens pour qu'en même temps elle amnistie les nôtres.

Ce n'est pas que les nôtres soient très nombreux en prison, mais j'entends par les nôtres encore tous les prisonniers sans soutien, tous les pauvres diables, pas collaborateurs pour un sou, mais victimes d'un ordre social peu tendre aux déshérités.

Et ainsi, pour une fois, nous viderions à fond toutes les prisons.

Ça ne te tente pas, Laumière ?

Et j'arrive maintenant à ta supposition, qui n'a aucun rapport avec notre comportement face à l'amnistie. Elle ne restera pas sans réponse.

Pourquoi laisser croire que les hitlériens seuls savaient mettre la liberté sous le boisseau alors que nous avons subi le régime Daladier de septembre 1939 au printemps 1940. Et que le grand vainqueur des Allemands, celui dont les résistants chantaient hier encore les louanges et vantaient la droiture et le libéralisme, s'apprête à chausser les bottes d'Hitler et à nous faire marcher au pas ?

Il est possible, il est probable même, après tout, que la France conserve dans la pire des hypothèses plus de liberté qu'Hitler vainqueur lui en eût accordé. Qu'est-ce que cela prouve ?

Je crois, par exemple, que les hitlé-

riens feraient figure d'enfants de chœur comparés aux staliniens en action, et que si les Russes déferlaient jamais jusqu'à l'Atlantique la France ne serait qu'un vaste champ d'horreurs.

Ce qui ne vous a pas empêchés, ô résistants amis de la liberté, de vous fourvoyer longtemps avec ces Slaves — ces « démocrates » par excellence.

Allons, ne fais pas la fine bouche, mon vieux Laumière, et ne tente plus de m'embarrasser.

Je veux pourtant risquer ce double aveu : c'est que mon pacifisme me tiendra toujours éloigné de toute idée de guerre et m'interdira de la faire même à la Russie, en dépit des menaces qu'elle incarne. C'est que ma répulsion instinctive pour un Ordre qui régnerait par la prison et le peloton d'exécution me ferait certainement commettre la sottise d'amnistier, si besoin était, Thorez et ses séides.

**Louis LECOIN.**

---

# JÉSUS OU NIETZSCHE ?

D'APRÈS l'Eglise, le mépris de la vie humaine qui illustra la dernière guerre porte la marque d'un esprit nietzschéen qui inspira les doctrines de force du parti nazi...

L'esprit chrétien, lui, a toujours « adouci » les guerres de cet esprit chevaleresque qui guidait l'ancienne noblesse des croisades...

A propos des croisades, les commentateurs bien pensants ne manquent de faire état des abominations commises par les Turcs après le désastre de Nicopolis. On se garde cependant d'insister sur certains faits que Sismondi relate dans son *Histoire des Français* et qui montrent que Bajazet fut violemment irrité contre les croisés *qui avaient massacré leurs prisonniers* au mépris de la foi jurée...

L'esprit chrétien animait cette ancienne noblesse qui tenait ses droits de Dieu et ne pouvait, par conséquent, agir sans son approbation. La noblesse était jadis le seul signe de l'honneur et de la pureté. D'étranges érudits ont tenu à l'affirmer en des ouvrages qui expliquent très sérieusement qu'Adam, sa femme et ses enfants, étaient nobles, et que Caïn, l'aîné de la race, ayant flétri son écusson, par le meurtre de son frère Abel, fut dépouillé par Dieu des privilèges de sa naissance et réduit en servage. C'est de lui que descendent les roturiers...

Le père Ménestrier, qui se distingua au synode de Die, a d'ailleurs pris soin de préciser les origines non-plébéïennes du Christ dans son *Traité de la Chevalerie ancienne et moderne,* paru en 1683. « Il a beau, dit-il, avoir voulu naître dans une étable et être fils d'un artisan, il n'en fut pas moins noble par son père Joseph, bon gentilhomme, issu de la maison royale de David ! »

Abstraction faite de ces menues extravagances, il est indéniable que le moyen âge, lequel dépassa légèrement la prise de Constantinople, qui lui fut assignée comme ligne de démarcation, fut placé tout entier sous l'influence de l'Église. On a beaucoup calomnié cette époque qui ne fut peut-être pas aussi noire que certains esprits sectaires ont voulu la peindre. Néanmoins, il nous paraît difficile de mettre à la charge de « l'esprit nietzschéen » des œuvres de « noblesse », hélas ! non isolées, comme celles que relatent les procès-verbaux du massacre des habitants et du sac de la riante ville de Nesle, en Vermandois, par les troupes du très grand et très catholique duc Charles de Bourgogne, en l'an 1492 de l'ère chrétienne, procès-verbaux dont voici le passage principal :

« La plupart des habitants s'estoient retirés en l'église Notre-Dame, pour eux mettre en sauveté ; néantmoins, lesdits Bourguignons qui les y trouvèrent, les occirent et mirent à mort en grand nombre, tant sur les autels que ailleurs, tellement que la nef estoit pleine de sang et de corps morts. Ledit duc de Bourgogne arriva en icelle ville après disné, quand ses gens eurent fait ladite occision ; il vint à cheval dedans ladite église Notre-Dame, où il y avait grande effusion de sang et quasi à la hauteur d'un demi-pied, et il dit ces mots : SAINT-GEORGES ! VECI BELLE BOUCHERIE ; J'AI DE BONS BOUCHERS ! »

Philippe de Comines, le « chroniqueur naïf » qui écrivit les *Mémoires,* fut témoin oculaire de ces faits de chevalerie. Il en termine ainsi la narration : « Il me déplaît de dire cette cruauté, mais j'estois sur le lieu, et il faut en dire quelque chose... »

Jésus ? Nietzsche ? Les voies de la barbarie sont, elles aussi, impénétrables.

# Le droit de grève

Encore une fois, on veut réglementer le droit de grève et tous les juristes de la « Sociale » ont pris leur meilleure plume. Dans le journal *Combat*, c'est A. Philip, député socialiste et « fidèle du bénitier » de la région lyonnaise, qui triture les textes et cherche le meilleur moyen pour endormir les 10 % d'esprit de révolte qui restaient encore dans le monde du travail.

« Seules seront légales les grèves déclenchées après que les procédures de conciliation et d'arbitrage auront été respectées. » « ... Un referendum doit être prévu sous l'autorité du *président du tribunal.* »

Par la plume d'A. Philip, c'est tout ce que la S.F.I.O. a trouvé pour défendre la classe ouvrière !

Non mais, voyez-vous ça ! Le président du tribunal, le même bonhomme qui sera chargé de départager la loi et l'ouvrier gréviste, sera chargé également de condamner le gréviste pour entrave à la liberté du travail quand il s'efforcera de faire accepter l'idée de la nécessité de la grève à ses compagnons de chaîne.

Ces vieilles sornettes, ce retour au « Millerandisme » — alliance du Capital et du Travail — sont autant de boniments pour endormir les exploités, tranquilliser les classes moyennes et inspirer confiance aux tenants du grand capitalisme.

Sans vouloir passer pour un « dur », je déclare tout de suite aux politiciens de toutes couleurs qui s'efforcent de mettre une muselière de plus aux malheureux qui sont déjà assez bâillonnés comme cela, que la grève, une vraie grève, n'a rien à voir avec leur arbitrage attrape-nigauds obligatoire. D'abord parce que la grève n'est pas une partie de plaisir pour ceux qui attendent après leur salaire pour pouvoir vivre bien chichement.

Accepter l'arbitrage du patron qui les vole et du président du tribunal qui les condamne, c'est reconnaître à leurs deux ennemis le droit de les pressurer et de les fouetter, et je dis qu'ils l'auraient bien mérité ! En sont-ils là ?

Une grève est presque toujours déclarée par une « minorité agissante ». Dans ma vie de militants, j'ai participé à de nombreux mouvements et je dois avouer que cent fois sur cent la grève était justifiée et ce n'était presque toujours qu'une minorité qui menait la bagarre. La majorité approuvait peut-être moralement, mais soit par lâcheté ou par « nécessité familiale », elle faisait le jeu de son exploiteur en restant à l'usine sous la protection de la police qui arrêtait les militants en action, et de son président de tribunal et distributeur de mois de prison.

Maintenant, il faut dire que les « jaunes » acceptaient les avantages obtenus par la minorité si le mouvement était victorieux. L'honnêteté aurait voulu qu'ils refusent le bénéfice de l'action à laquelle ils n'avaient pas voulu participer.

On aura beau tourner autour du pot et chercher des « conciliations inconciliables », cela ne changera rien à la situation : à savoir que le droit de grève ne se quémande pas et qu'en tout cas si les travailleurs avaient quelqu'un à consulter, ce ne pourrait être que l'animateur, exploité comme eux et travaillant à leurs côtés, ayant fait preuve d'assez d'indépendance à l'égard des exploiteurs, des partis politiques et des maîtres quels qu'ils soient.

La révolte des salariés contre ceux qui les grugent est un acte de légitime défense. Et je vois mal ceux-ci pleurnichant et demandant humblement la permission de se battre pour obtenir de manger à leur faim.

« Entre eux et nous, c'est une question de force », disait Clemenceau. C'est absolument exact. Il faut que les volés de toujours réagissent contre leur propre apathie, résistent aux mirages des mensonges et résistent au paternalisme intéressé de tous ceux qui gagnent à ce qu'ils restent bien « sages ».

Cette sagesse que l'on désire d'un côté de la barricade n'est pas la sagesse de la raison, celle d'hommes qui veulent *savoir* avant *d'accepter*. C'est une sagesse d'eunuques les faisant se mettre à plat-ventre.

Pour sortir de « l'abattoir » qu'est le

monde actuel, une seule solution : la « bagarre » raisonnée de tous ceux qui ne veulent dominer personne, ni être dominé par quiconque.

Hors de là pas de solution : ou la raison logique tuera la bêtise ou la bêtise submergera le monde.

Ouvrier, mon frère, éduque-toi, raidis-toi et fonce dans le seul chemin qui vaut la peine qu'on aille jusqu'au bout : celui de la Liberté.

Tu n'auras plus en ce cas à demander le droit de te mettre en grève et les juristes, tous les juristes, ceux de la « Sociale » et les autres n'auront qu'à rentrer leur porte-plume.

**Pierre LE MEILLOUR.**

# LES FILMS

## "Hamlet"

PRINCE des princes, poète de l'intelligence, Hamlet prend la place du spectre de son père qui le hantait, dans le miroir flou où se projettent les nébulosités de l'âme, lorsque l'on médite la parole de Gide : « Tout choix est effrayant quand on y songe. » Décidément, le désespoir est un grand penseur. Et nul rêveur n'échappe à Hamlet. Cette voix si douce a le sens le plus tragique de la mort ; elle est la conscience en toute chose. Comme Pascal, Hamlet n'est dupe de rien. *Il sait.* « Des mots... des mots... », dit-il, comme s'il disait : « Où suis-je ?... »

Avez-vous vu passer les rêves ?

Avez-vous senti leurs ombres voiler de brumes l'Elseneur, ces vies qui cessent, ces morts qui rôdent, ce monde, cette variation sublime, ce prince de Danemark, pâle et blond, noble et pensif, déjà homme et encore enfant, comme tout être de poésie et de musique, et... si loin ?

Il fallait la ferveur, l'intelligence et le grand talent dramatique de Laurence Olivier pour vibrer et faire vibrer à la hauteur du grand Will. Quelle magnifique compréhension du langage shakespearien ! On ne parvient à Shakespeare que par la musique. Sa poésie flotte dans l'espace. Alors que Racine est un architecte doublé d'un analyste. Voyez comme ce film a l'air simple dans sa forme. Sa tonalité d'ensemble est vraiment merveilleuse. On ne se sent pas gêné par le chef-d'œuvre du théâtre du plus grand « poète tragique » — selon une expression chère à Suarès — que le monde éternel ait connu. Les images n'illustrent pas le texte ; elles expriment le mouvement. Cette œuvre cinématographique s'écoule aussi sobrement qu'il fallait. Une atmosphère de tragédie féerique enveloppe *Hamlet*. Et nous savons bien que tout cela est vrai. Le génie du voyant de Sttraford est tel qu'il met l'exquise fraîcheur et la divine tendresse de l'aurore dans ce terrible rappel à Ophélie : « Nous sommes tous des gredins. » « Shakespeare est si libre, dit André Suarès dans son splendide ouvrage consacré au poète tragique, il est si fort qu'il s'efface sans cesse dans les formes qu'il contemple et qu'il délivre en les créant... » Rien n'est précipité, tout vient à son heure. « C'est une question de distribution », a écrit Annouilh.

Il n'est pas donné à tout le monde d'être poète, au cinéma ; d'autant plus que dans cet art les plus grands — les seuls — se taisent le plus souvent.

On ne recommence pas et on ne fait pas tous les jours *La Roue, L'Age d'or, La Ruée, Que viva Mexico* ou *Quai des brumes* et *Le Jour se lève.* Avec le cinéma, le poète peut-il compter sur *demain* pour être, enfin, « respecté » ? Ce langage a tout le temps qu'il lui faut. Poètes, frères de larmes, ne mourrez quand même pas trop jeunes, malgré votre affection pour les rivages de la mort, ô Jean Vigo !... C'est pour cela que la poésie sur un écran, et au delà de l'écran, dans le prolongement de quelques âmes, tient toujours un peu du miracle lorsqu'elle surgit dans le flottement envoûtant des paysages et « éveille » d'insolites accents d'une grave, ardente et obsédante musique.

Interprétant l'immense Shakespeare, Laurence Olivier a fait de son très beau film un acte de poésie. (Evidemment, cela ne se sait pas chez les critiques ; ce siècle a désappris la grandeur, ô souffle de Shakespeare !) L'acteur anglais émeut en un style d'une merveilleuse simplicité. Il est plus poétique, moins sèchement intellectuel que l'Hamlet de Jean-Louis Barrault. (La traduction de

Gide est particulièrement belle, auréolée de poésie par endroits, mais trop sobre, trop classiquement française, alors que la version originale nous met au plein de l'émotion shakespearienne.) Barrault est extrêmement intelligent ; il a su exprimer Carné et Prévert, dans *Les Enfants du Paradis*, de façon ravissante et quelque peu géniale — compte tenu de ce qu'il doit consciemment ou inconsciemment à Chaplin — mais il lui manque ce visage prédestiné, cette lueur adorable du génie d'Hamlet. Ici, Laurence Olivier paraît inoubliable.

Shakespeare, le plus libre des hommes, contient tous les philosophes ; car tout n'est qu'une question de « conscience ». « L'instable est une variation modulatrice dans l'infini », ai-je écrit non sans plaisir. Personne, mieux qu'André Suarès, n'a su parler de Shakespeare. En esthéticien génial, Suarès *sent* le grand poète de l'univers humain avec la maîtrise haute du solitaire princier qu'il n'a jamais cessé d'être. Ecoutons sa musique : « La langue de Shakespeare ne tend plus à peindre, ni à définir, ni même à éclairer la pensée. Comme toute musique, elle met l'âme au plein du sentiment passionné. Tel est aussi le style de Rembrandt et celui de Pascal, dans ses coups de foudre en retour sur soi-même ; tel le style de Dante, quelquefois, et parfois de Michel-Ange, si souvent aussi le style de Verlaine, et jusqu'à l'excès, qui touche à la folie, où tout lien logique est rompu, la prose de Rimbaud ; chez Rimbaud, ce jeune prophète de la vision, la difficulté s'accroît de ce qu'il est tout en sensations. » Ailleurs, Suarès écrit : « Hamlet est le héros de Shakespeare par excellence. » Suarès aurait sans doute goûté le film de Laurence Olivier.

Hamlet dissertant sur la tour, entouré de brume, d'océan et de solitude, porte un monde en lui.

« ...Et c'est ainsi que la verdeur première de nos résolutions s'étiole à l'ombre pâle de la pensée... »

Shakespeare n'a jamais été dépassé dans la prodigieuse faculté de « rêver les pensées », au delà des âges et du temps, des normes et des mondes. Selon Suarès, « il savait ce qu'il faut pour deviner le reste ».

« Bonne nuit, gentil prince. Que le chant des cohortes d'anges te conduise vers le repos» dit le sage Horatio.

**Roger TOUSSENOT.**

---

# Histoires vécues du jour et de la nuit

LA sollicitude du berger pour ses troupeaux, tout en étant fort intéressée, a maintes fois servi d'exemple dans l'enseignement de la jeunesse. Jusqu'à ce qu'il les vende au boucher, le « bon » berger fait prospérer ses moutons tout comme la « bonne » fermière le fait pour sa basse-cour. Et cette sollicitude expérimentée leur enjoint de soustraire leur cheptel à toute souffrance, voire à tout travail inutile.

Que cela procède d'un sentiment intéressé, peu importe, c'est en conclusion de l'intérêt bien compris. Mais le berger qui s'appelle l'Etat est dominé, lui, par une telle avidité de jouissances de toutes sortes, il en est arrivé à une telle dépravation que chaque jour, morceaux par morceaux, il consomme son troupeau. Cancer du peuple, parasite respecté, l'Etat, en nous dévorant, ne semble point se préoccuper qu'il crèvera un jour sur nos pourritures devenues enfin inaptes à sastisfaire ses appétits.

Mais quand l'Etat crèvera-t-il ? Pour l'instant, il se porte à merveille. Il a pour lui des milliers de braves bougres qui se font une gloire de le servir, de l'entretenir dans sa nocivité, de le sustenter à leurs dépens et même de se sacrifier pour lui. Bien plus, un nombre considérable de ce qu'on est convenu d'appeler « les honnêtes gens » vénèrent à tel point l'Etat qu'ils tiennent encore ses sanctions pour infamantes. Tout comme les « respectueuses » devant les corrections de leurs négriers.

C'est ainsi qu'un pauvre profeseur désespéré décida l'autre semaine de mettre fin à ses jours de misère.

Végétant de quelques leçons, enseignant ici et là les « math' », le latin, la grammaire et l'histoire, il persévérait dans sa tâche tout en payant ses impôts

aussi ponctuellement que possible. Et dans ces impôts étaient comprises ces fameuses « allocations familiales » dont sont redevables tous ceux qui exercent une profession libérale.

Ancien combattant, médaille de sauvetage, licencié ès lettres, soixante-six ans, casier judiciaire vierge, respecté de ses voisins (bons renseignements de sa concierge), sans opinion subversive, c'était donc « le bon citoyen » au sens propre du mot. Aussi cet homme, dont toute la vie avait prouvé l'attachement aux devoirs civiques, considérait-il encore le fait d'aller en prison comme une chose ignominieuse. Et même il tenait pour une déchéance la seule comparution devant un tribunal en qualité d'accusé.

Or voici qu'un « beau » jour il reçut un libellé des « Allocations familiales » lui enjoignant de payer une somme de trois mille francs dans le délai de quinze jours, faute de quoi il serait traduit devant le tribunal de police (*sic*).

Ah ! Ce n'était plus un simple commandement du fisc qui vous menace de vous dépouiller !

Un tribunal ! C'était peut-être la prison !

L'ancien combattant trembla.

Puis, finalement, ne pouvant trouver la somme que ses maîtres exigeaient, il écrivit sur le mur de sa chambre : Tout plutôt que la prison.

Et devant ce mur il se pendit. Mais la corde était si vieille qu'elle se rompit dans ses derniers soubresauts. On parvint à le ranimer, à le sauver.

Mais il n'échappera pas au fisc. Espérons alors que le vieux professeur aura compris, cette vérité première qu'il faut vivre avec son temps.

Cet effroi, non pas tant de la souffrance du prisonnier mais plus encore de la condamnation judiciaire, ne peut plus s'expliquer de nos jours. En effet, les condamnations se sont tellement multipliées que cette phrase est aujourd'hui courante : « Quand j'étais à Fresnes... ou ailleurs... »

Cette évocation d'un souvenir douloureux devient banale. Il n'y a plus guère que les recordmen de l'incarcération qui peuvent s'en prévaloir. Il faut avoir fait au moins cinq ans pour s'en vanter sans faire rire. Sinon la chose passe inaperçue. Voilà où nos maîtres en sont arrivés. L'effet *moral* de la condamnation est nul. On s'en fout.

Et c'est très bien qu'il en soit ainsi. Réfléchissez à cela, professeur rescapé. Et pour payer le fisc : Allez aux courses.

Il y a peu de temps encore, dans la bouche d'un défenseur de la morale publique, le jeu était assimilé à la débauche. Dans les romans « pour familles », le joueur était tenu en mépris.

Aujourd'hui, le joueur est tout autrement considéré. Car le joueur est devenu un des piliers de l'Etat. Et sur tous les murs, de magnifiques affiches en couleurs sollicitent le passant : Allez aux courses !

L'Etat ne dissimule plus. Il ne parle plus de la nécessité nationale d'améliorer la race chevaline, il ne camoufle plus son truc.

Adolescents ambitieux, filles avides, chômeurs inquiets : allez aux courses !

Le conseil a porté. Tant et si bien qu'après avoir perdu sur un champ de courses sa paie du samedi, un parieur malheureux s'est jeté dans la Seine.

Il avait vingt-trois ans. Il avait sans doute hésité entre « le billet gagnant » de la Loterie nationale et « le tuyau sûr » du champ de courses. Peu importe. Les racoleurs sont les mêmes. Mais ce « fait divers » ne figure pas en manchette dans les journaux. Ces choses-là ne sont point à divulguer quand on veut qu'une maison de jeu marche bien. A Monte-Carlo, les suicidés étaient prestement escamotés et enterrés de nuit. Ça n'a pas dû changer. Mais Monte-Carlo ne fait pas partie des « Grands ». Monte-Carlo s'avoue station de luxe et ne fait de morale à personne. La principauté a un passé sans histoire. Sans chevalier Bayard et sans La Tour d'Auvergne.

Monte-Carlo, avec ses hôteliers, ses croupiers, ses cochers, son armée de soixante soldats-gendarmes, son peuple indolent et dégrevé d'impôts, Monte-Carlo c'est du nationalisme-jouisseur.

C'est logique et sans chiqué.

Mais nous !

Allons, l'Empire, un peu de tenue !

**Aurèle PATORNI.**

# Conséquences du progrès

Avec le phénomène du « transfert », la recherche du rendement caractérise la marche du progrès. L'amélioration du rendement obtenue, toujours appréciable, presque toujours mesurable, est donc la première conséquence, et celle qui saute aux yeux, de toute activité humaine, qu'il s'agisse d'activité technique au sens le plus limité du mot, qu'il s'agisse d'activité sociale, morale ou encore esthétique.

Mais il est d'autres conséquences non moins importantes sur lesquelles l'attention doit être appelée, parce que, l'habitude aidant, on a beaucoup moins tendance à les remarquer, bien qu'elles s'observent aussi dans tous les domaines de l'activité de l'homme. Et l'on en peut dire aussi, dès que l'on se place à un certain point de vue « sentimental », qu'elles sont au même titre sujettes à caution. « L'amélioration du rendement n'améliore en rien la condition de l'homme », écrit Georges Pascal (1). Et c'est moins vrai qu'il n'y paraît, ainsi que nous essaierons de le montrer plus tard.

De même, la *solidarité fonctionnelle* qui résulte du progrès s'accompagne socialement de pas mal d'ennuis qu'on aperçoit avant tout, et ordinairement on voit mieux les mille petites servitudes apportées par le progrès de l'organisation sociale que la *libération,* individuelle et générale, dont elles sont encore aujourd'hui l'immanquable revers.

***

Rendement, solidarité, libération, telles semblent bien être au total les conséquences du progrès. Ici encore, il faut mettre tout de suite le lecteur en garde contre les idées fausses que pourrait faire naître cette expression. Les faits de toute nature sur lesquels peut s'appuyer l'analyse du progrès sont toujours dans une étroite interdépendance. Causes et effets sont souvent inextricablement liés et ce n'est précisément que par effort d'analyse et dans un but de clarté qu'il est possible de les dissocier ou de les grouper autrement qu'ils ne se présentent.

La recherche du rendement, dont nous avons vu qu'elle est un des caractères fondamentaux du progrès, se distingue mal à l'origine de ses résultats. Pourtant, on la voit se préciser de plus en plus, et l'on sait combien le mot de recherche est courant aujourd'hui dans le domaine de la science pure comme dans celui de la science appliquée. Instituts, laboratoires, bureaux d'études sont les organismes répondant au besoin de travailler systématiquement à la recherche scientifique, et l'on sait aussi combien un pays comme les Etats-Unis a pris d'avance à ce sujet sur tous les autres, quels efforts de son côté un pays comme l'U.R.S.S., après l'Allemagne vaincue, déploie pour rattraper son retard, quelle apathie et quelle indifférence entourent en France les chercheurs... Si l'on s'arrête un instant à cette remarque, on constate que le pays qui est le mieux équipé est le pays de l'argent-roi. Et l'on est frappé par ce fait : l'argent paie la recherche parce que *la recherche paie.* Elle paie en monnaie sonnante et trébuchante, et l'on sait à quel point, aux Etats-Unis, la monnaie est devenue le dénominateur commun de toutes les activités, le thermomètre pratique auquel se mesure le rendement. On est amené à conclure que, dès que l'homme s'applique à améliorer le rendement des outils qu'il a créés, quels qu'ils soient, et dans quelque but que ce soit, il obtient rapidement des résultats tangibles. Et les résultats s'accroissent avec l'accroissement des moyens mis en œuvre pour la recherche.

Dans l'ordre des faits esthétiques, si on délaisse le côté technique de la possibilité d'exprimer des idées et des sentiments (production et utilisation des instruments de musique, des outils et des matériaux du peintre et du sculpteur...), on observe quelque chose de tout à fait

(1) *Défense de l'Homme,* n° 5, p. 29.

parallèle en ce qui concerne la recherche des formes et des moyens d'expression proprement dits. On peut lire, sous la plume d'un musicien en renom, les lignes suivantes : « Dans l'espoir que mes élèves reprendront les idées que je vais développer — soit pour s'en servir mieux que moi, soit pour en tirer autre chose, soit pour les rejeter définitivement si l'avenir les prouve non viables — je rédige mon traité en prenant le lecteur par la main, en cherchant avec lui, en le guidant doucement dans les ténèbres où j'ai espéré, vers une lumière restreinte et préparatoire à ce mieux qu'il pourra trouver ensuite » (2). L'auteur, notons-le en passant, est catholique, et l'on sait quelle force de conservation représente l'Eglise, quel bastion elle a toujours été contre toutes les idées nouvelles et d'une manière générale contre tous ceux qui se sont réclamés ou se réclament de l'idée de progrès.

C'est de cette recherche que sont nées et que naissent chaque jour les théories, les doctrines, les écoles dont nous avons vu qu'elles tendent à accroître sans cesse le nombre de ceux qui deviennent sensibles à l'émotion esthétique. Dans ce domaine aussi, la recherche paie, et elle ne paie pas seulement les chercheurs, mais tous ceux qui, de près ou de loin, consciemment ou non, bénéficient de leur effort.

Au point de vue moral comme au point de vue social, il en est de même, mais, toujours, la qualité humaine du résultat des efforts dépend de leur but, de leur orientation, et non de considérations *a priori* sur la valeur spirituelle ou morale de tel ou tel système. Ainsi, quand Taylor commence à codifier le système qui porte son nom, quand Bedeau le perfectionne à sa manière, ils n'ont pas en vue l'un ni l'autre l'amélioration de la condition ouvrière par l'attribution de primes ou de hauts salaires, mais tout simplement la préoccupation de tirer le meilleur parti, pendant qu'ils l'ont sous la main (durée de présence à l'usine), d'un « outil » particulier qui est l'ouvrier, d'une « force » non mécanique appelée main-d'œuvre. « La société est le lien, le véhicule de toutes les formes d'activité. Les cercles sociaux, les institutions, le droit, la morale s'y sont progressivement *multipliés* et *spécialisés,* en fonction des développements qu'ont pris les techniques et l'économie, les croyances et la pensée, le jeu et les arts » (3).

Le progrès horizontal apparaît ainsi comme le résultat, à tous les points de vue, de l'accroissement du rendement.

***

Le profane qui jette pour la première fois les yeux sur une machine voit un ensemble ayant une unité, une sorte de personnalité qui résultent de ses formes extérieures et de sa destination générale. Mais le professionnel qui est en présence de la même machine songe immédiatement à tous les organes compliqués qui se commandent mutuellement pendant sa marche. Combien de gens ne connaissent de l'automobile que l'aspect de la carrosserie ? Mais n'importe quel mécanicien de garage, en présence d'une voiture en panne, trouve rapidement quelle est la pièce brisée ou faussée qui interdit tout mouvement au véhicule.

Or, une machine, quelle qu'elle soit, n'est pas autre chose qu'un outil complexe, c'est-à-dire ayant souvent une très longue lignée d'ancêtres dont chaque « génération » nouvelle était un progrès sur la précédente. Cette machine elle-même n'est pas un terme d'arrivée. Elle s'inscrit dans une chaîne dont elle n'est pas le dernier maillon. Mais, telle qu'elle se présente, elle frappe donc généralement par cette *unité,* cette *simplicité* d'apparence lorsqu'on la voit du dehors, et par la *multiplicité* de ses organes internes, par cette *complexité* de leurs rapports d'ensemble, même si, comme c'est le cas le plus ordinaire, chacun de ces organes par lui-même est extrêmement simple. Ce double aspect d'une machine, suivant qu'on la regarde du dehors ou du dedans, résulte précisément de la SOLIDARITÉ FONCTIONNELLE qui règne entre ses divers éléments. Le but est *un.* Les organes sont *multiples.* Chacun d'eux n'est rien, isolé de l'ensemble. Que l'un vienne à ne plus pouvoir remplir son rôle et rien ne va plus.

On peut comparer, mais non assimiler

---

(2) Olivier Messiaen, *Technique de mon langage musical,* t. I, introduction.

(3) F. Sartiaux, *La Civilisation,* Colin, 1938, p. 33.

la machine et le corps d'un être vivant. Même unité d'ensemble. Même *harmonie* extérieure, le plus souvent. Même complexité interne. Même solidarité des organes. Mais, si celle-ci est également développée, elle présente cependant un caractère particulier chez les êtres vivants, c'est que l'arrêt, la destruction d'un organe ne signifient pas nécessairement l'arrêt, la mort de l'ensemble. La machine ne repart pas sans intervention de la main de l'homme, et sans remise en état de la pièce défectueuse ou sans remise en place d'une pièce nouvelle. Tandis que chez les êtres vivants, la faculté d'autoréparation organique est d'une puissance prodigieuse dont le mystère, sinon le mécanisme, ne semble pas près d'être connu.

A l'examiner de près, cette solidarité fonctionnelle entre les divers organes d'une machine résulte à son tour de deux choses : la *spécialisation* de chaque organe et sa parfaite *adaptation* au rôle qu'il doit jouer. Dans la machine adaptée par sa forme, ses dimensions, sa puissance au but poursuivi, chaque organe tend à avoir la forme et les dimensions géométriquement les plus simples, le poids le plus réduit, la résistance juste nécessaire et suffisante aux efforts à fournir et aux chocs ou frictions à subir. A la limite, on a les machines sans organes mécaniques, ou presque, celles qui fonctionnent avec le minimum de déperdition d'énergie sous quelque forme que ce soit. C'est à cet égard que les travaux sur l'électricité, les ondes électriques, le rayonnement ont apporté cette chose extraordinaire, et qui pourtant ne frappe presque plus personne aujourd'hui : la transmission des ordres à distance sans autre intermédiaire que l'air porteur des ondes. Transmission qui suppose la mise en route d'une source d'énergie capable d'assurer l'exécution des ordres. Nous voilà loin aujourd'hui des courroies de transmission qui assuraient seulement le transport de l'énergie.

Cette remarque amène à la constatation d'un autre effet de la solidarité fonctionnelle qui résulte du progrès, toujours sur le plan technique. C'est la *commodité* croissante d'emploi de tous les outils, même les plus délicats, outils étant entendu ici au sens le plus large : tout ce qui est de nature à augmenter l'*efficacité* du geste humain. C'est ainsi que les machines agissent sans exiger pratiquement la moindre énergie musculaire.

Mais ce qui est vrai dans le domaine technique l'est aussi dans le domaine social. L'*unité* des groupes humains, à toutes les échelles, s'accroît à mesure qu'ils s'accroissent numériquement. Mais l'accroissement numérique amène la multiplicité des rapports entre les composants du groupe. A la *simplicité* externe de l'appareil gouvernemental correspond la *complexité* des organes d'exécution. La division du travail au sein d'un groupe social correspond à celle qui s'effectue sur le plan technique. Depuis la plus haute antiquité, il y a toujours eu dans les agglomérations importantes des métiers différenciés qu'on ne trouvait pas là où les hommes étaient à peu près isolés. Aujourd'hui, on ne voit plus d'artisans polyvalents que dans les villages. Encore la grande industrie a-t-elle énormément réduit leur rôle.

« A cette extension [du champ social] et au développement de la pensée correspond une certaine *rationalisation* des institutions, en ce sens qu'elles sont devenues de plus en plus *générales* et *abstraites* (ce qui ne veut pas toujours dire sages et bienfaisantes) et que, dans certaines directions, elles ont tenu compte d'une expérience croissante... Le droit surtout s'est rationalisé : extension du régime de la propriété aux symboles fiduciaires, des contrats personnels à des contrats généraux, collectifs, de plus en plus abstraits ; lois applicables à tous... substitution aux vengeances particulières de sanctions uniformes exercées dans l'intérêt commun par un pouvoir centralisé, au duel, à l'ordalie, à la divination, de la procédure civile et criminelle...

« Si l'on passe des institutions à leurs rapports avec les individus, d'autres séries apparaissent... Accroissement de la *solidarité*, à mesure que les liens sociaux se sont différenciés... Augmentation des *diversités* par la division du travail, des fonctions, des institutions, en même temps que des *similitudes* par uniformisation. C'est à tort qu'on a voulu ramener tout le progrès social à une différenciation, à une hétérogénéité croissantes. Si les individus sont devenus plus différents par la multiplication de leurs travaux, ils sont devenus plus semblables par la langue, le costume, la religion, le droit, le

nivellement des conditions de travail en série, la vie *standard* » (4).

Ainsi, dans tous les domaines, la solidarité fonctionnelle est, avec l'accroissement du rendement, un des effets les plus remarquables du progrès. On peut en quelque sorte mesurer celui-ci simplement par le rapprochement des moyens concourant au même but à des moments différents. A mesure que l'on remonte dans le temps, pour parler comme les mathématiciens, on constate que les solutions sont de moins en moins « élégantes », simplement parce qu'elles sont en rapport, au moment considéré, avec le développement des connaissances, des arts et des techniques dans le groupe humain observé.

⁂

Un troisième effet du progrès sous toutes ses formes et dans tous les domaines consiste dans une *libération* croissante de l'être humain et de l'espèce humaine des mille et une contraintes dont on les voit assaillis dans le passé. Cette libération a son corollaire dans les multiples liens qui enserrent la vie de l'individu, d'autant plus nombreux que le groupe dont il fait partie est plus grand. Mais il paraît bien certain qu'on aurait tort de s'exagérer la puissance de ces liens. Quel est l'homme qui, aujourd'hui, est obligé de craindre à chaque instant, à chaque pas, pour sa vie ? La contrainte *permanente* qui pesait sur la vie de l'homme primitif, en raison des menaces extérieures, a disparu. De même, la peur des ténèbres, et bien d'autres, dont on réalise difficilement à quel point elles ont pu influer sur la vie de nos ancêtres. Aujourd'hui, on peut craindre de perdre la vie en traversant une rue, en montant dans un train, dans un avion. Mais qui donc est obsédé perpétuellement par cette crainte ? Les dangers se sont multipliés, à beaucoup d'égards, si l'on veut, mais, en fait aucun ne nous menace plus particulièrement qu'un autre, aucun ne nous accable, au point d'orienter toutes nos pensées et tous nos actes dans le but de nous en préserver. Même, hélas ! le danger le plus grave que nous courons tous aujourd'hui échappe à la conscience de la plupart des gens. La guerre, qui devrait nous animer contre elle, sans répit et sans trêve, n'apparaît pas, dans les préoccupations courantes, comme le danger immédiat et permanent de mort brutale ou de souffrances sans nom.

Les hommes d'aujourd'hui connaissent, du fait de la libération qu'ils doivent au progrès sous toutes ses formes, une indépendance dont ne rêvaient probablement pas nos arrière-grands-pères et s'ils en avaient rêvé, ils l'auraient jugée impossible à conquérir. Nous ne sommes plus enchaînés dans l'espace, comprimés dans le temps, asservis aux cataclysmes naturels. La nature est de plus en plus la servante de l'homme, et il faudra bien qu'un jour l'espèce humaine tout entière bénéficie des services que les forces naturelles déjà si largement domptées doivent lui rendre. Mais à chaque instant on entend les hommes se plaindre de ce que les progrès déjà réalisés ne comblent pas toutes leurs aspirations. Il est certain qu'un temps appréciable peut encore s'écouler avant que toutes les conséquences favorables pour la vie et le bonheur de l'immense majorité des êtres humains résultent des découvertes que font chaque jour les savants et des applications pratiques de ces découvertes. Il est certain aussi que les avantages de la vie sociale ne sont pas encore et ne seront pas régulièrement répartis avant longtemps. Actuellement, c'est dans les agglomérations urbaines qu'ils sont les plus visibles et les plus nombreux. Et enfin, parce que le progrès n'est pas une affaire morale, mais pourrait-on dire, en bien des cas, « une affaire » tout court, qui doit donner du profit à celui qui en est l'initiateur, il apparaît qu'un très grand nombre d'êtres humains se trouve souvent lésé par l'apparition de ce qui aurait pu apporter plus d'indépendance et de facilités de vie à tous. Mais nous touchons là aux conditions du progrès dans ses rapports avec l'amélioration des sociétés humaines, et nous y reviendrons.

LAUMIÈRE.

(4) F. Sartiaux, ouvrage cité, pp. 35-36.

---

## EXCUSES

*L'organisation de la fête, en supplément de notre besogne habituelle, nous a mis bougrement en retard dans les réponses à faire à nos correspondants. Nous n'avons donc oublié personne et nous aurons rattrapé ce retard dans les prochains jours.*

# Un peu de pudeur S.V.P.

En 1919, après une victoire très chèrement payée, l'autre guerre n'avait vu fleurir que quelques associations d'anciens combattants, il y en eut trois ou quatre, au demeurant assez tranquilles, et qui se préoccupaient beaucoup plus d'avantages à obtenir, qu'à se dresser, comme on aurait pu l'espérer, contre une nouvelle catastrophe. Mais il faut reconnaître, à la décharge de ces anciens combattants, qu'ils ne cherchèrent pas, à part quelques exceptions, à jouer un rôle politique. Maréchaux et généraux même, ne se mirent pas particulièrement en vedette, tous se comportèrent d'une façon à peu près normale. On avait pourtant gonflé certains d'entre eux, mais aucun ne chercha trop à prendre la tête d'un mouvement quelconque, et les politiciens professionnels continuèrent à se disputer les places.

Ah ! il n'en est pas de même cette fois où, après l'invraisemblable débâcle de 1940, qui représente le plus grand désastre militaire que nous ayons connu, notre pays se trouva dans le camp des vainqueurs. Tous les mérites dont on a pu parer F.F.I. et F.T.P. et autres résistants, ne peuvent tout de même pas nous faire oublier que militairement nous avons été non seulement écrasés, mais ridiculisés, et nous ne pouvons pas ici retenir comme de lucides prophéties les slogans lancés par Paul Reynaud et le général de Gaulle : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », « La France a perdu une bataille, mais n'a pas perdu la guerre ». Il ne s'agit pas de jouer sur les mots, ni sur la fortune inattendue des armes, nous avons été battus à plate couture et l'armée française s'est rapidement trouvée en vue des Pyrénées ou dans les Stalags. On a imaginé, par la suite, toute une série de raisons pour expliquer ce sauve-qui-peut général, pour essayer de démontrer que, tout compte fait, nous n'avions même pas été vaincus, mais trahis, livrés pieds et poings liés à l'adversaire, on a démesurément grossi, pour les besoins de la cause, ce qu'on appelle la cinquième colonne, et les mêmes gens qui exaltaient la qualité et la quantité de notre matériel, prétendirent ensuite qu'il était sans valeur et nettement insuffisant.

On aurait pu penser cependant qu'après une telle aventure on aurait été guéri, au moins pour une certaine période, de ce goût néfaste de se mettre en rangs et de marcher au pas derrière des drapeaux et des orphéons. Pas du tout ! Le comportement de la masse des Français est déroutant et affligeant. Depuis 1944, nous avons vu surgir une invraisemblable nuée d'associations patriotiques : Anciens Combattants, Prisonniers, Déportés, Evadés, Réfractaires, Maquisards, F.F.I., F.T.P., Rhin et Danube, Anciens de la 2e D.B., etc., etc... Entre nous, après la frottée de 1940, ne trouvez-vous pas que ça fait beaucoup ?

La plupart des dirigeants de ces associations se jetèrent avec avidité sur les places et fonctions officielles. Il fut facile de déguiser en « collaborateurs » ceux dont on voulait la situation, ce fut une curée inouïe, ignoble et, bien souvent, sanglante.

En juin 1940, j'ai assisté de chez moi, à la débâcle de l'armée, à l'exode de ces populations affolées, j'ai essayé vainement de retenir quelques familles, de les raisonner, je n'ai pu attirer sur moi, le calme revenu, que de la suspicion qui m'a rapidement classé dans la fameuse Ve colonne. Depuis, j'ai vu beaucoup de ces mêmes personnages qui, en juin 1940, la frousse au ventre, échappant à toute raison, fuyaient comme des péteux, plastronner toute honte bue, dans des défilés, qu'on dit patriotiques, la tête haute. J'ai connu des actes d'une lâcheté écœurante dans un pays où l'autorité avait démissionné et où souvent des escarpes faisaient la loi.

Je n'aurais jamais pu supposer que la folie patriotique puisse reprendre à ce point le Français, qu'ils se remettent en rangs avec un tel ensemble, qu'ils aient à ce point besoin de drapeaux, de ferblanterie, de défilés. Je n'aurais jamais pensé qu'ils ne se souviendraient pas de 1940.

Nous qui essayons de nous accorder sur la raison, allons-nous nous considérer comme définitivement vaincus ? N'est-il pas venu le moment de commencer à déculotter ces faux grands hommes, ces fausses gloires qui ne bâtissent leur renommée que sur la bêtise et le sang des hommes. Il se peut que ça ne serve absolument à rien, ils sont si nombreux à avoir tort, que la lutte apparaît par trop disproportionnée, alors faison notre la maxime de Guillaume-le-Taciturne : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. »

**Jean REYMOND.**

# Pacte atlantique et union occidentale

WALTER LIPPMAN, célèbre journaliste yankee, est partisan de dissocier l'alliance militaire (Pacte Atlantique) du regroupement économique européen (Union Occidentale). Il ne croit pas qu'ils soit avantageux pour les Etats-Unis d'imposer à des pays tels que la Suède, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et l'Italie, un programme de réarmement. Il croit que l'avenir de la paix est « dans une politique d'équilibre des puissances, et non pas de pression militaire ».

Quelles que soient, par ailleurs, les fondamentales différences de point de vue qui nous séparent de Walter Lipman, nous devons reconnaître qu'il a entièrement raison — dans l'intérêt même des U.S.A. — de ne pas vouloir convertir en forteresses et en parc d'artillerie les pays de l'Europe moyenne. Son seul tort à nos yeux est de ne pas étendre à la France, au Benelux et à la Grande-Bretagne ce raisonnement.

Nos raisons sont les suivantes :

1° L'Europe Occidentale est ruinée, démoralisée, saignée à blanc ; le réarmement est un luxe mortel qu'elle ne peut se permettre ;

2° Une politique de réarmement imposée par l'Amérique et, en particulier, la substitution des livraisons de matériel de guerre aux livraisons de matériel de paix, dresserait contre les U.S.A. l'ensemble des masses européennes frustrées et désespérées : tout contribuerait donc à livrer chaque forteresse nationale, de l'intérieur, aux cinquièmes colonnes communistes ;

3° Dans ces conditions, il est hors de doute que l'Etat russe serait fortement tenté de mettre la main, par une offensive foudroyante, sur les troupes entraînées, et sur les réserves d'armement accumulées entre l'Elbe et l'Atlantique, bref, sur tout le potentiel de guerre des nations ainsi envahies. Après quoi, l'U.R.S.S. entrerait en conflit direct avec les Etats-Unis dans des conditions beaucoup moins défavorables pour elles, que si l'envahisseur russe n'avait trouvé devant lui qu'une Ouest-Europe sans militarismes artificiels et avant tout sans potentiel guerrier utilisable;

4° Le seul atout sur lequel puisse compter l'Europe Occidentale contre le communisme est son propre relèvement économique, c'est-à-dire son propre fédéralisme et son propre libéralisme, sa propre capacité à réorganiser une vie pacifique et heureuse, avec l'aide des livraisons américaines.

La seule garantie pour les U.S.A. que leurs livraisons à l'Europe ne serviront pas à leur faire la guerre est précisément le caractère non guerrier, libéral-économique, de leur aide à l'Europe.

La seule raison que peut avoir Staline d'épargner l'Europe Occidentale et de respecter la paix, est la menace représentée par le potentiel industriel et par le dynamisme économique américain, concentré sur le territoire des U.S.A. et infiniment supérieur au potentiel et au dynamisme russe.

Pour toutes ces raisons, nous disons :

La lutte en Europe ne peut être menée efficacement contre le totalitarisme russe que par les armes économiques et idéologiques que voici :

1° Union occidentale pour l'utilisation pacifique libérale des crédits Marshall ;

2° Réhabilitation des pays « vaincus », Allemagne, Autriche, Italie, etc. ;

3° Travail révolutionnaire dans les pays slaves contre l'impérialisme grand-russe, et en Russie même contre le pouvoir stalinien.

**André PRUNIER.**

## UN TIMBRE S.V.P.

**Nous ne pourrons vous écrire comme nous le voudrions, camarades, si vous oubliez de joindre un timbre pour la réponse. Pensez-y donc.**

# LIBERTÉ, déesse illusoire

Si nous posions la question de savoir ce qu'est la liberté, sans doute pourrions-nous y répondre par la formule suivante : « Dans l'absolu, la liberté, ce serait pour chacun la possibilité de faire ce qui lui plaît à tout moment et en toutes circonstances et de satisfaire ainsi tous ses caprices. » En somme, chacune de nos actions, si petites soient-elles, est déterminée par le choix que nous faisons entre plusieurs alternatives. Dans les actes secondaires, ce choix s'opère sans hésitation, parfois même instinctivement ; mais dans les actes importants de la vie, il ne s'exerce pas sans délibération, sans que les conséquences de nos décisions n'aient été pesées, évaluées, supputées, après que le but à atteindre ait été fixé avec précision.

Il est bien évident que ce choix, cette liberté sont constamment limités et contrariés par ceux d'autrui, de même que par les lois en vigueur, les impossibilités matérielles et, le plus souvent, par le manque de moyens financiers ou de loisirs. Ainsi, celui qui prendrait un soir la liberté de couper la lumière de toute la ville irait contre la liberté légitime de ses habitants de jouir de cette lumière ; et la sienne alors ne pèserait pas lourd en regard de la leur. Que la fantaisie lui prenne, un autre jour, de commettre des scandales sur la voie publique ou quelque attentat à la pudeur, on ne manquera pas de le traîner en correctionnelle où les lois de la bienséance inscrites dans le code lui seront opposées. Et s'il choisit d'aller se consoler dans la lune, il sera bien libre de le faire, mais seulement s'il trouve le moyen de s'y transporter. Enfin, s'il me plaît de faire une croisière en mer et, pour cela d'acheter un yacht, il me faudra du moins disposer des fonds et des loisirs nécessaires à la réalisation d'un tel projet, faute de quoi je devrai y renoncer. Les mêmes conditions se posent, d'ailleurs, pour un simple voyage en banlieue.

On voit par là que notre liberté ne peut s'exercer que dans des limites restreintes, puisqu'en toute occasion, nous devons nous demander, avant de prendre une liberté, si elle ne nuira pas à notre entourage, si elle n'est pas contraire aux lois, si elle est réalisable, si nous pouvons en payer le prix et si nous disposons des loisirs nécessaires à sa réalisation. Cela fait beaucoup de conditions et il apparaît, à la réflexion, que notre liberté se trouve singulièrement réduite dans la civilisation où nous nous trouvons imbriqués ; de sorte que ses zélateurs sont donc peut-être mal venus de prétendre en faire une déesse.

Et il est bien évident qu'au fur et à mesure que progresse cette civilisation, celle-ci se complique, et pour cela nécessite toujours plus de restrictions dans nos possibilités de choix. Le troglodyte pouvait jadis, à son gré, pratiquer l'inceste, l'infidélité conjugale et l'infanticide; ses libertés ne souffraient d'autres limites que celles imposées par la crainte ou l'intervention armée du voisin. Il nous est interdit, aujourd'hui de tuer nos enfants, d'épouser nos sœurs et de divorcer à notre fantaisie. De nombreuses règles, au demeurant, gouvernent nos actes familiaux ; nous ne pouvons plus, par exemple, nous opposer à ce que nos enfants se marient suivant leurs préférences, et il ne nous est plus loisible de les déshériter à notre gré.

Finalement, le sauvage des tropiques, s'il jouit de moins de bien-être qu'un New-Yorkais, dispose de plus de libertés puisque moins de choses lui sont interdites. De même, le paysan de nos campagnes peut bien circuler et stationner comme il l'entend sur le chemin qui passe devant sa ferme, parce qu'il ne s'y produit aucun trafic important ; mais lorsqu'il se trouve à la ville voisine, il lui faut respecter les sens interdits et les restrictions de stationnement qu'a rendus nécessaires l'intensité de la circula-

tion. De même, il lui est loisible, chez lui, d'empoisonner ou de combler son puits ; mais à partir du moment où il est desservi par une distribution d'eau communale il ne peut plus se permettre d'aller souiller l'eau du réservoir ou de briser les canalisations.

Partout et constamment se tisse autour de nous, par le fait d'une solidarité sans cesse accrue, un réseau de restrictions qui emprunte toujours davantage sur nos libertés individuelles. Si l'on voit les masses accepter pareille tyrannie, c'est qu'elles attendent, en échange, des bienfaits substentiels qui se présenteront, en somme, sous la forme d'une sécurité et d'un bien-être collectifs accrus et mieux assurés. Cela du moins en temps de paix et tant que des forces éperdues de démesure et d'ambition ne s'avisent pas, soudain, de mettre le monde à feu et à sang. Car alors, nous assistons aussitôt à un tel embargo sur nos libertés, que le peu qu'il en reste finit par s'évanouir presqu'entièrement sous l'effet de la mobilisation et des obligations militaires. Celles-ci, en effet, nous obligent généralement à faire soudain tout ce qui nous déplaît le plus, à aller où nous n'aurions jamais voulu nous rendre, à supporter un inconfort que nous haïssons et, finalement, à nous faire tuer, ce qui met le point final à nos libertés terrestres.

Nous ne repasserons pas en revue les restrictions qu'une économie harcelée et incohérente a rendues nécessaires pour refréner les appétits et tenter de stabiliser les choses. Les douanes, les contingentements, les destructions de récoltes, les interdictions de semer ou de planter, d'user à son gré des biens possédés, d'installer ici ou là un commerce, une industrie, etc... Toutes ces mesures représentent autant d'atteintes à la liberté des hommes.

On pourrait multiplier à l'infini de telles citations ; encore devrait-on, pour être complet, parler des autres dispositions qui s'annoncent. Il est question, en effet, d'imposer aux jeunes un examen prénuptial qui s'accompagnera sans doute de limitations matrimoniales. On parle de rendre obligatoire la déclaration de certaines maladies contagieuses, ce qui entraînera probablement des soins imposés en clinique ou en sanatorium, mesures ayant en vue l'amélioration de la santé publique et même de la race humaine et qui d'ailleurs sont déjà en application dans certains pays. On peut prévoir aussi, en matière boursière, que la spéculation sera réfrénée, sinon interdite, afin que cesse le scandale de l'enrichissement insolent de certains au détriment des travailleurs. Sans doute des mesures draconiennes seront-elles prises pour combattre l'alcoolisme. Ainsi verrons-nous, dans tous les domaines, intervenir un dirigisme restrictif, animé certes de bonnes intentions et visant dans l'ensemble au bien commun, mais dont on n'est pas certain qu'il atteigne son but, faute de principes assurés et de programme rationnel.

En définitive, si le misérable déporté de quelque camp de torture allemand, à demi-mort d'épuisement, soudain libéré par miracle, éprouve à retrouver ses maigres libertés une immense sensation de délivrance, il ne tarde pas pourtant — le train-train des choses usuelles revenu — à se heurter partout aux astreintes vexatoires et à la multitude des choses interdites, à connaître les tracasseries de l'administration, les complications déficitaires du ravitaillement, les murs restrictifs où il se heurte partout. Il lui faut bientôt reconnaître que cette liberté retrouvée, et qu'en bon démocrate il adorait de loin comme une prestigieuse déesse, est vêtue de désillusions plus que de certitudes, et que ses promesses ne sont pas tenues.

Il nous restera du moins toujours, diront certains, la liberté de pensée. Et, en effet, on n'a encore pas trouvé le moyen d'empêcher quiconque de réfléchir et de disserter dans son for intérieur, sauf par le moyen de l'hypnose, du narcotique ou de l'assassinat. Mais, en fait, nous sommes relativement peu avancés quand cette liberté ne s'accompagne pas de celle d'exprimer cette pensée du moins par la voie écrite ; car si les conversations sont surveillées et réprimées, dans les dictatures, elles restent encore assez libres, tout de même, dans les démocraties. Mais dès qu'un quidam envisage de publier ses idées, il se heurte alors à toutes sortes de difficultés.

Il est, en effet, un sérieux obstacle, qui s'oppose trop souvent à l'expression de

la pensée, c'est l'ostracisme qui se dresse devant les nouveaux venus lorsqu'ils prétendent user de la presse et de l'édition où règnent en maîtres les partis politiques et les cénacles. De fait, on s'imagine trop volontiers dans ces milieux disposer exclusivement de la vérité et du talent, ce qui incline à repousser tout ce qui n'entre pas dans le cadre des programmes tracés, des doctrines admises et des formes à la mode. Sans doute aussi craint-on d'avoir à partager le fromage.

Evidemment, à qui est célèbre, rien de plus facile que de se faire écouter; toutes les portes lui sont ouvertes, des journaux, des éditeurs et de la radio. Seulement, pour devenir célèbre, il faudrait justement être écouté ; ainsi tourne-t-on dans un cercle vicieux dont seuls arrivent à sortir victorieusement, non pas forcément, les plus talentueux et les plus intelligents, mais généralement les mieux relationnés. De tels procédés ont constamment pour effet de tenir sous l'éteignoir des pensées pourtant vivaces, fécondes et peut-être même géniales, mais qui ne verront jamais le jour, parce que les pontifes ne veulent pas se donner la peine de lire les textes soumis à leur appréciation, ou bien ont décidé de ne pas agrandir le cercle de leur coterie. Par là ils endossent une bien grave responsabilité ; car peut-être certains d'entre eux se sont-ils rendus coupables d'avoir emprisonné quelque jour sous le boisseau de l'indifférence et du mépris une idée qui eût précisément pu sauver le monde de ses aveuglements, en délivrant de leurs erreurs et de leurs haines les hommes en mal de rédemption.

La liberté d'expression est donc, elle aussi, une fiction. C'est pourquoi il faudra à tout prix trouver un procédé capable d'affranchir le monde de la pensée de cette pesante hypothèque, afin qu'il soit possible de détecter avec sûreté les talents et les génies ignorés, pour le plus grand profit de l'humanité.

En présence d'une telle hécatombe de nos libertés, nous sommes donc fondés à nous demander ce qu'il adviendra du peu qui en reste désormais et si le mot de Lacordaire n'est pas en train de se vérifier : « C'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit. » Heureusement que l'habitude, par le pouvoir qu'elle détient de transformer nos vues, nous porte à trouver naturel — aujourd'hui — ce qui nous apparaissait vexatoire hier. Ainsi, nul père de famille ne revendique plus le droit de vie et de mort sur ses enfants, ni celui de tester suivant son caprice, et nous ne nous indignons plus devant le « sens unique ». Ceci montre qu'avec le temps toute impression de contrainte finit par s'atténuer pour faire place à un sentiment de liberté retrouvée ; et qu'en somme nous acceptons facilement les effets restrictifs de toute loi, pourvu qu'elle nous paraisse juste et génératrice de progrès dans la voie du bien commun.

D'où cette certitude que nous devons finalement rechercher la liberté dans le raisonnable. « Soyez l'esclave de la sagesse si vous voulez être vraiment libre », a dit Epicure. Or la sagesse, que nous prescrit-elle, sinon la bienveillance et la générosité ? Voilà qui montre assez que le problème de la liberté est un problème moral. En somme, nous ne devrions pas attendre que des lois sociales viennent restreindre notre indépendance au profit de la communauté. Si nous étions vraiment des sages, nous devancerions en permanence le législateur en renonçant de notre propre gré aux privilèges détenus, à mesure que ceux-ci se révèlent abusifs, et en nous imposant des disciplines volontaires visant au bien commun. Ce faisant, nous nous affranchirions des servitudes où nous retiennent encore nos aveuglements, et notamment celle des profits égoïstes. Alors se vérifierait le mot de J.-J. Rousseau : « L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté. »

Ainsi, loin d'être une déesse, la liberté n'est qu'une fiction dont le mirage nous a coûté de dures expériences et de cruelles déceptions. C'est pourquoi il est temps de discipliner la soif d'indépendance personnelle qui nous dévore et de la transposer sur le plan de la solidarité humaine en un désir sincère de coopération. A cela nous gagnerions une libération sensationnelle, celle qui nous débarrasserait de nos égoïsmes et de nos mauvais instincts, causes de tous nos malheurs. Voilà une sorte de libération véritablement affranchissante et dont la possession nous consolerait de la perte progressive d'une liberté généralement

plus apparente que réelle parce que fille du caprice et de la fantaisie intéressée.

De fait, en imprimant dans les esprits et sur les monuments la devise : « Liberté, Egalité, Fraternité », les doctrinaires de la Révolution ont commis une grave erreur d'inversion peut-être responsable de nos échecs. En réalité, l'exercice de la liberté n'aurait dû être offert aux hommes qu'après que l'égalité eût été réalisée entre eux dans la société et y eût engendré une véritable fraternité. En stimulant en premier la soif de liberté, et sans avoir au préalable réformé le système individualiste, on a éveillé de dangereux appétits qui ne pouvaient que s'opposer à l'avènement de l'égalité souhaitée, seulement en second lieu, malheureusement. Car si, à l'origine, cette fameuse liberté visait principalement celle de la pensée et du comportement individuel comme par exemple de choisir sa religion, sa profession, son domicile, etc., elle n'a pas tardé à dégénérer en une liberté agressive, celle de s'enrichir, et le plus possible.

La proclamation des « Droits de l'homme » a bien, il est vrai, décidé que les chances d'accès aux postes et aux fonctions seraient offertes à tous également et suivant les mérites. Mais elle n'a pas prévu de faire cesser le scandaleux contraste qui existe entre les berceaux opulents et les berceaux sordides. Pour avoir laissé subsister la liberté d'édifier des palais à côté de sombres taudis, et des fortunes colossales sur la misère d'autrui, la démocratie a échoué dans son dessein qui était, en somme, de répandre partout le bien-être, par l'effet d'un partage équitable des biens et des ressources.

Une telle vue aurait pourtant conduit à supprimer la course aux profits qui tend, sans fin ni cesse, à creuser les inégalités entre les hommes et qui s'oppose, comme l'on sait, à la distribution rationnelle des richesses. On peut donc dire que le mauvais usage que firent les hommes de la liberté est responsable de l'inaptitude qu'ils ont montrée à réaliser entre eux une égalité, même approximative. Ainsi s'est trouvé frustré l'appétit de justice dont sont pourvus si largement tous les hommes, et qui est si exigeant qu'il serait bien vain de prétendre réconcilier ces hommes avant de l'avoir assouvi.

Maintenant, il est bien évident que puisque l'égalité n'a pas réussi à s'instituer, la fraternité ne pouvait en aucune façon surgir et se développer dans la foire d'empoigne des profits. Ne voit-on pas en effet chacun occupé, dans celle-ci, à dépouiller son prochain plutôt qu'à le secourir, et est-ce là le moyen de s'en faire aimer comme un frère ? En réalité, le système des libertés débridées que nous connaissons s'oppose à l'égalité des hommes ; celle-ci ne saurait résulter que d'un sentiment fraternel rendant possible une équitable répartition des biens.

De fait, deux sortes de libertés s'offrent à nous en toute occasion : celle de faire le bien et celle de faire le mal. La nécessité où nous sommes de gagner notre vie nous porte à la lutte, non à l'entraide ; et si l'occasion de nous enrichir se présente, nous en profitons, sans nous demander de quelle misère d'autres paieront notre fortune. Ainsi sommes-nous portés à faire le mal plutôt que le bien, de sorte que le peu de liberté que nous a laissée le dirigisme se retourne finalement contre la société.

Or, il faut bien reconnaître que pour satisfaire nos fantaisies, deux choses nous sont principalement nécessaires : du temps et de l'argent, et que la grande majorité des hommes et des femmes n'en disposent point, ou guère. Un ouvrier a-t-il la facilité de partir en vacances avec sa famille dans quelque lieu plaisant ? Peut-il seulement se loger convenablement, faire soigner ses enfants comme il le faudrait lorsqu'ils sont malades, les nourrir à leur faim, les vêtir décemment ? Dispose-t-il de moyens quelconques de pratiquer des sports, de fréquenter des universités, de cultiver en somme son corps et son esprit ? Evidem-

ment non. En réalité, la liberté dont disposent les humbles, en général, se ramène à peu de chose. Celle de vivre résigné, de supporter les privations, et même parfois de mourir de faim.

Au contraire, les favorisés de la fortune ignorent les restrictions et sont libres de satisfaire leurs caprices les plus coûteux. Mais ils se créent en revanche des obligations mondaines, contractent des manies, sinon des vices, et vivent dans une agitation telle que ces libertés apparentes finissent par devenir, bien souvent, de tristes servitudes. Pour s'en convaincre, il n'est que de voir combien sont nombreux les désabusés et les neurasthéniques parmi les fortunés les plus opulents, dont beaucoup se consolent dans des habitudes d'ivrognerie où ils se dégradent.

Enfin, les inégalités de situation poussent les déshérités à la revendication et s'opposent au rapprochement des classes, creusant entre celles-ci un abîme toujours plus profond. Si nous avions compris l'enseignement du Christ montrant qu'il y a plus de joie à donner qu'à recevoir, la civilisation se serait édifiée sur d'autres bases et on nous verrait aujourd'hui occupés à rechercher les occasions d'entraide et de sacrifice, plutôt que celles d'accaparement et de spoliation. Cette liberté, dont on nous a fait présent avec tant d'imprudence, s'exercerait alors dans une fraternité véritable et pour le bien de tous.

Il ne faut pas désespérer de voir l'humanité atteindre quelque jour à ce stade bienheureux où les hommes connaîtraient enfin les joies d'une amitié universellement répandue, résultant d'une équitable répartition des biens. Peut-être, si la devise de la Révolution avait été inversée dans ses termes et inscrite comme ceci dans les cœurs : « Egalité, Fraternité, Liberté », connaîtrions-nous aujourd'hui une paix délectable basée sur l'amour et la bienveillance.

Seulement, pareille civilisation ne surviendra pas sans qu'on en trace scientifiquement le programme. Encore, pour que ce programme soit applicable, faudrait-il qu'il soit séduisant et qu'il s'en dégage une promesse évidente de bonheur unanime, de façon à faire lever sur le monde un enthousiasme constructif.

Il deviendrait alors possible de libérer progressivement les hommes des astreintes de la nature, ce qui voudrait dire pour eux toujours plus de bien-être, de sécurité, de loisirs et de culture. Et au fur et à mesure de ces progrès, ils s'affranchiraient aussi de leurs vices, de leurs mauvais instincts et de leurs craintes, de sorte qu'ils tendraient vers un bonheur toujours plus parfait, celui précisément auquel ils aspirent depuis le commencement des temps, mais il est vrai sans le savoir.

Ainsi apprendraient-ils que le bonheur universel est le but qu'ils doivent se proposer d'atteindre par les moyens les plus sûrs, c'est-à-dire les plus scientifiques, tandis que la liberté, pour si prestigieuse et adorée qu'elle soit, n'est qu'un instrument — entre autres et souvent illusoire — d'acquisition de ce bonheur.

En définitive, une chose est bien certaine, et nul ne saurait y contredire : QUI EST HEUREUX EST LIBRE.

**Bernard MALAN.**

---

**La richesse n'est pas la condition indispensable d'une vie heureuse ; deux biens font la dignité et le prix de la vie, l'indépendance et la sécurité du lendemain. — GIDE.**

---

## AUX DETENTEURS DE CARTES

**Les amis à qui nous avons adressé des cartes du gala pour les placer et qui n'ont donné depuis aucun signe de vie sont priés de nous les régler au plus tôt — ou de nous les retourner s'ils n'ont pu les écouler. Merci, à l'avance.**

# REVUE DES LIVRES par Serge

Louis BROMFIELD : *Emprise* (Possession). — Traduction de Geneviève de la Genevraye. (Editions du Pavois - 600 fr.)

L'auteur de *La Mousson* nous fait participer à un drame psychologique d'une grande intensité de pensée. De singulières humanités évoluent dans son livre : ombres falottes de personnages mineurs qui souffrent d'un désespérant complexe d'infériorité; « possédés » qui vivent en marge de la vie de tout le monde dans le « ravissement » de leur rêve; et, dominant ce morne défilé d'ombres, la silhouette impitoyable de la « dominatrice » condamnée à la solitude éternelle par la possession violente du démon de la musique.

M. DE DIÉGUEZ : *La Barbarie commence seulement.* (Ed. du Triolet - 240 fr.)

Un livre qui mérite la plus large diffusion pour son apport à la défense de l'homme. En traits corrosifs, il stigmative les formes agressives ou dissimulées de la barbarie. « Criminels de guerre » et « justiciers » antisémites, lyncheurs de nègres et serviteurs du terrorisme stalinien ne sont pas épargnés dans ce vibrant réquisitoire qui utilise ce qu'il y a de plus pur dans « l'être » contre ce terrible animalisme grégaire qui s'enfonce de plus en plus dans la bêtise et la cruauté.

Maisie RENAULT : *La Grande Misère.* (Ed. Chavane - 290 fr.)

Maisie Renault est la sœur du fameux Rémy de la Résistance. Déportée à Ravensbruck avec sa sœur Isabelle, elle nous fait, sans littérature, le douloureux récit de leur tragique odyssée. Ce livre est frémissant de vérité, sans enflure, sans exagération. Et l'on sent passer à travers ces pages attristantes comme un souffle d'air pur et de jeunesse, revanche de la vie qui s'acharne parmi les haines et les ruines. Nous nous étonnerons cependant, sans vaine chicane, de ses louanges à la bonté divine qui nous paraissent assez peu justifiées lorsqu'on vit dans l'enfer.

Pierre ORLANDINI : *Le Médecin nomade.* Traduction de Juliette Bertrand. (Plon, 300 fr.)

Personnalité très curieuse, Orlandini a mené à travers le monde une vie vagabonde et indépendante qui nous vaut des pages du plus vif intérêt sur les mœurs du Congo, de la Chine, du Thibet, d'Ethopie, etc. Nous avons goûté particulièrement son éloge de l'esprit nomade qui a les habitudes en haine, voulant une vie toujours variée qui coule comme l'eau d'un fleuve et qui, par l'observation de l'homme sur toutes les latitudes, conduit à la sagesse et à plus d'humanité.

G. de LACAZE-DUTHIERS : *Sous le Sceptre d'Anastasie.* (Ed. de l'Artistocratie.)

Il faut lire ce livre pour avoir une idée de la prodigieuse sottise des « vieilles culottes de peau » qui maniaient les ciseaux de cette Anastasie aux mains crochues, aux ongles sales. L'auteur nous démontre que, lorsque les militaires fourrent leur nez dans les choses de l'esprit, il faut s'attendre à toutes les catastrophes !...

Martin NADAUD : *Mémoires de Léonard,* ancien garçon maçon. (Egloff - 280 fr.)

Léonard, c'est Martin Nadaud lui-même, un de ces quarante-huitards qui péchaient peut-être par quelque excès de naïveté, mais dont l'honnêteté scrupuleuse ne se fut point accommodée de la casuistique répugnante des politiciens qui sortent aujourd'hui du peuple. Des pages pleines de fraîcheur nous placent dans l'atmosphère étrange d'une époque trop peu connue.

Michel GEORGES-MICHEL : *Le Baiser à Consuelo.* (Bordas.)

Un drame pathétique où l'amour et l'aventure s'unissent dans un monde violemment dépeint. L'auteur ne manque pas de signaler, au cours de ce roman qui se déroule en Espagne, cette étrange exaltation qui pousse les « âmes purifiées », au moment des plus grandes fêtes religieuses, vers les mises à mort de « toros », le spectacle le plus sanglant, le plus injuste qu'aient organisé les hommes depuis la Rome antique.

M. DE DIEGUEZ : *De l'absurde,* précédé d'une lettre à Albert Camus. (Ed. du Triolet - 210 fr.)

L'auteur tente de nous faire suivre, dans un style vraiment pascalien, le processus d'une évolution qui va du nihilisme à l'existentialisme. C'est en somme la tentative — pas nouvelle — d'un dépacement de valeurs, une recherche, presque désespérée, d'un absolu qui ne soit pas Dieu. Ce livre obtiendra certainement un succès de curiosité auprès de ceux que passionnent les hauts problèmes de philosophie.

# La guerre de 1914 et les partis socialistes

## LA SEMAINE TRAGIQUE

Le 23 juillet 1914, les dirigeants autrichiens adressaient au roi de Serbie une sommation, une mise en demeure, qu'en langage diplomatique on nomme *ultimatum*. Si, dans les quarante-huit heures, le roi n'avait pas répondu ou s'il n'acceptait pas les conditions posées, c'était la guerre sans rémission. On s'accordera pour dire que l'ultimatum était brutal dans le fond et grossier dans la forme. Si l'on admet que le vieux François-Joseph eût conservé le contrôle que tout chef d'Etat exerce sur ses ministres, pour qu'il laissât passer un tel acte, c'est qu'il devait avoir contre la Serbie les griefs les plus graves.

Apparemment l'ultimatum autrichien se motivait par l'attentat dont avaient été victimes à Sarajevo, ville de Bosnie, l'archiduc François-Ferdinand et son épouse. Deuil cruel, on n'en doute pas. Toutefois, pour que la raison d'Etat intervienne, il faut autre chose. Et cette autre chose ne pouvait être que la conspiration permanente du monde slave contre le monde austro-allemand, dans cette contrée de l'Europe centrale où les races se juxtaposent, s'interpénètrent sans cesser d'être entre elles à couteaux tirés. Là plus qu'ailleurs les nationalismes et les irrédentismes s'exacerbent. Et quand les diplomaties secrètes s'en mêlent, comme c'était le cas, il n'est pas difficile à un Etat de découvrir, derrière une tragédie locale, la main qui inspire et qui dirige. Il se peut que les dirigeants austro-hongrois aient vu se profiler à l'arrière-plan le géant russo-asiatique. Disons même que c'est probable. Slaves et Germains se tâtaient. Mais ils n'étaient pas seuls intéressés à la partie.

Soucieux de conserver la paix à son pays, le roi Pierre devait bien s'attendre à une réaction dont la brutalité s'accroîtrait avec le temps. Il eût été sage de sa part que, dès le lendemain de l'attentat, il prît les devants et fît des propositions à l'Autrichien en vue d'un accommodement. L'attentat est de fin juin ; nous sommes fin juillet, le roi Pierre ne dit rien, ne fait rien ; il attend que François-Joseph lui envoie un ultimatum. D'où lui est donc venue tant d'assurance ?

Ainsi la guerre s'allume. Pour l'éteindre il faudrait à présent se soumettre aux conditions de l'ultimatum. Or, elles sont sévères, humiliantes, *provocatrices*. On s'y attendait bien. Alors on fera semblant de céder, de s'humilier. On acceptera par exemple d'insérer à l'*Officiel* la déclaration autrichienne, on promettra de dissoudre les ligues panslavistes, sur le fond on se réservera et l'on enverra finalement le demandeur devant la Cour de La Haye.

Ce refus déguisé paraîtra « inspiré ». L'Autrichien ne s'y trompe pas. Il avait averti le Serbe que s'il ne lui accordait pas satisfaction il braquerait ses canons sur Belgrade, il le fera. Le premier acte s'achève, un autre débute.

C'est le 25 que Pierre de Serbie a répondu par un *non volumus* qu'on s'accordera à trouver *sublime*. Le 27, le Tsar de toutes les Russies a déjà entrepris sa mobilisation *partielle*. On n'imagine pas que l'Allemagne, fidèle à son alliée l'Autriche, ne fasse de même. Automatiquement la France suit, l'Angleterre elle aussi fait des préparatifs. Voilà bien ce qu'on attendait, ce qu'on escomptait :

N'allons pas trop vite. *La mobilisation n'est pas la guerre !* Dans un scénario si bien monté, il y a place pour l'indispensable « tentative de paix ». Il faut que l'agresseur se démasque. On le mettra au pied du mur.

Donc, entre le 27 et le 31 juillet, se déroule un intermède pseudo-pacifiste. Les

dirigeants d'Angleterre, de France, etc. suggèrent aux Allemands l'idée d'une conférence internationale qui réglerait le conflit austro-serbe. L'Allemand, lourd d'esprit, ne semble pas bien comprendre, il interprète mal. Il lui paraît qu'on veut amener l'Autriche à comparaître devant un tribunal international ; pour lui l'Autriche est dans son droit, le Serbe est dans son tort. L'Allemand rejette la suggestion pacifiste. On tient la preuve de sa volonté de guerre. Mais voici que, le 31, l'Autriche se déclare prête à accepter une médiation britannique ; elle met pour condition qu'on ne lui imposât pas l'arrêt des hostilités en cours. Si cette proposition aboutit, la guerre se poursuit encore un certain temps, mais localisée, circonscrite. La vraie guerre, la grande guerre, fait long feu. C'est ce que comprend la Russie tsariste. Elle se hâte de déclencher sa mobilisation générale. Le Rubicon est franchi. Il n'est plus de recul possible ; c'en est fait des atermoiements. Cette fois on tient la guerre. Depuis dix ans qu'on s'y préparait !... L'Allemagne à son tour mobilise ; automatiquement la France mobilise et, le 2 août, l'Allemagne déclare la guerre, confirmant ce qu'on savait déjà, qu'elle ne rêvait que de massacre général. Car il allait de soi que la mobilisation russe et la mobilisation française étaient des mobilisations d'allure *défensive* — qui, de fait, postulaient le maintien de la paix.

⁂

Autour du kayser se démenaient des spadassins casseurs professionnellement portés à « en découdre ». Le kronprinz était du nombre. Ces espèces sont dangereuses. Elles contribuent fortement à créer le « climat ». Ce n'est pas toutefois une exclusivité « boche ».

L'escrimeur britannique a eu cette force de maintenir son épée au fourreau, durant toute cette semaine où les ferrailleurs fourbissaient leurs armes et ne se tenaient pas de se pourfendre. Il s'est composé une attitude conciliante, y allant d'un conseil par ci, d'une proposition par là, mais sans appuyer, sans insister, sachant bien que ses propositions seraient repoussées et que ses conseils seraient inopérants. C'est seulement le 4 août, la petite et honnête Belgique ayant été violée, qu'il s'est résolu à dégainer, en vrai champion du droit des peuples, pour imposer le respect des conventions internationales.

Or, si l'on en croit les témoignages dont il est fait état pour ancrer la conviction que les dirigeants allemands étaient animés d'une volonté d'agression incoercible, et qu'ils sont bien les seuls et uniques responsables, les « seigneurs de la guerre » n'avaient qu'une crainte, c'est que l'Angleterre tirât l'épée. Un simple geste, une parole de lord Asquith, au bon moment, les eût *inhibés*. Ce geste, lord Asquith s'en abstint ; cette parole, il ne la prononça pas.

On ne saurait invoquer l'ignorance de lord Asquith, ou de sir Edward Grey, ou de tout autre dirigeant anglais, relativement aux dispositions d'esprit des dirigeants allemands. L'Anglais sait tout. Il savait même que la Belgique serait envahie. L'Intelligence Service ne serait pas l'Intelligence Service si elle eût ignoré que les plans de l'état-major allemand comportaient un passage à travers la Walonnie et les Flandres, en direction de la côte et du Nord de la France. C'était si clair que des contre-dispositions étaient prises d'avance et que des troupes françaises étaient déjà à Liége alors que les troupes allemandes débouchaient à Visé. La Grande-Bretagne a attendu son heure. A Paris on savait que cette heure ne tarderait pas.

L'argument belge se prêtait à une exploitation psychologique mirobolante. Une indignation volcanique fit éruption. Et cependant l'opération était prévue, était écrite dans la logique de la guerre. Bethmann-Hollweig se justifia en invoquant la nécessité. Exactement comme, hier encore, M. Winston Churchill se justifiait de la destruction de la flotte française à Mers-el-Kébir... Nécessité n'a pas de loi.

⁂

Il y a pourtant un Etat qui n'avait pas une once de machiavélisme, et ça se savait : l'Etat tsariste.

A Londres comme à Paris on ne se faisait pas l'ombre d'une illusion sur la solidité du colosse russe. On savait que le tsarisme, dont toute la force tenait dans la passivité légendaire d'un peuple à peine sorti du servage et qui, avec la naïveté des simples, croyait au « petit

père », avait perdu irrémédiablement tout appui populaire depuis la sanglante hécatombe de janvier 1905.

On savait que le tsar, personnage falot, était dominé par la tsarine, laquelle était possédée par l'esprit raspoutinien, et que la plus infecte camarilla régnait à Pétrograd. Cette camarilla vivant de l'absolutisme ne comptait que sur la guerre pour raffermir un régime sur le point de s'écrouler, ainsi que nous l'expose Voline dans son beau livre posthume *La Révolution inconnue.*

Les Machiavels français se sentant assurés de l'appui anglais — l'Entente Cordiale était devenue un fait — avaient essayé de renflouer le régime tsariste, au lendemain du désastre japonais, en drainant l'or des gogos apipés par la promesse d'un tant pour cent élevé, vers les caisses du tsar. Cet or devait servir par priorité à reconstituer l'armée, à créer des armements et des équipements stratégiques, voies ferrées, etc. Pour donner le change, le régime autocratique devait prendre une teinte constitutionaliste : une Douma sortie d'un parlement-croupion sans autorité ni efficience fut constituée. Sous ces apparences, qui ne trompaient personne, l'absolutisme se déployait sans frein et tandis que les masses gémissaient dans une situation parfois pire que l'esclavage, les élites étaient traquées, embastillées, assassinées, expédiées en Sibérie ou contraintes de s'exiler.

Quand des hâbleurs te disent, la main sur le cœur et des trémolos dans la voix, que la France de la Troisième République était pacifique, qu'elle ne rêvait que de concorde, qu'elle s'était donné pour mission de propager par le monde la sainte trilogie : liberté, égalité, fraternité, songe, ô peuple français ! songe aux torrents de sang que ce régime fit couler aux colonies, mais songe aussi à la Russie.

On te présentait là, ô peuple français un « rouleau compresseur » dans la puissance écrasante duquel on ne croyait pas. Mais ce rouleau compresseur en carton-pâte, de loin, pouvait faire illusion. Tu y croyais, toi. Et tu ne te laisserais que mieux mobiliser, n'est-ce pas ?

Cependant, quelque part en Occident, deux hommes, deux génies énigmatiques se concentraient, attendant l'heure. L'un s'appelait Lénine, l'autre Trotzky... On peut croire qu'à la mise en route du rouleau compresseur ils se frottèrent les mains.

## LES PARTIS SOCIALISTES

Il y avait dans tous les pays d'Europe, à l'exception de la seule Russie, des hommes qui participèrent de près à la vie des Etats, étant eux-mêmes candidats aux postes de commande, aspirant aux fonctions d'hommes d'Etat, voire de chefs d'Etat. Ces hommes étaient bien placés pour connaître des événements et pour en influencer la marche. Si nous ajoutons qu'ils se revendiquaient du socialisme marxiste, qu'ils étaient constitués en organisations politiques, en partis nationaux, liés internationalement, qu'ils disposaient de nombreux et efficaces moyens d'action, que bien souvent ils étaient à la tête de puissantes centrales ouvrières, qu'en un mot ils représentaient des *forces* ayant de solides points d'appui et une direction doctrinale rigide, on ne manquera pas de se dire que, tout de même, la guerre préparée et voulue par des « gouvernements de crime » aurait dû trouver là de solides antagonistes. Et si l'on prend l'exacte mesure des masses que ces éléments énergétiques étaient capables de manier, de mobiliser ou d'immobiliser, on s'étonnera qu'ils ne se soient pas servis de leur puissance pour imposer la paix. S'ils n'en ont rien fait, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu, ou qu'ils ne l'ont pas pu. Dans les deux cas il se confirme que la vraie force n'est et ne peut être que celle qui s'élabore au sein des masses et dont les masses conservent la direction. La masse n'est plus alors la masse, elle devient un organisme vivant, agissant, réagissant. Mais l'œuvre des politiciens, de tous les politiciens, n'est-elle pas tournée contre l'émancipation de la masse qui, si elle se réalisait, entraînerait leur disparition ?

Nous allons donc assister à une opposition à la guerre menée avec des pala-

bres, oppositon qui se résoudra en une participation active à la guerre quand la guerre sera venue. Ceux qui auront cru dans les possibilités du socialisme parlementaire et gouvernemental seront alors témoins d'une éclatante faillite. Nous croyons bon ici d'en faire revivre quelques aspects.

## I. — Au cours de la semaine tragique

CHEZ LES SERBES. — Le 1er août, au Parlement serbe, le socialiste Laptchevitch se refuse à voter les crédits de guerre et dit :

« *Le gouvernement n'a pas fait tout son possible pour maintenir la paix parce qu'il a fait de la Serbie un pont entre la Russie et la France et un instrument de guerre dont ces pays se servent pour leur propre intérêt.* » C'est là un témoignage.

AUTRICHE. — Dans les tout derniers jours de juillet, les socialistes autrichiens largement représentés au Parlement lancent un manifeste disant :

« *Nous répudions toute responsabilité dans la guerre, nous en laissons solennellement la responsabilité à ceux qui, des deux côtés, l'ont provoquée.* » De quoi troubler François-Joseph...

ALLEMAGNE. — La social-démocratie est « colossale » par sa représentation politique et par ses syndicats. Le 25 juillet, les chefs diffusent un manifeste s'élevant contre les entreprises des fauteurs de guerre, demandant au gouvernement d'user de son influence auprès du gouvernement autrichien pour la conservation de la paix et se terminant par un appel au prolétariat :

« *Les classes dirigeantes qui, en temps de paix, vous méprisent et vous exploitent, veulent faire de vous de la chair à canon. Chacun doit répondre en criant de tout son pouvoir : « Nous ne voulons « pas la guerre ! A bas la guerre ! Lon- « gue vie à la fraternité internationale « des peuples !* »

De nombreux meetings eurent lieu. On en compta vingt-huit en un seul jour, rien qu'à Berlin en état de siège. La puissante social-démocratie ne s'en tint pas là, elle envoya à la Conférence de Bruxelles, le 29 juillet, un délégué, le citoyen docteur Haase, qui prit la parole après Jaurès et développa la même thèse pacifiste. Le 31 juillet, après l'assassinat de Jaurès, un émissaire social-démocrate vint prendre l'air de Paris, chaperonné par le secrétaire de l'Internationale.

FRANCE. — Une personnalité dépasse de haut toutes les autres : Jaurès. Jaurès est sincèrement pacifiste. Ses moyens ne sont pas adéquats au but, mais sa pensée est généreuse. « *Préparer le désarmement général et simultané des peuples, c'est la plus noble tâche qui s'impose au prolétariat organisé* », prononçait-il en 1902. Ensuite vinrent des projets d'« armée nouvelle ». Aux yeux de certains, Jaurès était l'« Anti-France ». Cet honneur lui valut d'être assassiné, le 31 juillet, jour de la mobilisation, par un sicaire. Le parti était décapité.

Jaurès avait rapporté de Bruxelles, de son contact avec le docteur Haase, la conviction que la social-démocratie allemande s'opposerait à la guerre et l'idée que l'action des deux partis devait s'harmoniser. Un manifeste adressé aux travailleurs de France exprimait cette idée : « *Joignons nos efforts à ceux de la social-démocratie allemande, qui demande à l'Allemagne d'exercer une action modératrice sur son alliée l'Autriche.* »

Jaurès assassiné, restait Renaudel. Il ne cacha pas à l'émissaire allemand qu'en cas d'attaque, les socialistes français se verraient dans l'obligation de voter les crédits de guerre. L'autre se déclara tout à fait d'accord, précisant que l'idée de voter les crédits de guerre était exclue de toute manière.

ANGLETERRE. — Le vénérable Hyndmann, marxiste orthodoxe, chef du British Socialist Party, observe une attitude réticente. Il a peu d'influence. Les grosses masses sont au Labour Party et à l'Independant Labour Party, qui est comme l'efflorescence politique du précédent. Cette organisation a mené une opposition acharnée contre la politique de sir Grey. Fin juillet, les chefs travaillistes Keir Hardie et Arthur Henderson lancent un manifeste demandant à la classe ouvrière « de faire campagne pour ne pas s'allier au despotisme russe dont la victoire serait un désastre pour le monde ».

Le jour de la déclaration de guerre, une manifestation à Trafalgar Square groupe quinze mille personnes, chiffre

modique. Le prolétariat anglais ne semble pas réaliser toute la gravité de l'heure. Cependant, les mineurs proposent une grève générale des mineurs étendue à toute l'Europe ; il est malheureusement trop tard. Le 3 août, sir Grey, exposant la situation européenne aux Communes, parla de l'honneur national en des termes que Ramsay MacDonald, leader travailliste, trouva inadéquats. Pour lui, l'honneur du peuple exigeait la neutralité.

Il est très remarquable qu'aussi bien en Grande-Bretagne qu'en Germanie l'argument du « péril russe » porta sur les masses, tandis qu'en France l'argument du « péril boche » produisit tout son effet. Les chefs socialistes, en fin de compte, devaient épouser la thèse de leurs gouvernements respectifs, c'est-à-dire se rallier patriotiquement à la guerre. La IIe Internationale était morte, et morte tristement.

Voyons le comportement socialiste dans la guerre.

## II. — Dans la guerre

ANGLETERRE. — Le 5 août, le bureau exécutif du Labour Party déclarait que l'invasion de la Belgique n'était pas une raison suffisante d'intervention. Il fallait se garder de soutenir le tsarisme pourrisseur et despotique. Une résolution en ce sens devait être lue aux Communes par Ramsay MacDonald, mais il ne fut pas suivi par la majorité et dut résigner ses fonctions de président... Un revirement commençait à se manifester. Nombre de députés travaillistes se firent agents recruteurs. Dès septembre, le Labour Party engage les ouvriers à tout faire pour assurer la victoire, l'honneur de l'Angleterre est engagé, l'Allemagne a voulu la guerre, sa défaite doit assurer la paix du monde. L'Independant Labour Party persévère de nombreux mois dans son opposition, arguant que le péril allemand était moindre que le péril russe et que la guerre étant le résultat d'arrangements secrets, de conventions sur la nature desquelles les peuples n'avaient pas été consultés, les peuples n'avaient pas à les ratifier.

Quant à Hyndmann et à son parti, ils se rangèrent instantanément aux côtés des bellicistes. Le 13 août, Hyndmann faisait appel au témoignage de Vandervelde, chef du Parti ouvrier belge et agent de propagande gouvernementale en Angleterre, pour accuser et flétrir le militarisme prussien :

Le 15 février 1915, se tint à Londres une conférence entre socialistes des pays alliés ; ils ne purent s'accorder sur un ordre du jour précis. En mars, vingt-sept députés du Labour Party adressaient aux socialistes français et belges une lettre les assurant qu'ils étaient de cœur et d'âme avec eux dans leur détermination de vaincre. En mars, Hyndmann envoyait à *l'Homme enchaîné* un message réconfortant : « *Il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'écrasante majorité des ouvriers de ce pays ne soient pour la guerre. Le parti ouvrier parlementaire, à l'exception d'une douzaine de pacifistes, et même moins, est également favorable à la guerre.* »

En juillet 1915, les parlementaires socialistes anglais votaient les crédits de guerre et déclaraient accepter la conscription obligatoire.

FRANCE. — Les socialistes parlementaires avaient spéculé à la suite de Jaurès sur l'opposition à la guerre des sociaux-démocrates. Ils en avaient obtenu l'assurance à Bruxelles, le 29 juillet, et à Paris le 1er août (de la part, il est vrai, d'un émissaire non mandaté). Dans cette ultime entrevue, l'idée d'une déclaration commune avait été admise en principe. Pour employer les termes de l'époque, l'agression allemande surprit comme un coup de foudre, causa une douloureuse stupeur et, par réaction, les socialistes, optant pour la défense nationale sans restriction, « se serrèrent sans hésiter autour du gouvernement ». Deux des leurs, le pape roubaisien Jules Guesde et le spirituel Marcel Sembat, acceptèrent par abnégation patriotique de s'asseoir au Conseil gouvernemental présidé par l'avocat socialisant Viviani, aux côtés de deux autres avocats qui, depuis longtemps, avaient rompu leurs amarres avec le parti : Aristide Briand et Alexandre Millerand. Les dirigeants bellicistes s'annexaient par la même occasion les techniciens en vue du syndicalisme : Albert Thomas, agrégé d'histoire ouvriériste, et

Léon Jouhaux, chef de la C.G.T. Une kyrielle de spécialistes et de cheffaillons attachés à ces deux éminences formaient les cadres.

Ajouterons-nous que le professeur agrégé d'histoire Gustave Hervé, le général, comme on l'appelait, qui avait frété le bateau de la *Guerre sociale* pour mener les « bons bougres » à l'assaut insurrectionnel de « leur patrie », changeait d'enseigne et battait désormais pavillon de « La Victoire » !

Le 14 juillet 1915, le parti socialiste définissait et justifiait son attitude dans un interminable ordre du jour voté à l'unanimité par son Conseil national. C'est un chef-d'œuvre de bla-bla-bla qui se termine dans la note « bourrage de crâne » et « jusqu'auboutisme » :

« *...Constate à nouveau devant le monde socialiste que la France ne porte pas la responsabilité du conflit qui a déchaîné sur l'Europe le fléau d'une guerre générale ;*

« *Qu'elle n'a fait que se défendre contre une agression préméditée de l'impérialisme allemand qui, pour atteindre son but, n'a pas reculé devant la violation de la Belgique ;*

« *Déclare que la lutte imposée aux Alliés par les dirigeants de l'Allemagne doit être conduite à son terme logique, c'est-à-dire jusqu'à la défaite du militarisme allemand, afin que soit donnée au monde la grande et nécessaire leçon d'une entreprise d'hégémonie brisée par la résistance des peuples libres.* »

Nous devons dire que, hors des milieux politiciens et parlementaires, il s'est trouvé en France nombre d'hommes dont l'esprit de compréhension n'a pas capitulé devant le mensonge officialisé et qui ont soutenu une lutte, parfois héroïque, pour faire prévaloir la vérité et sauver du désastre tout ce qu'il était permis d'espérer en sauver. Ces hommes ont du moins sauvé l'honneur, l'honneur du peuple.

ALLEMAGNE. — La IIe Internationale, dite ouvrière, subissait l'énorme ascendant de la social-démocratie allemande. Et dans tous les congrès de ladite Internationale, la parole allemande fixait l'orthodoxie et emportait la décision. Les hérétiques, s'il s'en trouvait, faisaient figure de pitres ou d'hurluberlus. La thèse de la nécessité de la défense nationale en cas de guerre *défensive* triomphait régulièrement. Elle avait acquis une valeur dogmatique. Nul n'était donc fondé à douter que du jour où la guerre serait déclarée, les chefs sociaux-démocrates se rangeraient comme un seul homme aux côtés de leur kayser. Toute indignation à cet égard est affectée. Il n'est pas en effet un gouvernement qui entre en guerre sans désigner comme agresseur celui d'en face. Il n'est pas de guerre qui, du point de vue gouvernemental, ne se légitime par une nécessité supérieure de défense nationale.

Il était donc dans la logique socialiste — c'est une logique comme une autre — que les parlementaires sociaux-démocrates votassent les crédits de guerre au premier appel. On s'explique moins bien qu'ils aient sans broncher accueilli la déclaration du chancelier Bethmann-Hollweg annonçant que les troupes allemandes étaient entrées en territoire belge (non sans avouer que cette « injustice » était dictée par d'impérieuses nécessités stratégiques).

Le soutien social-démocrate devait durer aussi longtemps que la guerre. Il revêtit diverses formes. Il est des députés qui prirent rang parmi les troupes combattantes. D'autres qui se firent les missionnaires zélés du gouvernement impérial près des neutres.

Un seul homme osa, en décembre 1914, lors du vote des seconds crédits de guerre, enfreindre la discipline du parti. C'est Karl Liebknecht. Sa protestation resta sans écho. En juin 1915, Kautsky, Bernstein et Haase publièrent un manifeste déclarant vouloir réaliser la paix sans annexions ni conquêtes. Ils furent répudiés par le parti, qui, dès lors, accentua son attitude impérialiste avec les Noske et les Scheideman en tête (Noske serait appelé après la défaite à réprimer le mouvement spartakiste, répression qui coûta la vie à Liebknecht, Rosa Luxembourg et à une foule d'autres militants connus ou obscurs).

⁂

Ce qui devait avoir des conséquences lointaines d'une autre portée que les faits et gestes des politiciens, c'est l'incroyable floraison d'œuvres sociologiques, philosophiques, etc., qui, dans les années de guerre, se produisit en Allemagne. En

France, on ne connut que des romans, des récits romancés, une littérature de circonstance, en général assez médiocre. En Allemagne, parurent des œuvres marquantes qui eurent un retentissement profond dans le public et ne contribuèrent pas peu à frayer la vie au national-socialisme, au nazisme, au « totalitarisme ».

Dès 1915, le professeur marxiste Werner Sombart reprend et développe l'idée de l'Etat selon Fitsche, Rodbertus et Lasalle : « *L'Etat n'est ni fondé ni constitué par des individus et ne doit servir aucun intérêt individuel. L'Etat s'entend comme la communauté populaire dans laquelle l'individu n'a pas de droits, seulement des devoirs... Les idées de 89 dérivent d'un idéal commercial n'ayant d'autre but que d'assurer des avantages à quelques individus. Il existe une vie qui prime la vie des individus, la vie des peuples : c'est la vie de l'Etat. Le but de l'individu est de se sacrifier pour cette vie supérieure.* »

Un autre professeur marxiste, Johann Plenge, oppose les idées de 1914 à celles de 89. « *L'économie de guerre créée en Allemagne est la première réalisation d'une société socialiste et son esprit est la première manifestation active, et non plus revendicative, de l'esprit socialiste. Les nécessités de la guerre ont imposé l'idée socialiste dans la vie économique allemande. Et ainsi la défense de notre nation a donné à l'humanité l'idée de* 1914, *l'idée de l'organisation, de la communauté du peuple, du socialisme national...* »

En 1918, le même professeur écrit : « *Il est grand temps de reconnaître que le socialisme doit être une politique de force, puisqu'il doit être organisation. Le socialisme doit prendre le pouvoir, il ne doit jamais s'employer à l'anéantir aveuglément. La question cruciale pour le socialisme en temps de guerre internationale est nécessairement la suivante : «Quel est le peuple qui doit accéder au pouvoir pour devenir le chef exemplaire de l'organisation internationale ?... Un socialisme conséquent ne peut accorder à un peuple le droit de s'organiser qu'en tenant compte de la répartition réelle des forces déterminée par l'histoire.* »

Le célèbre physicien Wilhelm Ostwald abonda en ce sens : « *L'Allemagne désire organiser l'Europe qui est dépourvue jusqu'à présent d'organisation. Je veux vous expliquer le grand secret de l'Allemagne : nous, ou plutôt la race allemande, avons découvert la signification de l'organisation. Pendant que les autres nations vivent sous le régime de l'individualisme, nous avons réalisé celui de l'organisation.* »

Walther Rathenau, qui fut dictateur aux matières premières, contribua beaucoup, par ses écrits, à répandre les conceptions planistes et le professeur marxiste Friedrich Naumann développa et vulgarisa les conceptions totalitaires dans son ouvrage *Mitteleuropa*, qui connut un énorme succès.

De son côté, le social-démocrate Paul Lentsch, dans un livre édité en 1918, *Trois ans de révolution mondiale*, livre qui battit le record des tirages, tendait à démontrer que la cause de la révolution mondiale s'identifiait avec la cause de l'Etat allemand : « *Nous pouvons facilement constater que, dans la révolution mondiale actuelle, l'Allemagne représente le parti révolutionnaire et son grand antagoniste, l'Angleterre, le parti contre-révolutionnaire. La lutte pour le socialisme en Allemagne a été extrêmement simplifiée du fait que toutes les conditions préliminaires du socialisme y avaient déjà été établies. Tout parti socialiste devrait donc avoir pour préoccupation essentielle de voir l'Allemagne résister triomphalement à ses ennemis pour remplir sa mission historique : révolutionner le monde. Par conséquent, la guerre de l'Entente contre l'Allemagne ressemble à la tentative faite par la petite bourgeoisie à l'âge précapitaliste pour prévenir le déclin de sa classe.* »

J'ai rassemblé ces citations parce qu'elles me paraissent démontrer que, dans l'Allemagne en guerre, de 1914 à 1918, la pensée bismarckiste d'anti-89 et d'anti-Renaissance s'est joliment développée, précisée et affermie et qu'on y trouve toute la substance dont l'hitlérisme et, dans une très large mesure, le stalinisme, feront leur nourriture. Apportons-en encore deux témoignages très suggestifs parce que postérieurs à la guerre :

En 1920, Spengler, dans un ouvrage retentissant, *Prussianisme et Socialisme*, démontrait que le vieil esprit prussien et

la conviction socialiste sont en réalité de même essence :

« *L'instinct allemand, ou plus exactement prussien, exige que le pouvoir appartienne à l'ensemble du peuple... On assigne à chacun sa place, l'un commande, l'autre obéit. C'est le socialisme autoritaire essentiellement antilibéral et antidémocratique. On rencontre en Allemagne beaucoup de contrastes détestables, mais c'est seulement sur le sol allemand qu'on peut mépriser le libéralisme.*

« *La question décisive, non seulement pour l'Allemagne, mais pour le monde entier et qui doit être résolue par l'Allemagne dans l'intérêt du monde, est la suivante : est-ce l'industrie qui, dans l'avenir, gouvernera l'Etat ou est-ce l'Etat qui gouvernera l'industrie ? Le Prussianisme et le Socialisme répondent à cette question de la même façon. Le Prussianisme et le Socialisme combattent l'Angleterre qui est en nous...* »

Est-il besoin de dire que si la mécanique explosive anglo-saxonne a fauché la forêt allemande, elle en a respecté les racines ? Et ne voyons-nous pas que les racines du totalitarisme, qu'on l'appelle hitlérisme, fascisme, communisme, bolchevisme, stalinisme, poussent de toutes parts de vigoureux surgeons ?

Mais revenons-en à nos politiciens.

***

LES « NEUTRES ». — Les neutres, ce sont les Etats qui n'étaient pas dans le bain et qui ne tenaient pas à s'y mettre délibérément. Cela ne signifie pas qu'ils n'eussent pas « leur sentiment ». Ils le dissimulaient le mieux possible. En ligne générale, ils n'étaient pas tellement hostiles à l'agresseur allemand. On peut même soutenir que l'Allemagne avait plus de sympathies du côté des neutres que n'en avaient l'Angleterre et la France.

La diplomatie franco-britannique avait réussi à détacher l'Italie de la Triplice et acquis d'avance la certitude de sa neutralité *provisoire*. On l'amènerait ensuite à entrer en guerre moyennant des promesses fondées sur la certitude de la victoire — promesses qui, d'ailleurs, ne furent pas intégralement tenues par le traité de Versailles (Mussolini, dictateur, devait en concevoir plus tard de la rage).

Le parti socialiste avait 70 députés à la Chambre, dont une vingtaine dirigés par Bissolati étaient d'un plat réformisme, les 50 autres ayant pour chef de file Turati étaient des doctrinaires orthodoxes. Tous étaient acquis au neutralisme ; pour l'intervention, seuls s'y montraient résolus les réformistes acoquinés à divers éléments démocrates, radicaux, républicains, nationalistes, irrédentistes. Les masses ne suivaient pas. Il y avait en Italie un mouvement ouvrier syndical demeuré actif, les parlementaires socialistes de la nuance Turati devaient en tenir compte. C'est alors que se déclara le schisme de Mussolini. Cet aventurier qui avait affiché les idées les plus extrémistes dirigeait depuis deux ans l'organe du parti, l'*Avanti*. Brusquement, en novembre 1914, il se démit de ses fonctions et lança un quotidien à lui : *Il Popolo d'Italia*, se mettant à prêcher avec une ardeur de fanatique la guerre nécessaire et immédiate. Mussolini fut exclu du parti, mais son agitation n'en fut point ralentie, au contraire. Interventionnistes et neutralistes s'empoignèrent en maintes circonstances, il y eut des morts. La fièvre montait et, en mai 1915, le gouvernement italien pouvait donner aux Alliés la satisfaction attendue. Toute résistance active à la guerre tomba. Le 20 mai, Turati refusa son vote au projet accordant les pleins pouvoirs au gouvernement et le 22 le parti publiait un manifeste se terminant par « A bas la guerre ! ». Ce fut là le dernier acte, tout platonique, du parti socialiste italien, qui nous paraît avoir été de tous les partis socialistes celui qui a eu le plus de tenue.

LES RUSSES. — Voline, à qui je me réfère ici, et il ne saurait y avoir de meilleure référence, nous dit qu'à la veille de la guerre il n'y avait pas, en Russie, ce qui s'appelle une *bourgeoisie*. Il n'y avait pas non plus l'ombre d'un mouvement ou un courant d'idées à tendances an-archistes, c'est-à-dire négatives de l'Etat sous toutes ses formes. Pas davantage de mouvement ouvrier et syndicaliste. Il n'y avait rien. Pardon. Il y avait un parti constitutionnel-démocrate (cadets), un parti social-démocrate, un parti socialiste révolutionnaire ayant des représentants à la Douma et qui y avaient même joué à l'origine un certain rôle d'opposition, ce qui leur avait valu finalement d'être embastillés ou exilés. Si bien qu'en 1912 Roubanovitch, à qui le bureau statistique

de l'Internationale demandait un renseignement, pouvait répondre : « Le seul renseignement que nous puissions vous donner est le nombre des membres de notre parti qui sont prisonniers du Tsar ou relégués dans des forteresses, des prisons ou des lieux d'exil. » A la déclaration de guerre, cependant, siégeaient encore à la Douma des parlementaires sociaux-démocrates et des socialistes révolutionnaires. Ils élevèrent une protestation contre la guerre, refusèrent de voter les crédits et quittèrent la séance en groupe. L'histoire ne dit pas quel fut leur sort ultérieur. Mais on sait que les journaux socialistes furent supprimés, leurs éditeurs emprisonnés, toute forme d'action réprimée avec la dernière rigueur.

C'est donc par des moyens clandestins que la présence en Russie d'un esprit révolutionnaire pouvait se manifester. A cette action clandestine participèrent de multiples tendances, dont les plus marquantes étaient les *maximalistes* d'une part, et les *bolcheviks* d'autre part. On désignait ainsi, par opposition aux *mencheviks* ou minoritaires les sociaux-démocrates qui avaient fait prévaloir au Congrès de Londres en 1903 la thèse de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Les chefs de cette tendance, Lénine, Trotsky et d'autres, n'étaient pas seulement des théoriciens très versés sur les questions de dogmes, c'étaient aussi des hommes d'action, des techniciens du coup de force et de l'insurrectionnalisme. La guerre devait nécessairement créer dans leur pays des conditions propres à l'insurrection.

Quant aux menchéviks de pure orthodoxie marxiste, et aux socialistes révolutionnaires minimalistes, de Plakhanof à Onipko, ils se rallièrent très vite à la thèse des socialistes occidentaux. En octobre 1915 ils publiaient un manifeste affirmant que « *les intérêts essentiels des masses laborieuses russes, aussi bien leurs intérêts du présent que ceux de leur libération économique à venir, imposent, tant aux socialistes qu'à toute la démocratie révolutionnaire dont le socialisme forme l'avant-garde, le devoir de participer activement à la défense du pays.* »

Notons pour finir que ces purs représentants d'idéologies sans rapport avec l'événement, sans appui sur la réalité, ont pu s'enorgueillir de l'adhésion de Kropotkine, ce grand Occidental, ce grand Européen pour qui l'idée démocratique n'avait pas de rivage parce qu'illimitée était sa confiance dans les possibilités individuelles pour le Bien et inaltérable sa foi dans le génie d'organisation spontanée du peuple.

Kropotkine écrivait dans *l'Humanité*, le 5 octobre 1915 : « *Il faut aider à écraser l'ennemi de nos aspirations les plus chères : le militarisme prussien et l'impérialisme allemand. Liebknecht et Bebel ont déjà lutté en* 1871 *avec cet esprit, Bakounine aussi* (*Lettres aux Français*). *Il nous est interdit de rester neutres, car dans le cas actuel la neutralité ne serait que la complicité en faveur de leurs poings de fer. Les Alliés vaincront, les droits des nationalités à leur libre développement seront reconnus, le principe fédératif trouvera son application dans la carte nouvelle de l'Europe.* »

L'erreur kropotkinienne — du moins est-ce ainsi que nous en pouvons juger à la lumière des événements vécus depuis — est une de ces erreurs d'optique auxquelles les plus grands esprits sont exposés. Il en est de nombreux exemples dans l'histoire. Aussi nous garderons-nous bien de conclure, comme certains, dont la qualification est nulle au point de vue social, n'ont pas craint de le faire, que l'erreur de Kropotkine — à supposer qu'elle soit démontrée d'une façon absolue, objectivement et non pas subjectivement, et à supposer qu'elle n'ait pas d'excuses dans une filiation d'idées historiques — entache l'homme qui l'a commise. C'est le privilège des vrais grands hommes d'inspirer le respect même quand ils se trompent. Et c'est la dignité de l'homme libre de savoir prendre la mesure de l'homme exemplaire qui fait honneur à l'homme. Il n'est que le sous-homme, l'esclave mal décrotté, pour ne pas savoir prendre cette mesure et se promouvoir orgueilleusement, en dépréciant ce qui le dépasse, à un rang qui n'est pas le sien, et où il ne saurait d'ailleurs prétendre se maintenir.

**RHILLON.**

*Directeur-Gérant :* JEAN BÉRINGER.

LES IMPRESSIONS MODERNES
37, BD DE STRASBOURG - PARIS

Travail exécuté
par des ouvriers
syndiqués.



# VOUS ME FEREZ PLAISIR
# EN PRÊTANT ATTENTION A CE QUI SUIT

MES interventions en faveur de l'amnistie la plus large m'ont valu de nombreuses lettres d'approbation et, parmi celles-ci, certaines insistant pour que je crée un comité pour l'amnistie et que j'en assume la direction.

Déjà, d'autres amis m'avaient demandé de mettre debout un comité pour la paix et de l'animer de toute ma ferveur pacifiste.

Comme quoi on n'échappe pas à sa réputation, même si une part de légende fait que vous ne la méritez pas complètement.

Que je regrette de vieillir et de n'avoir plus la résistance physique nécessaire pour immédiatement répondre oui à tous, pour prouver surtout que cette confiance quelque peu naïve n'était tout de même pas mal placée.

Il n'y a pas de doute que je saurais promouvoir des comités de cette sorte. Par habitude d'abord et par expérience ; par une propension naturelle qui me fait toujours courir au plus pressé ; par un penchant aussi du cœur que les temps n'ont pas endurci.

Mais, voilà, il y a cette « Défense de l'Homme » que je ne saurais abandonner, que je veux prospère, au contraire, de plus en plus. Elle est mon œuvre, j'y tiens et je m'applique présentement à lui faire passer victorieusement la phase infantile. Après, je surveillerai attentivement sa croissance d'adulte. Ensuite, je n'aurai de cesse que son influence grandisse.

Je vous ai déjà dit que je voudrais bien être déchargé de son administration. Je ne suis pas un homme de bureau, mais plutôt un homme d'action et je préférerais m'employer aux œuvres en faveur desquelles je suis sollicité que de noircir du papier.

Je vous demandais, la dernière fois, trois mille abonnés pour octobre-novembre afin que la revue vive d'elle-même. Je vous avisais en même temps qu'il m'en faudrait quatre mille pour que je puisse appointer un administrateur qui me déchargerait d'une besogne parfois fastidieuse et me rendrait libre. Je ne vous pressais pas outre mesure, car je n'envisageais pas autre chose, alors, que de pouvoir tenter à nouveau ma chance personnelle dans la lutte pour la vie.

Assurément, il me serait facile de lancer un appel aux fonds et j'ai la conviction que j'obtiendrais rapidement des sommes assez importantes, et avouables, pour garantir une permanence à « Défense de l'Homme ».

Je m'y refuse :

1° Parce que j'ai déclaré que je n'ouvrirais dans ces colonnes aucune souscription en dehors de celle qui existe et qui a un but réduit et tout spécial ;

2° Parce que des centaines de mille francs ne remplacent pas des centaines d'abonnés. Que je préfère deux mille abonnés nouveaux plutôt que deux millions de francs. Cet argent serait dépensé sans produire, n'assurant qu'un salaire. Tandis que ces nouveaux deux mille abonnements enrichiraient la revue de nombreuses façons. Puis, nous gagnerions deux mille camarades, agrandissant notre famille, avec lesquels nous communierions dans la haine du laid, dans l'amour du beau.

Vous êtes aujourd'hui, en chiffres ronds, mille huit cents abonnés. Chacun de vous n'a donc pas grand effort à faire pour doubler ce nombre-là, le dépasser même.

Lorsque vous y serez parvenus, je confierai l'administration de ce périodique à quelqu'un d'autre et je répondrai aux appels en question. Je le promets.

Louis LECOIN.